



Les enjeux et défis de l'entrepreneuriat à Madagascar en 2017

**Rapport National
Global Entrepreneurship Monitor**

Étude dirigée par Pr. Claudine RATSIMBAZAFY



Canada





Institut National des Sciences Comptables et de
l'Administration d'Entreprises





Les enjeux et défis de l'entrepreneuriat à Madagascar en 2017

Etude dirigée par Pr Claudine RATSIMBAZAFY

TABLE DES MATIERES

<i>Liste des tables</i>	6
<i>Liste des figures</i>	7
<i>Liste des abréviations</i>	8
<i>Remerciements</i>	9
<i>Equipe GEM Madagascar</i>	10
Résumé	11
Chapitre Introductif : Le contexte	13
Le consortium GEM	14
Le cadre conceptuel	15
La situation macroéconomique de Madagascar	19
La méthodologie APS	20
La conception du questionnaire	20
L'échantillonnage	21
La méthodologie NES	22
Chapitre 1 : Les attitudes à l'égard de l'entrepreneuriat	23
La valorisation de l'entrepreneuriat	24
Les déterminants de l'engagement entrepreneurial	25
L'effet du genre	26
Chapitre 2 : Les activités entrepreneuriales	28
Le rôle de l'innovation	30
Le rôle de la technologie	30
L'orientation internationale	31
Les perspectives de croissance	31
La sortie de l'entrepreneuriat	31
Les investisseurs informels	32
Chapitre 3 : Les spécificités liées à l'âge	33
Les intentions entrepreneuriales	34
L'effet de l'âge	36
Chapitre 4 : L'écosystème entrepreneurial	38
Les conditions favorables à l'entrepreneuriat	40
L'éducation entrepreneuriale	40
L'infrastructure légale et commerciale	40
La dynamique interne du marché et les infrastructures physiques et de services	41
Les conditions défavorables à l'entrepreneuriat	41
L'éducation et la formation de base à l'entrepreneuriat	41
Le financement de l'entrepreneuriat	41
Les programmes publics	42
Les facteurs favorables à l'entrepreneuriat selon les experts	42
Le contexte social, institutionnel et politique	43
Les caractéristiques de la main-d'œuvre	43
Le climat économique	43
Les obstacles au développement de l'entrepreneuriat	44
L'accès aux infrastructures physiques et aux services	45
Le support financier	45
Les politiques gouvernementales	46
Les recommandations des experts	46
Chapitre 5 : Les comparaisons internationales	48
Le positionnement de Madagascar parmi les 54 pays GEM	49
Les valeurs sociétales à l'égard de l'entrepreneuriat	53
Les valeurs sociétales à Madagascar par rapport aux pays d'Afrique	53
Les valeurs sociétales à Madagascar par rapport aux pays ETF	55
Les caractéristiques individuelles de l'entrepreneur potentiel	56

L'engagement entrepreneurial	56
Les aspirations et les ambitions entrepreneuriales	58
Les ambitions en termes de création d'emplois	58
Les ambitions en termes d'innovation	60
Chapitre 6 : La monographie des régions retenues	63
Sur le plan économique	64
Sur le plan éducatif	65
Sur le plan géographique et démographique	66
Région Analamanga	67
Région Vakinankaratra	68
Région Itasy	69
Région Haute Matsiatra	70
Région SAVA	71
Région Betsiboka	72
Région Anosy	73
Région Atsinanana	74
Conclusion	75
Annexes	77
ANNEXE 1 : les principaux indicateurs et variables de l'APS 2017	77
ANNEXE 2 : la superficie de Madagascar et des 22 régions	79
ANNEXE 3 : le poids des secteurs dans le PIB	81
ANNEXE 4 : les classements des 54 pays GEM	82

LISTE DES TABLES

- 0.1 La relation entre le contexte et le niveau de développement
- 0.2 Les phases de développement économique
- 0.3 La répartition de l'échantillon de 2100 ménages
- 0.4 Les principaux indicateurs de l'enquête NES
- 3.1 Les attitudes et perceptions vis-à-vis de l'entrepreneuriat par tranche d'âge
- 5.1 La répartition sectorielle de l'entrepreneuriat émergent à Madagascar
- 5.2 La classification des pays GEM suivant leur niveau de développement économique et par région géographique
- 5.3 Le profil global de Madagascar sur les Indicateurs GEM
- 5.4 Les valeurs sociétales à Madagascar par rapport au pays GEM d'Afrique
- 5.5 Les valeurs sociétales à Madagascar par rapport aux pays ETF
- 5.6 Les attitudes personnelles à l'égard de l'entrepreneuriat, Madagascar et les pays GEM d'Afrique
- 5.7 Les attitudes personnelles dans les pays ETF
- 5.8 Le potentiel de création d'emplois à Madagascar comparé aux pays d'Afrique
- 5.9 Le potentiel de création d'emplois à Madagascar comparé aux pays ETF
- 5.10 Le niveau d'innovation dans le TAE à Madagascar comparé aux pays d'Afrique
- 5.11 Le niveau d'innovation dans le TAE des pays ETF
- 5.12 Les pays GEM les moins performants en matière d'innovation

LISTE DES FIGURES

- 0.1 Le modèle de conception du GEM
- 0.2 Le processus entrepreneurial du GEM
- 1.1 Les profils des entrepreneurs
- 1.2 Les attitudes et perceptions vis à vis de l'entrepreneuriat dans l'ensemble
- 1.3 Les déterminants de l'engagement entrepreneurial
- 1.4 Les attitudes et perceptions vis-à-vis de l'entrepreneuriat selon le genre des répondants
- 2.1 Les activités entrepreneuriales selon le genre
- 2.2 Les activités entrepreneuriales chez les nouveaux entrepreneurs et les entrepreneurs établis par nécessité
- 2.3 La répartition sectorielle de l'entrepreneuriat émergent à Madagascar
- 3.1 Les intentions entrepreneuriales des adultes
- 3.2 Les opportunités perçues par les adultes selon la tranche d'âge et le sexe
- 3.3 Le taux d'activité entrepreneuriale par tranche d'âge et par sexe
- 4.1 L'opinion des experts sur l'écosystème entrepreneurial
- 4.2 Les facteurs favorables à l'entrepreneuriat
- 4.3 Les obstacles au développement de l'entrepreneuriat
- 5.1 La répartition de l'indice d'esprit entrepreneurial (GESI) des pays GEM
- 5.2 Le ratio TAE Femme/Homme (indice genre) de l'activité entrepreneuriale (Pays GEM)
- 5.3 La moyenne des valeurs sociétales par cycle de développement (52 pays hors Liban et Brésil)
- 5.4 Les moyennes du potentiel de création d'emplois dans les 5 prochaines années par type d'économie
- 5.5 Les moyennes des niveaux d'innovation dans le TAE par type d'économie

LISTE DES ABREVIATIONS

AGOA:	African Growth and Opportunity Act
APS:	Adult Population Survey
BAD :	Banque Africaine de Développement
BM :	Banque Mondiale
CEENTRE :	Centre d'Excellence en Entrepreneuriat
COI:	Commission de l'Océan Indien
COMESA:	Common Market for Eastern and Southern Africa
CRDI :	Centre international de Recherche pour le Développement International du Canada
EAC :	East African Community
EDBM :	Economic Development Board of Madagascar
ENEMPSI :	Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel
ETE :	Economie tirées par l'efficacité
ETF :	Economie tirées par l'efficience
ETI :	Economie tirées par l'innovation
FEM :	Forum Economique Mondial
FMI :	Fond Monétaire International
GEM:	Global Entrepreneurship Monitor
GEN:	Global Entrepreneurship Network
GERA:	Global Entrepreneurship Research Association
GSEI :	GEM Spirit Entrepreneurial Index
INSCAE :	Institut National des Sciences Comptables et de l'Administration d'Entreprises
INSTAT :	Institut National de la Statistique
MIDSP :	Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé
MJS :	Ministère de la Jeunesse et des Sports
NES :	National Expert Survey
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OIF :	Organisation Internationale de la Francophonie
OMAPI :	Office Malgache de la Propriété Industrielle
OMPI :	Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
PME :	Petites et Moyennes Entreprises
PND :	Plan National de Développement
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
SADC:	Southern African Development Community
TAE:	Taux d'Activité Entrepreneuriale
TEA:	Total Early-stage Entrepreneurial Activity
UQTR :	Université du Québec à Trois-Rivières

Remerciements

Le présent rapport s'inscrit dans un projet de recherche associant l'Institut National des Sciences Comptables et de l'Administration d'Entreprises (INSCAE) Antananarivo et l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Le projet bénéficie de l'appui technique de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) et de l'Association GERA (Global Entrepreneurship Research Association) affiliant les équipes membres du consortium GEM (Global Entrepreneurship Monitor) dont Madagascar fait partie, et du soutien financier du Centre International de Recherche pour le Développement International du Canada (CRDI) ainsi que de nos partenaires pour cette édition : la SONAPAR, le Groupe STAR, Ny Havana et le Groupe SIPROMAD.

La présence active du Pr Etienne St-Jean de l'UQTR tout au long du processus mérite d'être mentionnée.

Le dynamisme insufflé par le GERA à travers les échanges avec Chris Aylett, Alicia Corduras, Forrest Wright et Francis Jonathan Carmona entre autres reste une aide appréciable.

Notre gratitude va à l'endroit de l'équipe GEM Maroc conduite par le Pr Khalid El Ouazzani qui nous a permis d'avancer rapidement malgré un démarrage assez timide.

Notre reconnaissance est acquise aux 36 experts nationaux qui se sont exprimés sur les conditions-cadres de la création d'entreprises à Madagascar ainsi qu'aux 2100 ménages touchés par l'enquête nationale sur la population active.

Que les directions générales de l'INSCAE et de l'INSTAT trouvent ici l'expression de notre dévouement à travers ce travail qui est aussi le leur.

Nos remerciements s'adressent ainsi à tous ceux qui ont contribué, à différents moments, à différents endroits, au projet dont l'essence se retrouve dans le présent rapport.

Claudine RATSIMBAZAFY
Team Leader GEM Madagascar

Équipe GEM Madagascar

Les travaux relatifs au GEM (Global Entrepreneurship Monitor) qui interrogent les enjeux et défis de l'entrepreneuriat à Madagascar sont dirigés par l'Institut National des Sciences Comptables et de l'Administration d'Entreprises (INSCAE) avec l'appui technique de l'Institut National de la Statistique (INSTAT).

Au-delà des réflexions sur les profils entrepreneuriaux, les recherches menées en partenariat avec l'Université du Québec à Trois-Rivières portent plus particulièrement sur l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes.

Team leader

Pr. Claudine RATSIMBAZAFY

Membres

- Pr. Ida Clément RAJAONERA
- Pr. Harimino Oliarilanto RAKOTO
- Pr. Faly Hery RAKOTOMANANA
- Pr. Gilde Paul RALANDISON
- Pr. Lova Mirella RAMANDIMBIARISON
- Pr. Félix RASOLOARIJAONA,
- Pr. Mamy Tiana RASOLOFOSON
- Pr. Hasina Jean-Aimé RASOLONJATOVO
- Andriamahery Ferdinand RASOLONJATOVO

Contact

Pour plus d'informations relatives à ce rapport, veuillez contacter :

Pr. Claudine RATSIMBAZAFY : cratsimbazafy@gmail.com

Citation

Veuillez citer ce rapport de la manière suivante :

Claudine RATSIMBAZAFY (2018), « Enjeux et défis de l'entrepreneuriat à Madagascar en 2017 », Global Entrepreneurship Monitor, Rapport de Madagascar 2017.

Disponible sur : www.gemconsortium.org

Résumé

Madagascar se situe au 162^{ème} rang sur 190 dans le classement de Doing Business en 2018, gagnant ainsi cinq points par rapport à une 167^{ème} place en 2017. Parmi les critères d'évaluation retenues, la création d'entreprises et l'obtention de crédits sont ceux dont les scores se sont améliorés. Ceci laisse présager d'une perspective favorable au développement des activités entrepreneuriales quand les premiers obstacles se retrouvent essentiellement autour de l'accès aux infrastructures physiques et du financement. Par ailleurs, le contexte social, politique et institutionnel est perçu comme un atout majeur. Il en est de même pour l'état de la main-d'œuvre et le climat économique.

L'intégration du consortium GEM en 2017 marque le positionnement de la problématique entrepreneuriale malgache dans le contexte international. En effet, une enquête annuelle couvrant les quatre coins du globe, s'enquiert des initiatives entrepreneuriales, permettant ainsi de faire des études comparatives et de retenir les bonnes pratiques.

Les données du présent rapport ont été collectées principalement, à partir de l'enquête NES, la « National Experts Survey » qui s'adresse à un panel d'experts issus de l'Administration publique et du secteur privé ainsi que de l'enquête APS, « Adult Population Survey » qui est menée auprès de la population active âgée de 18 à 64 ans. D'autres données émanent d'organisations nationales comme l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) et l'Institut National de la Statistique (INSTAT) et internationales comme la Banque Mondiale (BM), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fond Monétaire International (FMI) ou le Forum Economique Mondial (FEM).

Pour cette première participation, 36 experts de divers horizons ont été invités à partager leurs perceptions de l'écosystème entrepreneurial malgache. D'un autre côté, 2100 individus répartis dans les huit régions (faritra) considérées comme étant les plus représentatives de l'activité économique ont été sollicitées pour décrire les intentions, attitudes et activités entrepreneuriales.

La recherche dans le domaine de l'entrepreneuriat n'a de sens que par rapport à l'implication des entrepreneurs pour décrypter le probable, dessiner le possible et donner vie à l'impossible ou partager un vécu tout simplement. Le projet GEM se distingue par l'intérêt porté à l'individu plus qu'à l'entreprise pour traiter de ses motivations, ses attitudes, ses aspirations et ses activités autour de la création d'entreprises.

Les principaux résultats

L'activité entrepreneuriale

Le positionnement de Madagascar parmi les 54 pays ayant participé à l'édition 2017 offre de belles perspectives avec un taux d'activité entrepreneuriale (TAE) de 21,8%, le plaçant au 7^{ème} rang. Cela veut dire que plus d'un adulte sur cinq est dans le processus de création ou de gestion d'une entreprise depuis moins de trois ans et demi selon les critères du GEM. Parmi les pays du groupe des économies tirées par les facteurs, seul le Vietnam devance Madagascar à la 6^{ème} place

avec un taux de 23,3%. Suivent le Kazakhstan et l'Inde à la 26^{ème} et à la 31^{ème} place avec respectivement un taux de 11,3% et de 9,3%.

Le TAE est plus élevé pour les hommes à 23% que pour les femmes à 20,6%. Il est au plus bas pour les jeunes de 18 à 24 ans qui sont les moins actifs avec un taux de 17,5%.

L'identification d'une opportunité d'affaires plus que l'absence d'une meilleure offre d'emploi motive l'engagement dans l'entrepreneuriat. C'est le cas pour 83,8% des femmes et dans une moindre mesure à 72,2% pour les hommes.

Les attitudes personnelles à l'égard de l'entrepreneuriat

Les attitudes personnelles à l'égard de l'entrepreneuriat appréhendées à partir de la perception des opportunités (24,4%), des compétences (55,4%), la peur de l'échec (42,0%) ainsi que les intentions entrepreneuriales (39,8%), montrent que Madagascar, malgré la prédominance de l'entrepreneuriat d'opportunité ne figure pas parmi les pays qui détecte le mieux ce genre de situation (50^{ème} place). D'ailleurs, par peur de l'échec, certaines opportunités ne sont pas identifiées comme telles malgré le fait de reconnaître que les compétences existent. Mais l'intention est bien présente.

Les attitudes sociales à l'égard de l'entrepreneuriat

Les attitudes sociales retiennent que l'entrepreneuriat relève d'un bon choix de carrière (83,6%) permettant de jouir d'un statut élevé (77,8%). Madagascar fait partie des 70% de répondants à travers le monde qui se trouvent dans cette posture.

Les conditions-cadres

Les conditions-cadres relèvent d'une part, comme favorables : l'éducation entrepreneuriale en enseignement supérieur, l'infrastructure légale et commerciale ainsi que la dynamique du marché interne et les infrastructures physiques et de services ; et, d'autre part, comme défavorables : l'éducation et la formation de base à l'entrepreneuriat, le financement ainsi que les programmes publics.



Chapitre introductif :

Le contexte

L'entrepreneuriat est un vecteur de la croissance économique des nations. Toutefois, les pays du Sud dont Madagascar fait partie ont généralement un entrepreneuriat dit « de nécessité », constitué d'une faible valeur ajoutée des produits/services ou d'une faible innovation (Ernesto et Bosma, 2013)¹. Cela contraste avec l'entrepreneuriat dit « d'opportunité » constaté dans les pays du Nord, où l'innovation fait davantage partie des projets de création d'entreprise. Toutefois, aucune étude représentative de la population malgache ne permet de jeter un regard fiable et comparatif sur l'activité entrepreneuriale qui s'y découle. Cette situation limite le gouvernement malgache dans sa compréhension de la situation que vivent les entrepreneurs actuels et potentiels et l'empêche de mettre en place des conditions stimulant les innovations et la production à forte valeur ajoutée ; ce qui permettrait ultimement, la création de richesse au sein du pays. Afin de renverser cette tendance, l'Institut National des Sciences Comptables et de l'Administration d'Entreprises (INSCAE) de Madagascar, en collaboration avec l'Institut National des Statistiques (INSTAT) de Madagascar et en partenariat avec l'Université de Québec à Trois-Rivières au Canada (UQTR), rejoint le consortium de recherche du *Global Entrepreneurship Monitor*² (GEM). Le résultat de la présente étude démontre que, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des pays du Sud, Madagascar jouit plutôt d'un entrepreneuriat dit « d'opportunité » que d'un entrepreneuriat dit « de nécessité ».

Le consortium GEM

Le GEM a été créé en 1999 par le Babson College (Etats-Unis) et la London Business School (Royaume-Uni) sous forme de projet. Le travail du GEM consiste à réaliser des enquêtes à l'échelle internationale pour obtenir des informations, établir des rapports, observer et comprendre le phénomène entrepreneurial au niveau mondial. L'objectif est de déterminer pourquoi certains pays sont plus entrepreneuriaux que d'autres ; 19 ans plus tard, GEM est la source la plus riche en informations sur le sujet, publiant chaque année une série de rapports mondiaux et/ou nationaux dédiés à l'entrepreneuriat. En fournissant des données spécifiques à chaque pays, GEM devient une ressource importante sur l'entrepreneuriat pour les organisations internationales comme les Nations Unies, le Forum économique mondial (FEM), la Banque mondiale (BM) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que les organisations nationales comme les institutions étatiques ou les promoteurs économiques. Les informations recueillies et analysées par les chercheurs locaux du GEM, permettent une compréhension approfondie de l'environnement de l'entrepreneuriat.³

Le GEM constitue ainsi l'une des enquêtes les plus pertinentes pour mesurer l'activité entrepreneuriale dans le monde. Essentiellement, le modèle GEM postule que l'environnement social, culturel et politique, au travers de différentes institutions et caractéristiques socioéconomiques (éducation, lois, infrastructure, technologie, finance, R&D, etc...), influence le goût d'entreprendre, les attitudes et l'activité entrepreneuriale. Ceci a un effet sur la création d'entreprises et la croissance économique. Cette approche a l'avantage de procurer un portrait

¹ Ernesto, J. & Bosma, N. (2013) Global Report. Fifteen Years of Assessing Entrepreneurship across the Globe. Global Entrepreneurship Monitor.

² www.gemconsortium.org

³ www.gemconsortium.org

détaillé de l'activité entrepreneuriale que ce qui se retrouve dans les registres officiels des pays. Différentes sources de données sont utilisées, dont le sondage sur la population adulte (*Adult Population Survey*, ou APS) et celui des expert.e.s nationaux (*National Expert Survey*, ou NES). L'*Adult Population Survey* constitue une enquête auprès d'un minimum de 2000 personnes représentatives du pays (selon le genre et l'âge). Sur la base d'un questionnaire unique, les pays participants procèdent à cette enquête chaque année, entre mai et juillet. Les données sont ensuite rassemblées par l'équipe GEM/GERA⁴ pour fins de vérification et de constitution des principaux indicateurs, qui serviront aux comparaisons internationales. En parallèle, les équipes nationales dressent une liste d'un minimum de 36 experts nationaux dans neuf (9) différents domaines : la finance, les politiques gouvernementales, le soutien à l'entrepreneuriat, l'éducation, le transfert technologique et la recherche et développement, l'infrastructure légale et commerciale, les infrastructures physiques, l'ouverture des marchés et les normes culturelles et sociales. Ces experts (NES) sont ensuite invités à répondre à un questionnaire permettant d'appréhender le contexte économique, social, politique, culturel et législatif du pays. L'enquête GEM procurera un portrait annuel des attitudes, des activités, des aspirations et des perceptions sur l'entrepreneuriat à Madagascar. Le présent rapport est le résultat des enquêtes menées par l'équipe GEM Madagascar pour sa première année.

Le cadre conceptuel

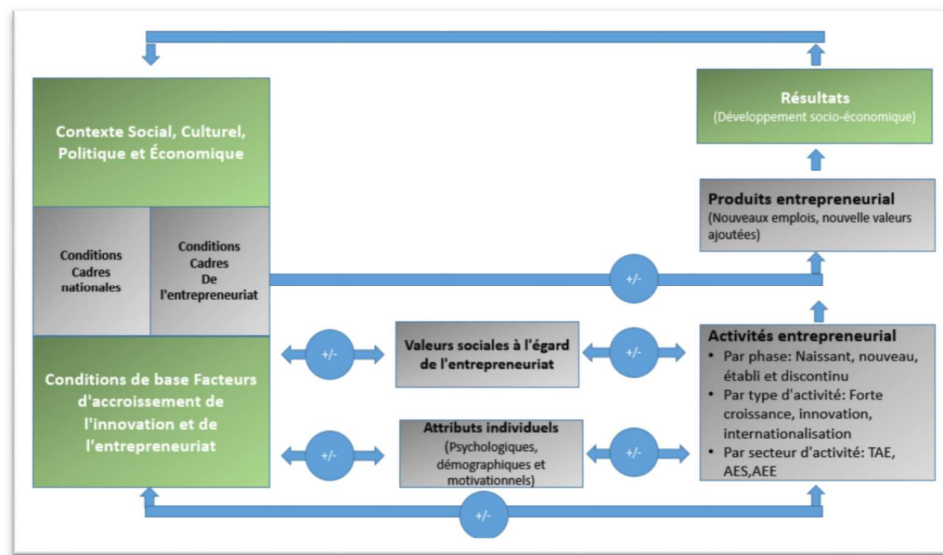
L'enquête GEM se réfère à un modèle conceptuel théorique (modèle GEM 2015) qui suppose que les caractéristiques du contexte d'un pays – contexte social, culturel, politique et économique, les conditions-cadres nationales et entrepreneuriales, les conditions de base et facteurs d'innovation, et les valeurs sociales et attributs individuels – déterminent les activités entrepreneuriales.

Il s'agit d'analyser l'activité entrepreneuriale suivant une typologie de cycle de vie en quatre phases : activité entrepreneuriale naissante, activité nouvelle, activité établie et activité discontinue. Des indicateurs sont alors déterminés pour pouvoir apprécier l'ampleur de l'activité entrepreneuriale, notamment le TEA (Total Early-stage Entrepreneurial Activity) ou taux d'activité entrepreneuriale (TAE) et l'Indice d'Esprit Entrepreneurial ou GSEI (« GEM Spirit Entrepreneurial Index »), un nouvel indicateur introduit en 2017.

Le TAE est l'indicateur GEM le plus utilisé pour apprécier l'ampleur des activités entrepreneuriales dans un pays, sinon l'esprit entrepreneurial en général, voire même la force de la culture entrepreneuriale. Il est mesuré par le taux des entrepreneurs au stade initial par rapport à la population en général, et comprend les entrepreneurs naissants et les nouveaux entrepreneurs.

⁴ La Global Entrepreneurship Research Association (GERA) est l'entité légale dépositaire de la méthodologie du GEM

Figure 0.1 : Le modèle conceptuel du GEM



Source : GEM 2015/2016 Global Report - Version 3 (depuis 2015)

Le modèle conceptuel du GEM retient l'idée que le développement économique en général et de l'entrepreneuriat en particulier, repose sur l'articulation entre les caractéristiques du contexte social, culturel, politique et économique d'une part, et les conditions-cadres nationales et relatives à l'entrepreneuriat, d'autre part. Cet ensemble se conjugue avec les spécificités individuelles de par les attributs et valeurs qui seront déployés dans l'activité entrepreneuriale. Et c'est le produit entrepreneurial comptabilisé en termes de création d'emplois et de valeur ajoutée qui contribue ainsi au développement économique.



Table 0.1 : la relation entre le contexte et le niveau de développement

ETAPES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	CONDITIONS-CADRES DEFINIES PAR LE FORUM ECONOMIQUE MONDIAL (FEM)	CONDITIONS CADRES DE L'ENTREPRENEURIAT DEFINIES PAR LE GEM À TRAVERS LE NATIONAL EXPERT SURVEY (NES)
Conditions de bases : Essentiellement les économies tirées par les facteurs (ETF)	• Institutions • Infrastructures • Stabilité macro-économique • Santé et éducation primaire	
Facteurs d'accroissement de l'efficacité : Essentielles économies tirées par l'efficacité (ETE)	• Formation professionnelle et universitaire • Efficience des marchés des biens • Efficience du marché de travail • Complexification du marché financier • Disponibilités des technologies • Taille du marché	
Innovation et complexification des facteurs : Essentielles pour les économies tirées par l'innovation (ETI)	• Sophistication des affaires • Innovation	

La relation entre le contexte et le niveau de développement est défini à partir des conditions-cadres qui fondent le Global Competitiveness Index du Forum Economique Mondial (FEM) et celles du GEM à travers l'enquête NES. Ces conditions impactent différemment selon les étapes du développement économique de chaque pays.

Les attributs individuels font référence aux aspects psychologiques (perception des opportunités, des compétences, peur de l'échec), démographiques (genre, âge, localisation géographique) et motivationnels (par nécessité ou par opportunité).

Les valeurs sociétales concernent la perception de l'entrepreneur comme ayant un statut social élevé, de l'entrepreneuriat comme un bon choix de carrière et l'attention portée par les médias à la réussite entrepreneuriale.

Le contexte social, culturel, politique et économique : suivant les caractéristiques de leur contexte et stade de développement, les pays sont classés en trois catégories : économies tirées par les facteurs (ETF), économies tirées par l'efficacité (ETE) et économies tirées par l'innovation (ETI).

Table 0.2 : les phases de développement économique

L'entrepreneuriat dans les économies tirées par les facteurs

Les pays ayant un faible niveau de développement économique présentent généralement un secteur agricole important, celui-ci fournissant des moyens de subsistance à la majorité de la population, qui pour la plupart vit encore à la campagne. Cette situation évolue car l'activité industrielle commence à se développer, souvent autour de l'extraction des ressources naturelles, déclenchant la croissance économique, et incitant la population agricole excédentaire à migrer vers les secteurs d'extraction et émergents à forte intensité d'échelle, souvent situés dans des régions spécifiques. Dans les agglomérations régionales, l'offre de main d'œuvre excédentaire nourrit l'entrepreneuriat de subsistance, car les travailleurs excédentaires cherchent à se créer des opportunités professionnelles pour gagner leur vie.

L'entrepreneuriat dans les économies tirées par l'efficacité

À mesure que le secteur industriel se développe, des institutions commencent à émerger pour soutenir une industrialisation croissante et une productivité plus élevée grâce à des économies d'échelle. En règle générale dans les économies à forte intensité d'échelle, les politiques nationales façonnent leurs nouvelles institutions économiques et financières en faveur des grandes entreprises nationales. La productivité croissante contribuant à la formation du capital financier, des niches peuvent apparaître dans les chaînes d'approvisionnement industrielles auxquelles répondent ces prestataires de service. Combiné avec l'ouverture d'une offre indépendante de capital financier par le secteur bancaire émergent, cela stimule les possibilités de développement de petites et moyennes entreprises dans les secteurs de fabrication. Ainsi, dans une économie d'échelle à forte intensité, on pourrait s'attendre à ce que l'activité industrielle de subsistance diminue progressivement pour faire place à un secteur émergent de fabrication à petite échelle.

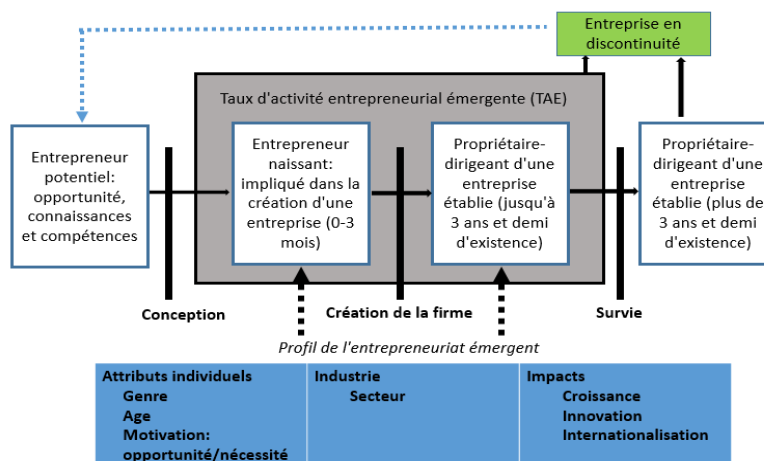
L'entrepreneuriat dans les économies tirées par l'innovation

En considérant le développement d'une économie et l'accroissement de sa richesse, on pourrait s'attendre à ce que l'accent mis sur l'activité industrielle soit transféré progressivement vers un secteur des services en expansion pouvant répondre aux besoins d'une population de plus en plus riche, et fournir des services normalement attendus dans une société ayant des revenus élevés. Le secteur industriel devient plus diversifié et sophistiqué, et cette évolution est généralement associée à l'augmentation de la recherche et du développement, et à l'intensité des connaissances. En effet, les institutions produisant des connaissances prennent de la vitesse et ouvrent la voie à l'activité entrepreneuriale innovante à la recherche d'opportunités pour concurrencer des prestataires historiques établis dans l'économie. Souvent, les petites entreprises tirent parti de gains de productivité innovants par rapport aux prestataires plus importants, ce qui leur permet de fonctionner comme des « agents de destruction créatrice ». Dans la mesure où les institutions économiques et financières créées pendant la phase à forte intensité d'échelle de l'économie sont en mesure d'accueillir et de soutenir l'activité entrepreneuriale à la recherche d'opportunités, les sociétés entrepreneuriales innovantes apparaissent comme des moteurs importants de la croissance économique et de la création de richesses.

Basé sur une explication proposée par Bosma et Levie (2010, p. 9).

L'activité entrepreneuriale couvre les différentes phases de la vie entrepreneuriale (naissant, nouvellement établi, en discontinuité), selon le type d'activité (forte croissance, innovation et internationalisation) et le taux d'activité entrepreneuriale, le taux d'activité entrepreneuriale sociale et le taux d'activité entrepreneuriale des employés.

Figure 0.2 : le processus entrepreneurial du GEM



La phase de démarrage rassemble les activités ayant moins de 3 mois d'existence. À moins de 42 mois d'existence, il s'agit de nouvelles entreprises. Au-delà, on parle d'entrepreneurs établis. L'étude s'intéresse aussi aux entrepreneurs potentiels qui ont l'intention de créer une entreprise au cours des 3 prochaines années. Les types d'entreprises créés sont analysés par rapport au degré d'innovation, au besoin de croissance et d'internationalisation. Le poids des entrepreneurs établis peut traduire une certaine inertie alors qu'un taux élevé d'entrepreneurs naissants et nouveaux serait l'expression d'une certaine dynamique. Les entrepreneurs discontinus s'expliquent par l'interaction avec l'environnement interne et externe : acquisition de nouvelles compétences, perception d'opportunité ou reprise d'un travail salarié.

Au-delà des enquêtes habituelles sur l'entrepreneuriat, GEM met l'accent sur les implications politiques des analyses effectuées dans des domaines aussi variés que l'éducation/formation, le financement, la recherche-développement ou les infrastructures.

La situation macro-économique de Madagascar

Malgré sa richesse en ressources naturelles, Madagascar figure parmi les pays les plus pauvres du monde. L'instabilité politique, la faiblesse des institutions et la médiocrité de la gouvernance nuisent à sa croissance. Elle est confrontée à d'immenses défis tels que la réduction de la pauvreté, la lutte contre la corruption et la réforme du système agricole. Elle figure dans la catégorie des économies tirées par les facteurs (ETF) selon le classement 2016 du Forum Économique Mondial.

Avec la crise politique, la situation s'est nettement dégradée : la pauvreté touche désormais 92% de la population, contre 68% en 2005. Le pays reste par ailleurs très vulnérable aux chocs climatiques, tels que les cyclones, les inondations, les invasions acridiennes et les épidémies sanitaires. Après une période de déclin économique entre 2009 et 2013, une légère reprise est constatée depuis 2014. Le secteur minier est resté vigoureux, la production agricole s'est lentement remise de l'invasion de criquets de 2013 et le tourisme s'est redressé. La croissance économique a atteint 3,4% du PIB en 2015 mais reste insuffisante. Cependant, une croissance plus forte, de l'ordre de 4,1% en 2016 et 4,5% en 2017, a été atteinte selon le FMI. En 2017, la croissance, freinée par le passage violent du cyclone Enawo, alors que l'île se remettait à peine de la sécheresse provoquée par le phénomène climatique El Niño, a stagné. Toutefois, l'élan retrouvé après la crise politique devrait confirmer sa marche en 2018. Après deux années de mauvaises récoltes, l'activité du secteur agricole, qui représente près d'un quart du PIB, devrait être plus porteuse. Dans le secteur secondaire, l'agro-industrie bénéficiera, notamment, de la montée en puissance des usines sucrières de Nosy-Be et Morondava. De son côté, l'industrie textile devrait continuer à jouir de la réintégration de Madagascar à l'African Growth and Opportunity Act (AGO). Ce secteur devrait également être l'un des principaux bénéficiaires de l'adhésion de l'île à l'Afreximbank en juin 2017. Les perspectives pour le secteur du tourisme s'éclaircissent également après avoir souffert de la mauvaise publicité offerte par la crise politique, bénéficiant, de plus, d'une dynamique de croissance plus positive en Europe (dont est originaire la majorité des touristes). Identifié pour son potentiel dans le Plan National de Développement 2015-2019 (PND), le tourisme bénéficie de l'afflux d'investissement public.

L'investissement dans le cadre du PND, visant à développer les infrastructures, devrait donc continuer à tirer la croissance, également dans le secteur de la construction. L'activité dans ce secteur bénéficiera aussi des travaux de reconstruction consécutifs au passage d'Enawo. L'adhésion de l'île à la Banque asiatique de développement pour les infrastructures (AIIB) pourrait également permettre de soutenir de nouveaux projets. En revanche, malgré la baisse de l'inflation, en lien avec l'inflexion attendue des prix des biens alimentaires, la consommation des ménages devrait rester contrainte. Toujours élevée, elle se fera ressentir, alors que plus de 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Malgré des perspectives globalement plus positives, la montée des tensions et de l'incertitude politique à l'approche des élections 2018 constitue un risque significatif dans un pays qui se remet à peine d'une crise politique majeure.

La méthodologie APS

La méthodologie de recherche du GEM est ancrée sur deux enquêtes annuelles. Les données sont collectées, traitées et analysées au cours de la même année.

L'objectif principal de l'enquête auprès de la population active (APS) consiste à fournir des informations statistiques sur les activités, les aspirations et les attitudes des citoyens envers l'entrepreneuriat. Les résultats sont représentatifs de la population adulte de 18 ans et plus au niveau national.

Les principaux indicateurs (annexe 1) traités dans l'enquête portent sur le taux d'activité entrepreneuriale avec ses déclinaisons en termes d'opportunité ou de nécessité, aux différentes phases du processus entrepreneurial, selon le degré d'innovation, et d'orientation à l'international. Sont aussi considérées, les attitudes et perceptions individuelles concernant : les intentions de création d'activités entrepreneuriales, la crainte de l'échec, la considération sociale élevée des succès entrepreneuriaux, le niveau de connaissance des nouveaux entrepreneurs, l'attention portée par les médias à l'entrepreneuriat, la perception des opportunités ainsi que des compétences et des capacités.

La conception du questionnaire

Le questionnaire de l'enquête est conçu suivant les grandes lignes recommandées par le GEM. Le questionnaire comprend les sections suivantes :

- Section 1 : Questions sur les entrepreneurs débutants
- Section 2 : Questions sur les propriétaires et gestionnaires d'unité de production
- Section 3 : Questions sur les entrepreneurs potentiels et la cessation d'activités
- Section 4 : Questions sur les entrepreneurs informels
- Section 5 : Questions sur les emplois actuels et activités entrepreneuriales
- Section 6 : Caractéristiques démographiques des répondants

L'échantillonnage

Il s'agit d'une enquête menée auprès de l'ensemble des individus de 18 ans et plus. Les unités statistiques sont les individus de 18 ans et plus membres des ménages résidents à Madagascar au moment de l'enquête.

La taille de l'échantillon d'individus adultes enquêtés est de $M = 2\,100$ individus. Un plan de sondage aréolaire à trois degrés est retenu.

La base de sondage est constituée au premier degré par la liste des zones géographiques d'enquête définies en unités primaires d'enquête, au second degré par la liste des ménages enquêtés lors de l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel (ENEMPSI, 2012) dans les zones géographiques tirées au premier degré, et, au troisième degré, par la liste des individus de 18 ans et plus membres des ménages tirés au second degré.

Des informations individuelles issues de l'enquête (ENEMPSI, 2012) ayant de forte corrélation sur l'entrepreneuriat, telles que la proportion des travailleurs indépendants sur l'ensemble des emplois, la proportion des activités agricoles et les emplois dans le secteur informel sont utilisées comme variables de stratification aux différents degrés de tirage.

Les régions suivantes sont sélectionnées (annexe 2) compte tenue de l'importance des activités indépendantes dans l'agriculture et dans les unités de transformation de type artisanale et aussi de leur accessibilité : Analamanga, Itasy, Vakinankaratra, Haute Matsiatra, Atsinanana, Anosy, SAVA, Betsiboka. Ainsi, l'échantillonnage est statistiquement du genre complexe, dans la mesure où le choix d'ensemble des régions relève de leur tendance à refléter l'activité entrepreneuriale représentative de l'échelle nationale. L'annexe 3 présente l'évolution des effectifs des établissements créés à Madagascar selon la région d'implantation de 2010 à 2014. La structure de l'échantillon selon la région est résumée comme suit :

Table 0.3 : la répartition de l'échantillon de 2100 ménages

Région	Nombre d'adultes
Analamanga	585
Vakinankaratra	300
Itasy	165
Matsiatra Ambony	300
Atsinanana	300
Betsiboka	150
Anosy	150
SAVA	150
Total	2 100

Source : GEM/INSCAE/INSTAT/APS 2017

La monographie de ces régions fait l'objet du chapitre 7.

La méthodologie de l'enquête NES

L'E-survey « NES 2017 », est une enquête menée auprès d'experts nationaux choisis par l'équipe GEM du pays, suivant différents critères. Au minimum, quatre experts doivent être sélectionnés pour chacun des domaines retenus avec un seuil minimal de 36 experts pour l'ensemble. Les 9 domaines d'expertise sont les suivants : finance, politiques gouvernementales, éducation et formation, programmes publics, transfert technologique et recherche/développement, infrastructures commerciales, ouverture des marchés nationaux, infrastructures physiques et normes culturelles et sociales. La « NES » Madagascar a reçu l'accord de 36 experts sur la base d'un questionnaire ciblant au départ 56 experts couvrant les neuf domaines d'expertise.

Table 0.4 : les principaux indicateurs de l'enquête NES

Le financement de l'entrepreneuriat	La politique du gouvernement	Les programmes du gouvernement pour l'entrepreneuriat
La disponibilité de ressources financières, aussi bien au niveau des crédits que des capitaux propres.	La manière avec laquelle les politiques du gouvernement sont soit neutres soit encouragent les entreprises nouvelles et/ou en croissance : les mesures légales qui influencent l'entrepreneuriat, telle la législation fiscale, la législation sur le travail, la législation sur la gouvernance et les structures d'entreprises, et les formalités de création d'une entreprise.	La manière avec laquelle les programmes gouvernementaux sont soit neutres, soit encouragent les entreprises nouvelles et/ou en croissance. Il s'agit de programmes et actions spécifiques : au-delà du cadre légal, le gouvernement peut, tant au niveau national que régional, influencer l'entrepreneuriat par des programmes et actions ciblés.
La formation en entrepreneuriat	Les réglementations à l'entrée	Les normes sociales et culturelles
L'intensité avec laquelle la formation en création / management des entreprises, nouvelles, petites ou en croissance est incorporée à tous les niveaux du système d'éducation et de formation (les niveaux primaire et secondaire et, le niveau supérieur d'autre part).	On distingue deux types, la dynamique de marché : le rythme ou le degré avec lequel le marché change d'une année à l'autre ; et l'accessibilité des marchés.	La manière avec laquelle les normes sociales et culturelles encouragent ou ne découragent pas les initiatives individuelles susceptibles de conduire à de nouvelles manières de faire dans la conduite des affaires ou des activités économiques.
Les transferts en R&D	L'infrastructure physique	L'infrastructure légale et commerciale
L'intensité avec laquelle la recherche et développement au niveau national va être à l'origine de nouvelles opportunités commerciales, et si elles seront ou non disponibles pour les firmes nouvelles, celles de petite taille ou en croissance.	La facilitation de l'accès aux ressources physiques disponibles -communication, services publics, transport, terrains, etc. - à un coût qui n'est pas une cause d'exclusion pour les nouvelles entreprises, les plus petites ou encore les firmes en croissance.	La présence de services commerciaux, comptables et juridiques et celle des institutions qui favorisent ou promeuvent l'émergence des petites et nouvelles entreprises, et des entreprises en croissance.

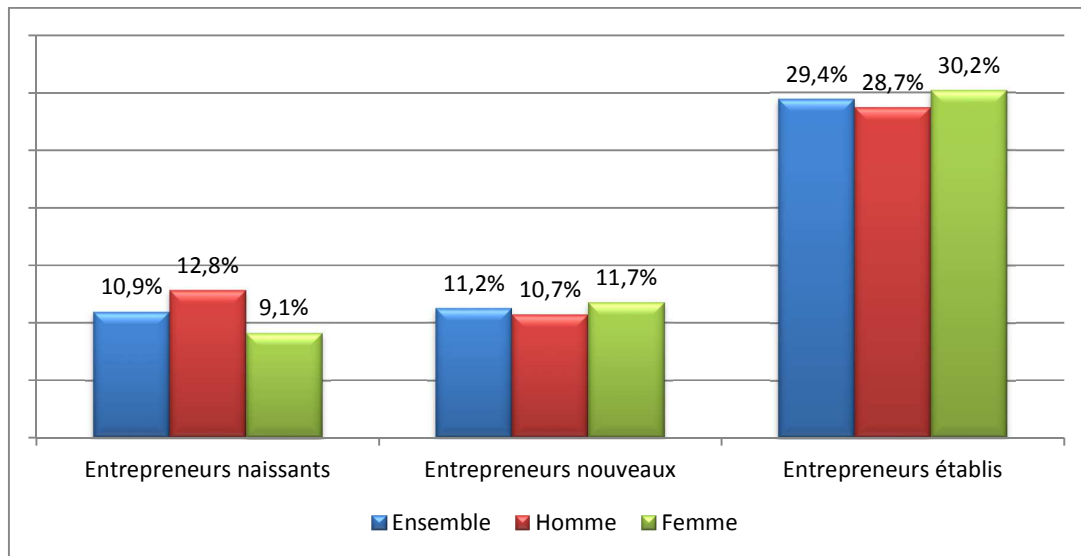


Chapitre 1 :

Les attitudes à l'égard de l'entrepreneuriat

Les attitudes à l'égard de l'entrepreneuriat s'articulent autour de la valorisation de l'entrepreneuriat et de l'engagement entrepreneurial. Dans cette enquête, les profils entrepreneuriaux concernés sont : les entrepreneurs naissants (10,9%), les nouveaux entrepreneurs (11,2%) et les entrepreneurs établis (29,4%).

Figure 1.1 : les profils des entrepreneurs (18-64 ans) (en %)

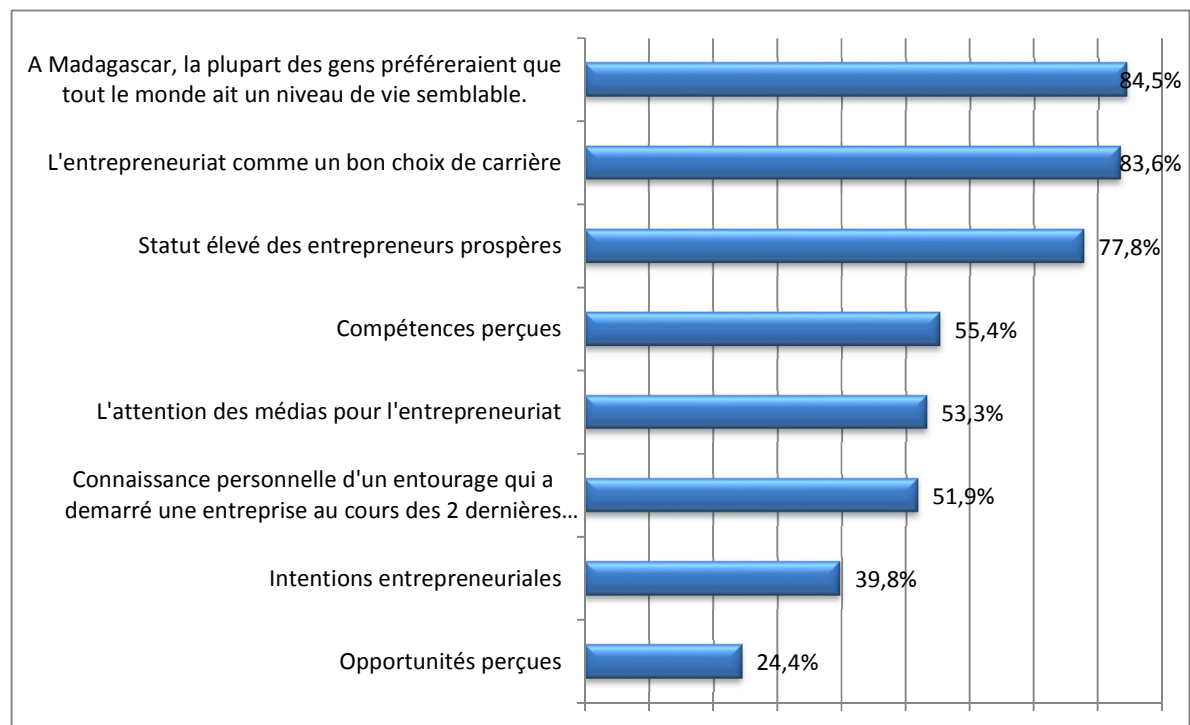


Source : GEM/INSCAE/INSTAT/APS 2017

La valorisation de l'entrepreneuriat

Pour tous profils confondus, le démarrage d'une entreprise est considéré comme un choix de carrière désirable (83,6%). Une démarche plébiscitée par les médias qui diffusent souvent (53,3%) l'histoire de ces succès-là. Même s'il est reconnu que le lancement d'une affaire exige des connaissances, des compétences et de l'expérience (55,4%), les opinions exprimées montrent majoritairement (51,9%) qu'une personne de l'entourage a démarré une entreprise sur les deux dernières années. Cet engouement serait lié à la perception positive de la réussite en entrepreneuriat associée à un statut élevé et au respect de la part d'autrui (77,8%). La tradition malgache défendant un certain collectivisme à travers le concept de « fihavanana » milite pour un niveau de vie semblable pour tous et qui est soutenu par 84,5% des répondants.

Figure 1.2 : les attitudes et perceptions vis-à-vis de l'entrepreneuriat dans l'ensemble (en %)



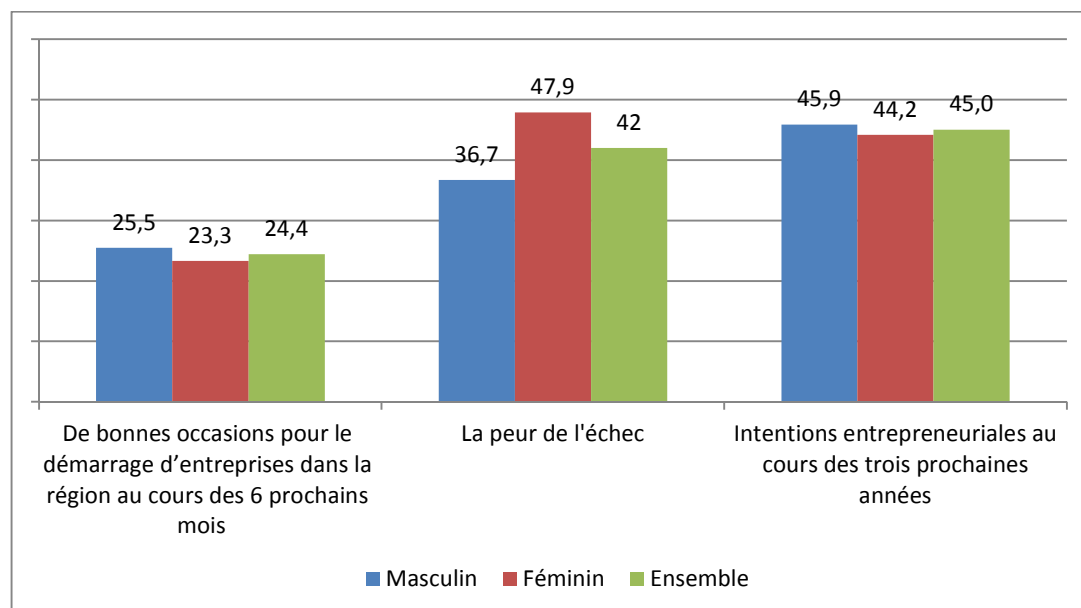
Source : GEM/INSCAE/INSTAT/APS 2017

Les déterminants de l'engagement entrepreneurial

Le choix d'entreprendre peut résulter d'une opportunité ou être contraint par la nécessité. L'opportunité se décline en termes de ressources disponibles à mobiliser, de marché captif ou autres lorsque la nécessité s'impose comme moyen de survie. Les données de l'enquête ne relèvent pas ces nuances mais soulignent que des opportunités sont identifiées sur les six prochains mois afin de démarrer une entreprise à proximité du lieu de vie (24,4%). La référence à la grille d'Hofstede positionne le Malgache comme une personne externe respectueuse de la destinée. Il y a des éléments de l'existence qui échappe à la rationalité. L'asymétrie d'information aidant, la peur de l'échec devient prégnante et empêche le démarrage d'une entreprise pour 42%⁵. Malgré cela, les perspectives de création d'entreprise sur les trois années à venir existent (45%).

⁵Pourcentage des adultes 18-64 ans ayant perçu des opportunités mais qui déclarent ne pas s'engager dans une activité de type entrepreneurial par peur de l'échec

Figure 1.3 : les déterminants de l'engagement entrepreneurial (en %)

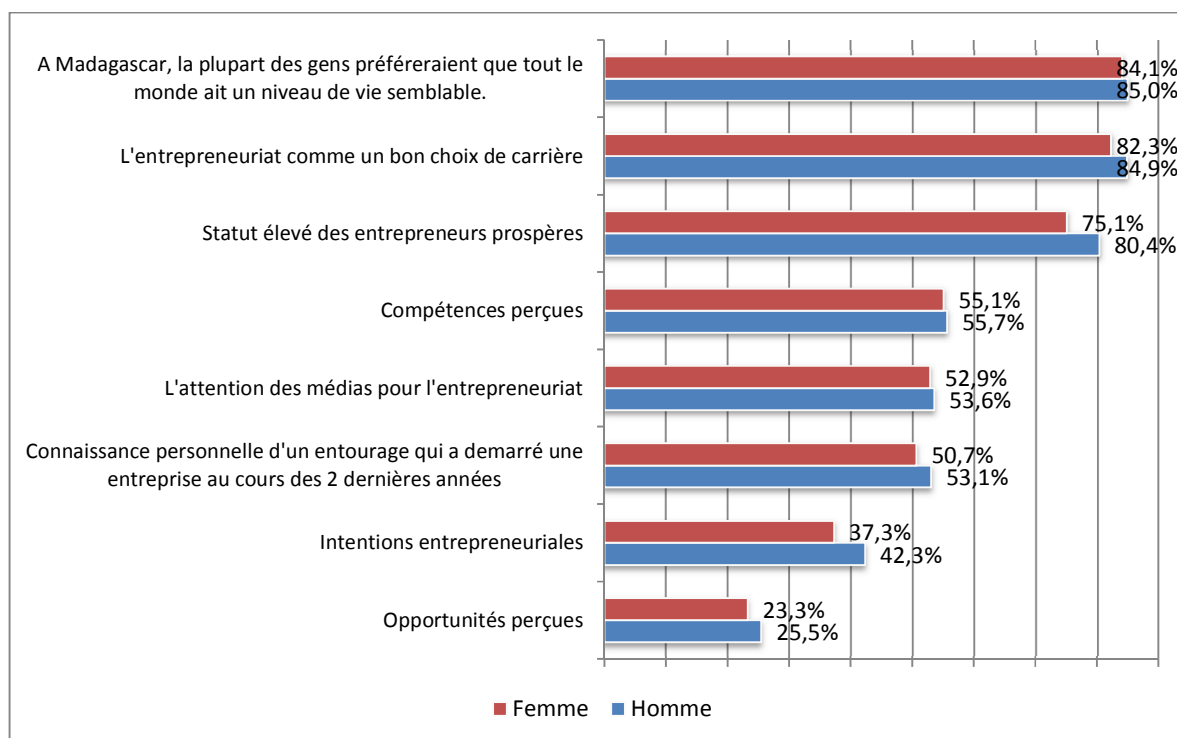


Source : GEM/INSCAE/INSTAT/APS 2017

L'effet du genre

Le rapprochement des genres montre un positionnement plus tranché des hommes par rapport aux femmes. C'est le cas pour le caractère désirable de la carrière entrepreneuriale (84,9% contre 82,3%) et le statut respectable associé (80,4% contre 75,1%). Les hommes connaissent plus de personnes en affaire (53,1%) que les femmes (50,7%). Un petit peu plus d'hommes (55,7%) que de femmes (55,1%) pensent avoir les connaissances, les compétences et l'expérience pour démarrer une nouvelle entreprise. Les opportunités sont mieux perçues par les hommes (25,5%) que par les femmes (23,3%). Ces dernières s'avèrent dès lors plus tatillonnes pour une création éventuelle dans les 3 années à venir avec un taux de 44,2% contre 45,9% pour la gent masculine (voir graphique précédente). Les positions divergent quelque peu quant à la perception du rôle des médias à raison de 53,6% pour les hommes et 52,9% pour les femmes. Il en est de même pour le traitement égalitaire de l'humain avec respectivement 85% et 84,1% d'avis favorable. Et il faut reconnaître à leur avantage que les femmes ont moins peur de l'échec avec un taux de 36,7% contre 47,9% pour les hommes.

Figure 1.4 : les attitudes et perceptions vis-à-vis de l'entrepreneuriat selon le genre des répondants (en %)



Source : GEM/INSCAE/INSTAT/APS 2017





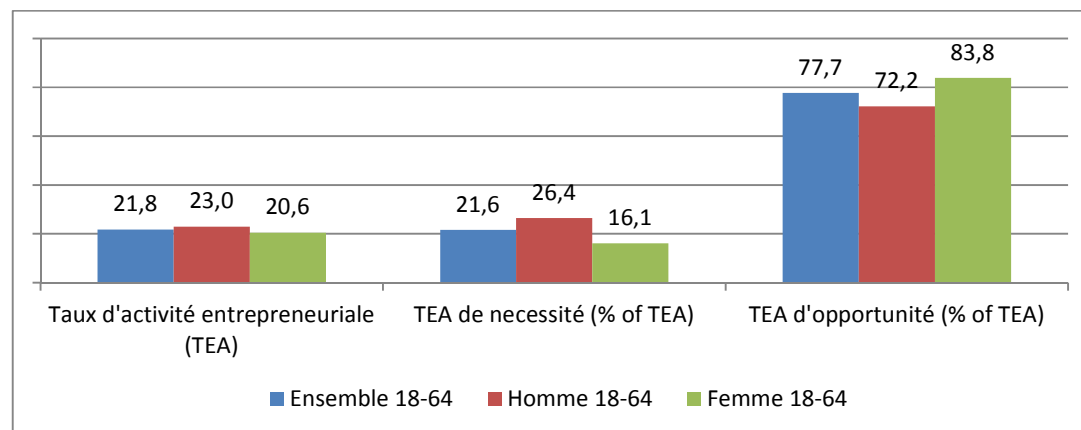
Chapitre 2 :

Les activités entrepreneuriales

Les entrepreneurs naissants sont activement impliqués dans l'effort de création en tant que propriétaire sans recevoir de salaires (10,9%). Le pourcentage d'hommes concernés (12,8%) est sensiblement plus important que celui des femmes (9,1%), probablement à cause du statut de chef de famille à eux conféré.

Le pourcentage d'individus impliqués dans la création d'entreprise quel que soit le mobile (TAE) est de 21,8% avec un écart important entre les hommes (23%) et les femmes (20,4%). Dans l'ensemble, les créateurs qui le font par opportunité représentent 77,7% plus que par nécessité pour 21,6%. Le rapprochement des genres montre un comportement plus opportuniste des femmes (83,8%) par rapport à celui des hommes (72,2%). Par contre, l'entrepreneuriat de nécessité est plus le fait des hommes (26,4%) que des femmes (16,1%). L'entrepreneuriat féminin se vit plus comme un moyen de développement personnel alors que l'homme a l'obligation d'assurer le revenu du foyer.

Figure 2.1 : les activités entrepreneuriales selon le genre (TAE, TAE Nécessité et TAE Opportunité) parmi ceux qui sont engagés dans les activités entrepreneuriales émergentes (en %)

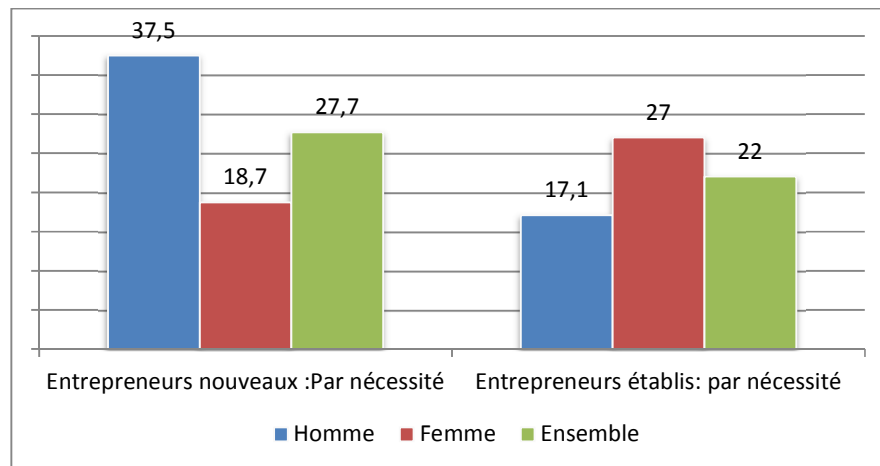


Source : GEM/INSCAE/INSTAT/APS 2017

Les nouveaux entrepreneurs sont propriétaires et gèrent leurs entreprises de moins de 42 mois (11,2%). Les femmes sont plus nombreuses (11,7%) que les hommes (10,7%). Ayant une certaine aversion au risque, les femmes se donnent plus de chance de perdurer. L'entrepreneuriat de nécessité rassemble 37,5% des hommes contre 18,7% de femmes uniquement.

Les entrepreneurs établis depuis 42 mois et plus sont les plus nombreux (29,4%). Le pourcentage de femmes dans cette situation est plus élevé (30,2%) que celui des hommes (28,7%). Pour cette catégorie, l'entrepreneuriat de nécessité est plus féminin (27%) contre un taux de 17,1% pour les hommes.

Figure 2.2 : les activités entrepreneuriales chez les nouveaux entrepreneurs et les entrepreneurs établis par nécessité (en %)



Source : GEM/INSCAE/INSTAT/APS 2017

Le rôle de l'innovation

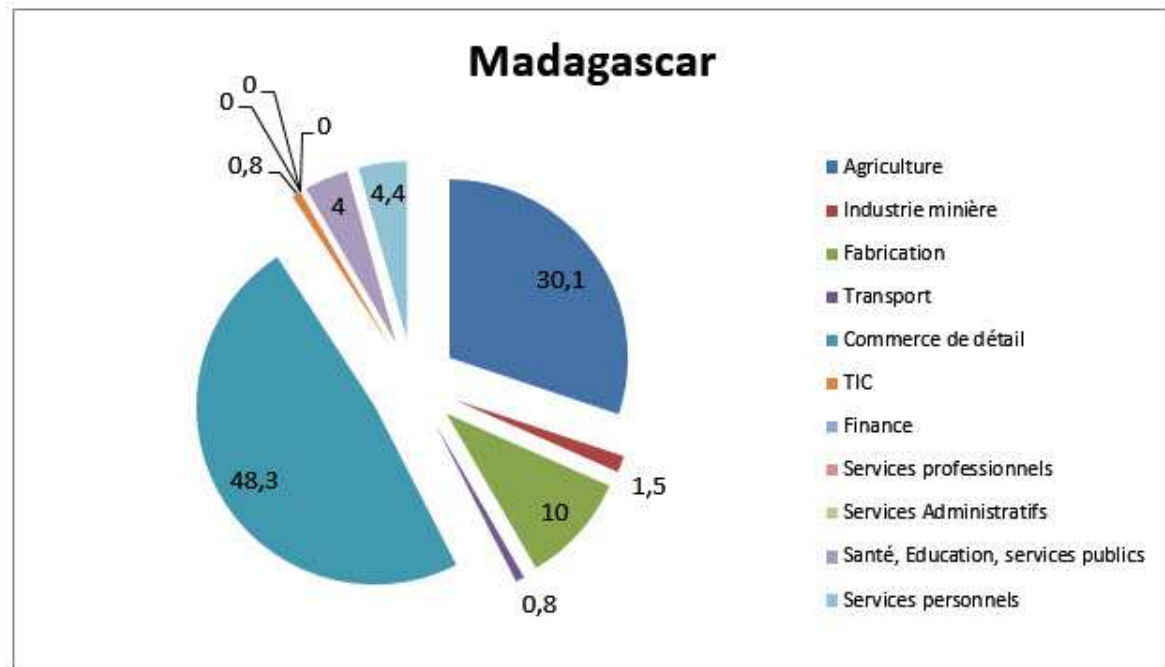
L'innovation de produit est suffisamment ancrée (44,2%) pour justifier l'acte entrepreneurial. La capture de nouveaux marchés vient en complément avec un taux de 28,4%. La combinaison « produit marché » en termes d'innovation reste un atout pour 20,9% d'entrepreneurs émergents. Pour les entrepreneurs établis, l'innovation conjuguée du produit et du marché concerne 13,2% seulement d'entre eux.

Le lancement du second Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI) dédié à l'information digitale et à la formation sur la propriété intellectuelle contribue à la promotion de l'innovation et donc la création de nouveaux produits et/ou l'amélioration de la productivité. Neuf régions sont prévues d'être couvertes d'ici 2019 par ce réseau de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

Le rôle de la technologie

Les secteurs où se déploient les entrepreneurs malgaches sont plutôt ceux à faible technologie pour la quasi-totalité : 99,4% des entrepreneurs qui démarrent et 98,7% des entrepreneurs établis. Le graphique suivant donne la répartition sectorielle de l'entrepreneuriat émergent à Madagascar.

Figure 2.3 : la répartition sectorielle de l'entrepreneuriat émergent à Madagascar (en %)



L'orientation internationale

L'ensemble des activités se font au profit du marché local qui constitue pratiquement la seule source de revenu de l'entreprise (99,1%). L'ouverture à l'international devrait être une priorité pour le développement des entreprises. En effet, la libéralisation des échanges portée par la mondialisation reste une opportunité à explorer. L'étude du cas malgache⁶ permet de relever qu'une bonne connaissance des règles du commerce international ne suffit pas pour bien gérer les barrières à l'exportation. L'intervention des pouvoirs publics étant considérée comme « timide et désorganisée ».

Les perspectives de croissance

En retenant la possibilité d'avoir plus de 5 salariés sur les 5 prochaines années, seuls 1,7% aspirent. Plus que jamais, l'adage du « *small is beautiful* » est respecté.

La sortie de l'entrepreneuriat

Sur les 12 derniers mois, 1,7% ont quitté leur entreprise alors que l'activité continue. Toutefois, les départs associés à la fin de l'activité concernent plus de personnes (5,1%). Ce qui signifie

⁶ St-Pierre, J., Boutary, M., Razafindrazaka, T., Monnoyer, C., (2017) Economies en développement et internationalisation des PME : le cas de Madagascar, 7^{ème} ATLAS-AFMI, Antananarivo, Madagascar

que, souvent, l'entreprise est intimement liée à l'entrepreneur et que l'activité ne survit pas au départ de ce dernier même si celui-ci peut décider de se reconvertir ailleurs.

Les investisseurs informels

Au cours des 3 dernières années, seuls 5,5% reconnaissent avoir personnellement mis des fonds dans une nouvelle entreprise qu'une autre personne a démarré exception faite des actions ou des fonds communs de placement.



Chapitre 3 :

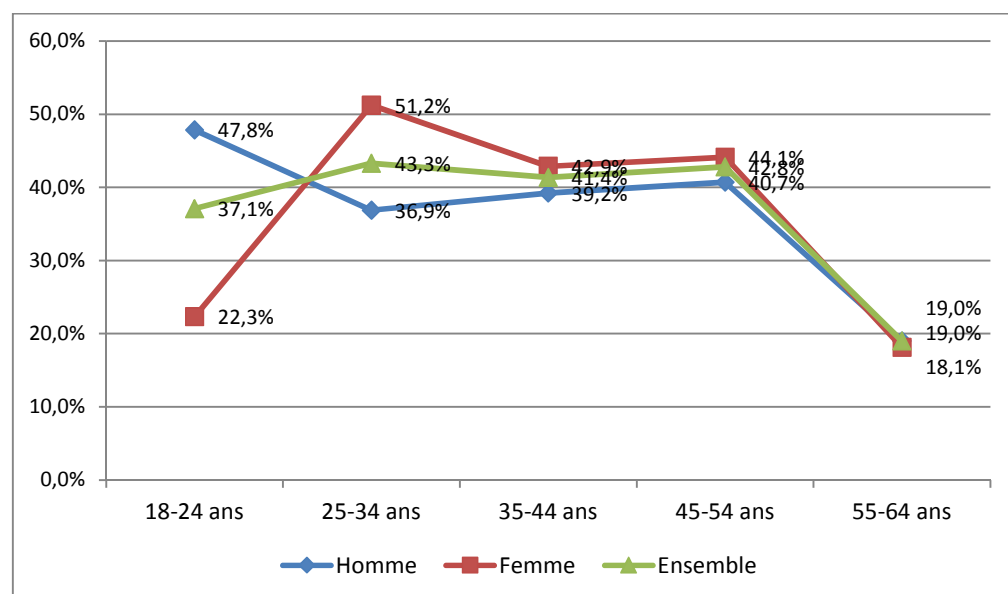
Les spécificités liées à l'âge

En retenant les 5 classes d'âge de l'enquête, il existe une forte opposition entre les deux classes d'âge extrêmes concernant les intentions entrepreneuriales d'une part, et, les activités entrepreneuriales d'autre part.

Les intentions entrepreneuriales

Elles concernent 39,8% de l'ensemble des personnes interrogées avec les meilleures intentions pour les hommes (42,3%) lorsque les femmes n'adhèrent qu'à hauteur de 37,3%. Une différenciation par âge permet de relever que les jeunes sont assez sensibles à la question avec un taux moyen de 37,1% qui avantage les jeunes gens (47,8%) beaucoup plus que les jeunes filles (22,3%). Suit une évolution en dents de scie avec une pointe de 43,3% pour les 25-34 ans marquée par une forte implication des femmes (51,2%) plus que des hommes (36,9%) ; un taux de 41,4% pour les 35-44 ans ; une remontée à 42,8% pour les 45-54 ans et une chute à 19% pour les plus âgées. Si les femmes gardent les meilleures intentions pendant leur période d'activité intense entre 25 et 54 ans, à la pré-retraite, elles passent à autre chose. Seules 18% d'entre elles évoquent encore l'intention d'entreprendre.

Figure 3.1 : les intentions entrepreneuriales des adultes engagés dans n'importe quelle phase d'activité entrepreneuriale par tranche d'âge et par sexe (en %)

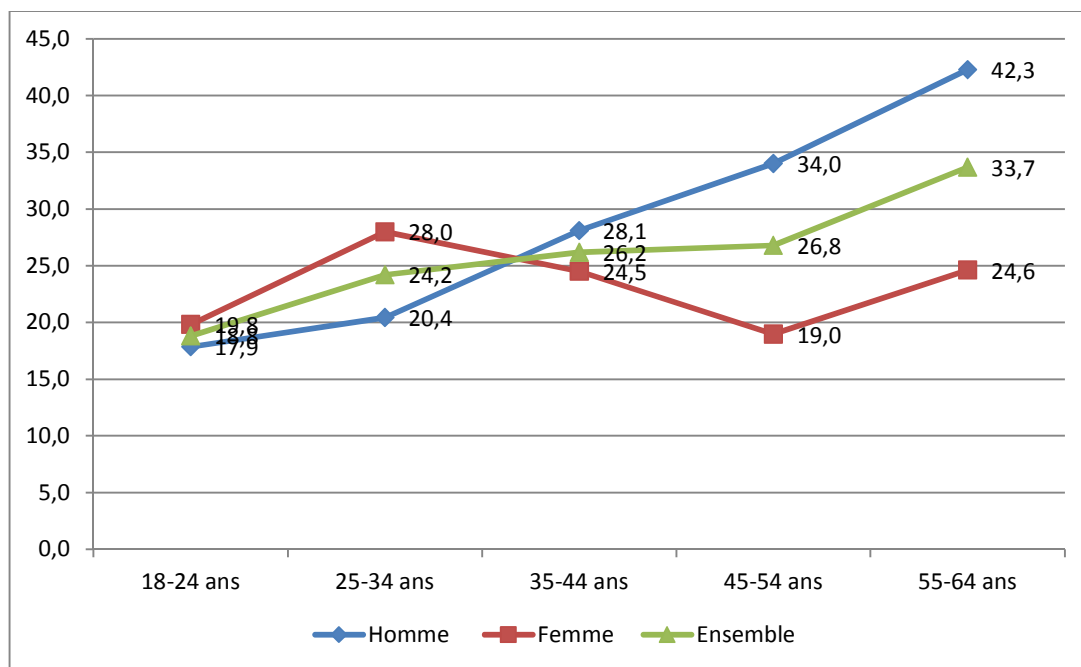


Source : GEM/INSCAE/INSTAT/APS 2017

La perception de bonnes opportunités de création d'entreprises est la plus faible pour les jeunes de 18 à 24 ans (18,8%). Elle évolue de façon continue jusqu'à atteindre 33,7% pour la classe d'âge des 55-64 ans. L'identification des opportunités s'améliorent avec le temps. Il en est de

même pour la peur de l'échec avec 36,1% pour les plus jeunes et 62,5% pour les plus vieux marquant une prise de conscience marquée des risques. Elle va d'ailleurs crescendo à 38% pour les 25-34 ans, 38,3% pour les 35-44 ans et 47% pour les 45-54 ans.

Figure 3.2 : les opportunités perçues par les adultes selon la tranche d'âge et le sexe (en %)



Source : GEM/INSCAE/INSTAT/APS 2017



L'effet de l'âge

Les activités entrepreneuriales sont prises en charge de façon plus importante au niveau de la classe d'âge supérieure.

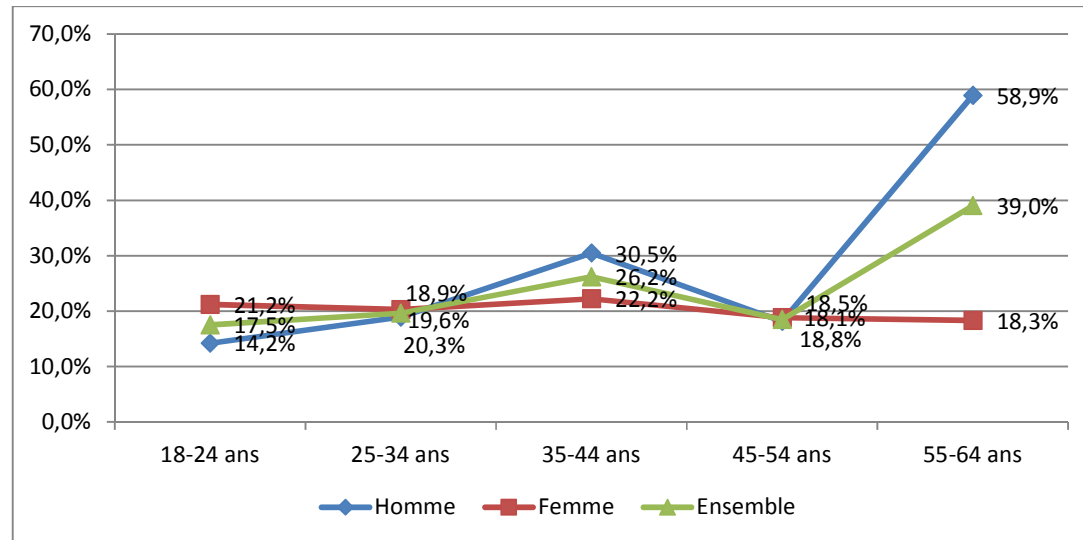
Table 3.1 : les attitudes et perceptions vis-à-vis de l'entrepreneuriat par tranche d'âge des adultes enquêtés (en %)

	L'entrepreneuriat comme un bon choix de carrière	Statut élevé des entrepreneurs prospères	L'attention des médias pour l'entrepreneuriat	Opportunités perçues	Compétences perçues	Peur de l'échec	Intentions entrepreneuriales
Ensemble 18-64 ans	83,6	77,8	53,3	24,4	55,4	42	39,8
Homme 18-64	84,9	80,4	53,6	25,5	55,7	36,7	42,3
Femme 18-64	82,3	75,1	52,9	23,3	55,1	47,9	37,3
Ensemble 18-24 ans	86,1	80,8	49,2	18,8	53,6	36,1	37,1
Homme 18-24	82,6	80,9	46,6	17,9	48,6	33,8	47,8
Femme 18-24	89,7	80,6	51,9	19,8	59,0	38,3	22,3
Ensemble 25-34 ans	78,6	76,6	54,1	24,2	55,3	38,0	43,3
Homme 25-34 ans	80,4	76,9	52,5	20,4	54,0	30,0	36,9
Femme 25-34 ans	76,9	76,3	55,9	28,0	56,5	43,9	51,2
Ensemble 35-44 ans	88,67	79,42	55,67	26,19	54,73	38,3	41,4
Homme 35-44 ans	90,62	80,09	54,82	28,1	53,14	29,2	39,2
Femme 35-44 ans	86,88	78,82	56,4	24,5	56,16	47,6	42,9
Ensemble 45-54 ans	82,4	71,7	48,9	26,8	64,3	47,0	42,8
Homme 45-54 ans	86,0	81,4	54,1	34,0	76,3	37,5	40,7
Femme 45-54 ans	78,4	60,3	43,4	19,0	51,6	65,4	44,1
Ensemble 55-64 ans	80,9	81,2	67,9	33,7	43,1	62,5	19,0
Homme 55-64 ans	89,6	90,1	78,1	42,3	45,3	63,4	40,6
Femme 55-64 ans	71,8	72,4	57,2	24,6	40,6	60,8	18,1

Le taux d'activité entrepreneuriale global varie de 17,5% pour les plus jeunes à 39% pour les plus vieux. Ceci traduit une forte variation autour de la moyenne nationale de 21,8% avec une croissance progressive à 19,6% pour les 25-34 ans puis 26,2% pour les 35-44 ans avant de marquer un creux pour les 45-54 ans (18,5%). S'agissant davantage d'entrepreneuriat d'opportunité, on retrouve le même profil d'évolution par classe d'âge, allant de 70,8% (18-24 ans) à 90,8% pour les deux classes d'âge suivantes puis 75,9% pour les 45-54 ans et 74,7% pour les 55-64 ans. L'entrepreneuriat de nécessité est au plus bas pour les 25-44 ans ; mais c'est

à partir de 35 ans que l'on considère vraiment l'entrepreneuriat comme un choix de carrière respectable.

Figure 3.3: le taux d'activité entrepreneuriale par tranche d'âge et par sexe (en %)



Source : GEM/INSCAE/INSTAT/APS 2017

De façon plus générale, jeunes et vieux considèrent que l'entrepreneuriat permet de bénéficier d'un statut respectable : les premiers le supposent (80,8%) quand les seconds le vivent (81,2%). Les anciens retrouvent dans les médias une forme de reconnaissance approuvée (67,9%). La quête du bien vivre pour tous reste un sentiment largement partagé avec une plus forte pondération (87,5%) pour les 55-64 ans. C'est dire, à l'instar de Napoléon Hill, que si 20 ans suffisent pour se forger un corps d'adulte, il en faut 60 pour avoir la sagesse. La densité du réseau social dans le temps et dans l'espace, permet d'identifier plus facilement des personnes se lançant en affaire. Le pourcentage d'individus dans cette situation va crescendo pour arriver à 53,5% à partir de 35 ans et atteindre 61% dans la classe d'âge la plus élevée en sachant que la moyenne nationale n'est que de 51,9%.

La valeur des connaissances, compétences et expériences requises pour réussir en entrepreneuriat est à son apogée pour les 45-54 ans (64,3%) au summum de leurs capacités pour certains, en situation de préretraite pour d'autres. Elle tombe à 43,1% en fin de carrière puisqu'on n'en ressent plus le besoin.



Chapitre 4 :

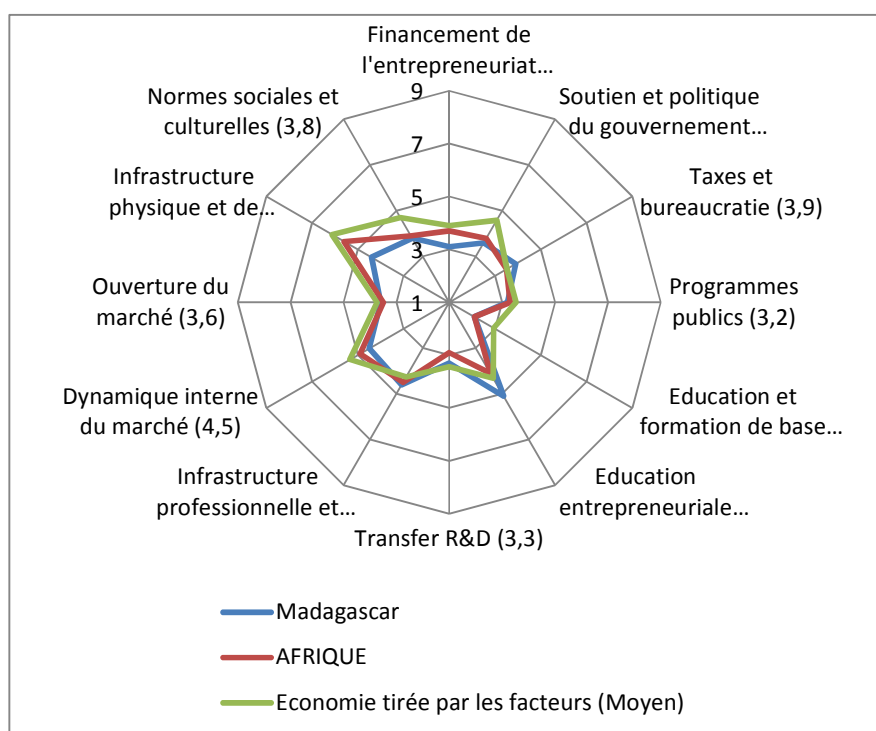
L'écosystème entrepreneurial

L'écosystème entrepreneurial définit l'environnement au sein duquel interagissent tous les intervenants en entrepreneuriat. Il retrace également l'ensemble des liens directs ou indirects qu'une entreprise ou un entrepreneur va tisser avec les différents acteurs du milieu. Plus cet écosystème est dynamique, plus ces liens sont fréquents et multiples.

L'Étude « NES » tente de répondre aux questions sur les principaux facteurs qui influencent l'activité entrepreneuriale à Madagascar. Autrement dit, qu'est ce qui rend ses habitants plus entreprenants que ceux d'autres pays ?

Plusieurs facteurs peuvent impacter, à des degrés divers, le processus de création d'entreprises dans une économie. Dans son étude, le GEM retient neuf principales conditions cadres de l'écosystème entrepreneurial, à savoir : le financement de l'entrepreneuriat, la politique du gouvernement, les programmes publics, la formation en entrepreneuriat, les réglementations à l'entrée des marchés, les normes sociales et culturelles, les transferts en recherche et développement, l'infrastructure physique et l'infrastructure légale et commerciale.

Figure 4.1 : l'opinion des experts sur l'écosystème entrepreneurial



A l'échelle internationale, les résultats 2017 de l'enquête NES mettent en évidence que « l'éducation entrepreneuriale en enseignement supérieur et formation professionnelle » se montre comme étant la condition la plus favorable à la création d'entreprises avec une note moyenne de (5,1/9). La condition-cadre ayant été jugée la plus défavorable par les experts est « l'éducation entrepreneuriale en enseignement de base » dont le score est de (2,1/9).

Les conditions favorables à l'entrepreneuriat

Les principales conditions favorables de l'écosystème national portent sur l'éducation entrepreneuriale en enseignement supérieur, l'infrastructure légale et commerciale, la dynamique interne du marché et les infrastructures physiques et de services.

L'éducation entrepreneuriale en enseignement supérieur :

L'esprit d'initiative et l'esprit d'entreprise sont les deux attitudes à développer en éducation à l'entrepreneuriat, laquelle est jugée primordiale comme condition favorables à l'entrepreneuriat à Madagascar selon l'opinion des experts. L'esprit d'entreprise implique des compétences en lien direct avec l'entreprise et la figure entrepreneur, tandis que l'esprit d'initiative est quelque fois dissocié de l'intention de créer une entreprise. A Madagascar, la création et le développement de nouvelles entreprises passent par un bon niveau d'enseignement du management et de l'administration des affaires dispensées dans les établissements universitaires et post secondaires. La formation entrepreneuriale en enseignement supérieur valorise l'esprit d'entreprendre et l'esprit d'entreprise et garantie la création et le développement des nouvelles PME à Madagascar. D'un autre côté, l'enseignement primaire et secondaire ne met pas suffisamment en exergue les valeurs qui devraient encourager l'entrepreneuriat comme la créativité et l'autonomie. En Afrique ou dans les pays à économies tirées par les facteurs, Madagascar enregistre le score le plus élevé et se situe largement au-dessus de la moyenne des autres contextes au niveau de l'éducation post-secondaire (enseignement supérieur, université, écoles de commerce, etc.). Dispenser des cours en adéquation avec les principes fondamentaux du libéralisme (laisser-faire, laissez-passer) fait l'objet d'une préoccupation dans les enseignements post-secondaires. Dans ce sens, la formation en post-secondaire prépare aussi les étudiants et/ou les professionnels à la carrière d'entrepreneurs ou de créateurs d'entreprises, et ceci à travers différentes filières en entrepreneuriat, de création ou de gestion/management d'entreprise

L'infrastructure légale et commerciale

La législation en matière d'investissement prévoit des mesures d'incitation relatives à l'imposition, à la fiscalité douanière, à la facilitation du crédit entre autres. Par ailleurs, l'appartenance de Madagascar à différentes zones de libre-échange comme la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la COMESA (Marché commun pour l'Afrique orientale et australe) et la Commission de l'Océan Indien (COI) est une voie d'accès privilégié à un marché de plus de 600 millions de consommateurs. A cela s'ajoute l'accord tripartite de libre échange associant la SADC, la COMESA et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC). Cet ensemble regroupe 57% de la population africaine. Le marché américain lui est également ouvert par le biais de la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA). Tout comme l'accord de partenariat économique (EPA) avec l'Union Européenne, ceci prévoit une exonération totale des droits de douanes à l'exportation. Ainsi, en 2016, les exportations vers les USA ont augmenté de 12,8% et celles à destination de l'Europe, de 44,6%.

La dynamique interne du marché et les infrastructures physiques et de services

Le développement de l'entrepreneuriat à Madagascar bénéficie de l'existence suffisante de sous-traitants, de fournisseurs de services et de consultants disponibles et compétents. De la même manière, la qualité des infrastructures physiques peut se mesurer dans le secteur des télécommunications par l'existence de réseaux de fibre optique et hertziens permettant une connexion internet à grande vitesse. Ce qui place Madagascar en 2^{ème} position en Afrique. Le secteur de l'énergie profite des 100 MW générés par la centrale hydroélectrique de Volobe.

Il faut retenir également l'existence de matières naturelles et d'intrants à faible coût ainsi que la facilité d'exploitation des ressources minières, halieutiques, forestières, etc.

Les conditions défavorables à l'entrepreneuriat

Les principales conditions défavorables composant l'écosystème national portent sur l'éducation et la formation de base à l'entrepreneuriat, le financement de l'entrepreneuriat et les programmes publics

L'éducation et formation de base à l'entrepreneuriat

Dans le contexte malgache, la formation dans la création ou la gestion des PME est loin d'être intégrée dans le système éducatif et de formation à l'école primaire et secondaire. Apprendre à lire et à écrire d'une part, et, à compter, d'autre part, c'est à cela que pourrait se résumer l'enseignement de base sans nécessairement préparer aux prémices de la vie active. C'est l'une des principales raisons pour laquelle l'éducation et la formation de base à l'entrepreneuriat ont été jugées comme une des conditions défavorables à l'entrepreneuriat selon l'opinion des experts. Dans le cas d'espèce, l'entrepreneuriat ne fait pas l'objet d'un enseignement spécifique. De même, la formation dans l'enseignement de base ne se préoccupe pas de la carrière d'entrepreneurs ou de créateurs d'entreprises. Les enseignements dispensés sont loin de prédisposer à la création ou au développement de nouvelles entreprises mais orientent plutôt vers le travail salarié.

Le financement de l'entrepreneuriat

Le manque de financement, l'insuffisance de fonds et de capitaux disponibles constituent des freins à la création et au développement de l'entrepreneuriat à Madagascar. Les sources de financements privées existent mais elles ne contribuent pas nécessairement au financement des entreprises. Les taux d'intérêt des institutions financières (banque ou IMF) sont exorbitants. Le recours aux financements informels présente des risques importants. Néanmoins, les sources les mieux utilisées en termes de financement privé informel sont les prêteurs informels (amis, parents, voisins) structurés ou non autour des tontines.

Dans ce domaine, Madagascar enregistre le score le plus bas et se situe en dessous du score moyen des pays Africains et des économies tirées par les facteurs. Cette situation est en lien direct avec son niveau de pauvreté malgré un taux de croissance positif et encourageant de 4,2%

entre 2016 et 2017. À Madagascar, le financement des entreprises reste l'une des préoccupations majeures qui freinent toute volonté d'entreprendre, bien que le pays ait enregistré un TAE relativement élevé de 21,8%. Selon Erick Rajaonary, Président de la société GUANOMAD, *« les PME constituent le secteur oublié des politiques publiques. Et plus l'entreprise est de petite taille, moins elle aura accès au financement. Pire encore, le coût minimum des financements fixé par les investisseurs est un facteur de blocage pour les PME »*. L'argent coûte cher : avec un taux d'inflation de 8,3% en 2017, le taux d'intérêt des banques va au-delà des 10%.

A Madagascar, 80% des entreprises recensées dans le NIFONLINE⁷ sont des PME/PMI. Le montant de leurs investissements varie entre 1 million et 100 millions d'Ariary avec une moyenne de 10 millions d'Ariary en 2016. Le secteur informel représente entre 26 à 29% du PIB du pays. Aussi, à l'avenir, les financements d'entreprises devraient s'orienter davantage vers les PME/PMI pour contribuer également au développement social.

Les programmes publics

Il n'y a pas de véritables programmes publics. Toutefois des projets financés par différents bailleurs sont réalisés.

Le Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) encadre le Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (PPEJ), qui dispose d'un fonds de 8 millions d'Ariary. Un concours annuel des meilleurs projets des jeunes est ainsi organisé et lauréat peut obtenir un fonds de démarrage pour lancer son projet dans les domaines de l'agriculture et l'élevage, l'artisanat, le commerce, la manufacture ou le service.

Le Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé (MIDSP) soutient les initiatives en faveur de l'entrepreneuriat. Il en est ainsi de la promotion de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes avec l'ONG HAY Madagascar, membre du Global Entrepreneurship Network (GEN). Un projet de fonds de financement des PME/PMI figure dans l'agenda du Dialogue Public Privé.

En perspective, les Accords-cadres relatifs à la mise en œuvre du Programme de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) retiennent la promotion de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes en Afrique subsaharienne à travers l'appui aux projets innovateurs, respectueux de l'environnement, et l'échange d'experts entre les pays francophones.

Les facteurs favorables à l'entrepreneuriat selon l'opinion des experts

Sont considérés comme principaux facteurs favorables : le contexte social, institutionnel et politique, les caractéristiques de la main d'œuvre ainsi que le climat économique.

⁷En Octobre 2016, 190 000 entreprises sont recensées dans le NIFONLINE

Le contexte social, institutionnel et politique

Les institutions de la République sont en place. L'échéance électorale de 2018 se présente comme une opportunité ou une menace que le temps décidera.

Le contexte social est marqué par le faible taux de scolarisation. Mais si Madagascar est aujourd'hui le 5^{ème} pays avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés, l'objectif est d'arriver à un taux de 25% d'enfants achevant le cycle primaire. De la même manière, le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance sera réduit d'un point par an dans les régions où le taux de malnutrition est le plus élevé. Le taux d'accès à l'électricité, parmi les plus faibles aujourd'hui à 13%, sera ramené à 20% selon les priorités d'ici 2021.

Le tissu social est particulièrement réceptif aux initiatives entrepreneuriales. Une formation sur les mécanismes de levée de fonds à travers les plateformes de financement participatif a été organisée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'application est déjà effective (cas JIROGASY).

Des projets internationaux voient régulièrement la participation des jeunes malgaches comme l'entrepreneuriat social mondial de Echoing Green School Program avec l'USAID où 20 jeunes innovateurs sociaux peuvent bénéficier d'un appui technique et financier pendant 2 ans. Le Prix Orange de l'entrepreneuriat social offre aussi un soutien en termes de forfait internet entre autres.

Les caractéristiques de la main-d'œuvre

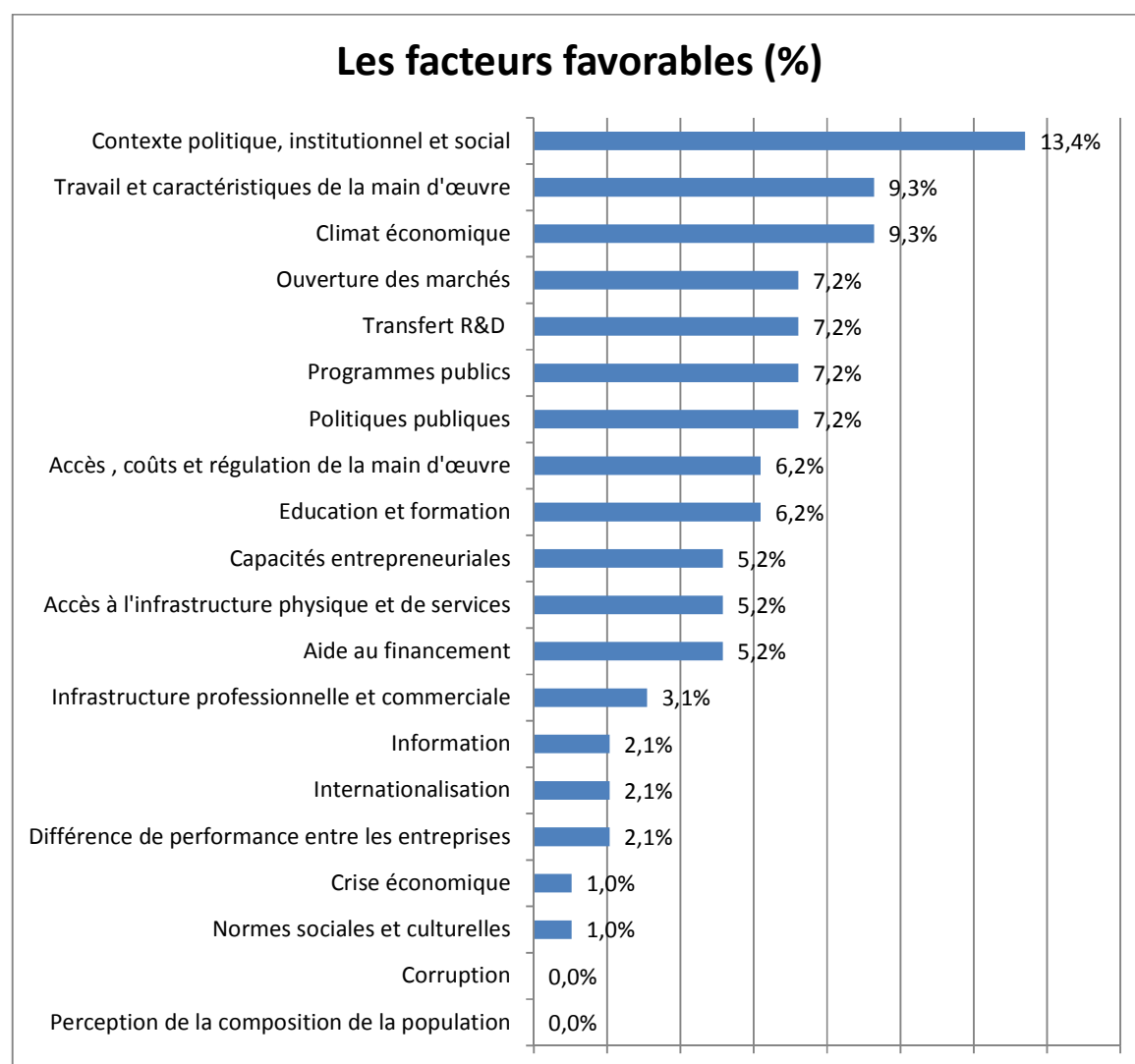
A l'exception de certains métiers plus compétitifs où l'alignement au niveau international peut être requis, la main-d'œuvre est plutôt agile et disponible à faible coût pour un taux d'environ 50 dollars US par mois.

Le climat économique

Le retour à l'ordre constitutionnel a permis la reprise des investissements publics et l'accès aux marchés extérieurs. Le taux de croissance est supérieur à 4% depuis 2016 après une moyenne de 2,7% pendant la période de transition politique entre 2009 et 2013. L'amélioration du climat des investissements a été portée par 6 réformes entre 2015 et 2017.

Un engagement de 6,4 milliards de dollars US sur la période 2017-2020 a été pris par le Groupe de la Banque Mondiale, le PNUD et la Banque Africaine de Développement (BAD). A cela s'ajoute, celui du secteur privé à hauteur de 3,3 milliards de dollars US.

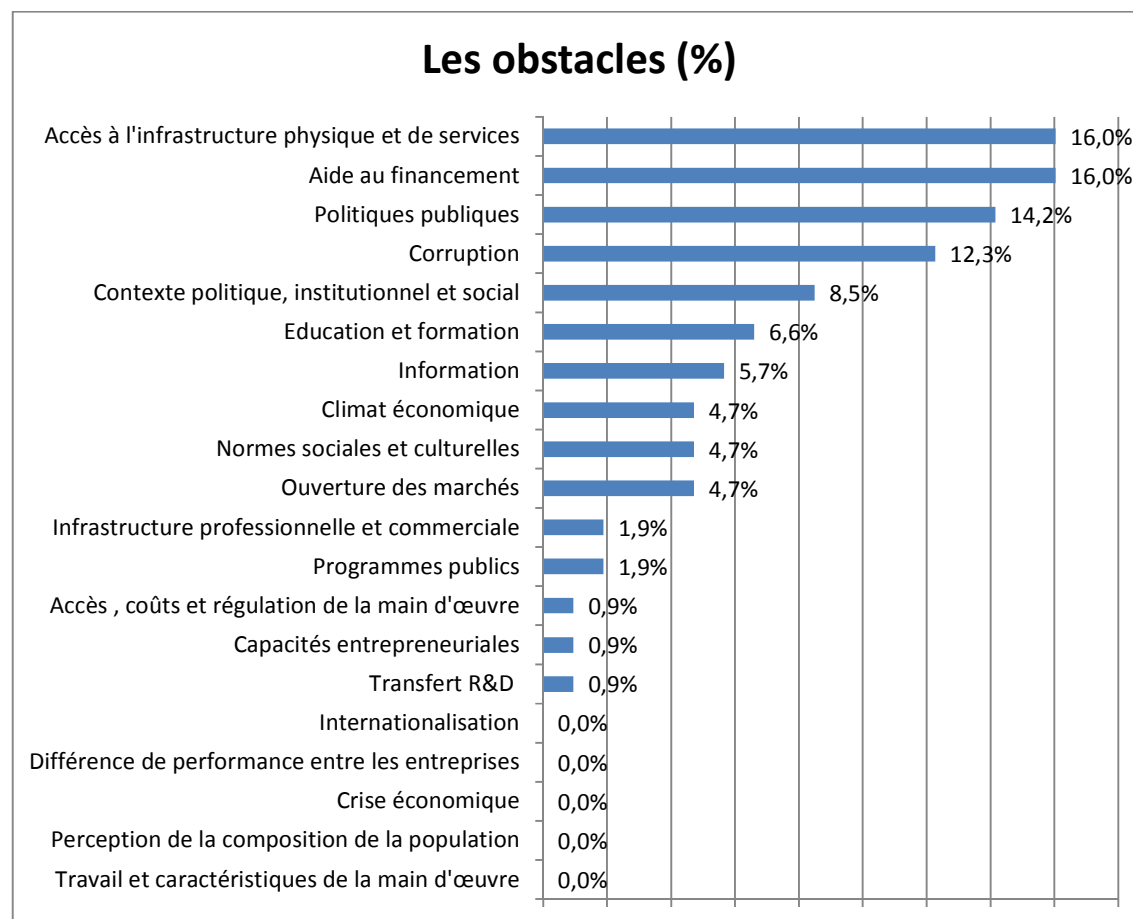
Figure 4.2 : les facteurs favorables à l'entrepreneuriat



Les obstacles au développement de l'entrepreneuriat

Le premier véritable obstacle au développement de l'entrepreneuriat est l'accès à l'infrastructure physique et de services. Comme deuxième obstacle, les experts citent l'aide au financement. En troisième position figurent les politiques gouvernementales.

Figure 4.3 : les obstacles au développement de l'entrepreneuriat



L'accès aux infrastructures physiques et aux services

Il est marqué par la précarité du réseau routier : peu dense et avec des infrastructures en mauvais état rendant les coûts de transport assez élevés. Le coût d'accès à internet l'est également avec une couverture d'environ 20%. La qualité des services offerts ne suit pas toujours.

Le support financier

Les conditions imposées par les banques sont considérées particulièrement contraignantes et sont loin de susciter l'engouement des petites entreprises. Selon les statistiques du Centre d'Excellence en Entrepreneuriat (CEENTRE), sur les 200 000 startups recensées depuis 2015, 80% ont disparu. Parmi les raisons de l'échec figure le problème financier.

Les politiques gouvernementales

Comme évoqué précédemment, il n'existe pas vraiment de politique gouvernementale dans le domaine de l'entrepreneuriat.

Les recommandations des experts pour l'amélioration de l'entrepreneuriat

Les experts recommandent la promotion de l'aide financière pour améliorer l'environnement entrepreneurial à Madagascar. Au-delà de ce que peuvent être les mécanismes mieux adaptés aux besoins des entreprises, c'est l'ensemble du système financier qui gagnerait à être mis en cohérence avec le développement de la micro finance et l'avènement du financement participatif.

Figure 4.4 : les recommandations des experts (en %)



Viennent ensuite l'éducation et la formation en entrepreneuriat. A l'instar de pays comme le Canada où l'ancrage économique de l'entrepreneuriat n'est plus à démontrer, ce volet devrait être pris en charge dès l'école primaire et étoffé jusqu'à la sortie du système académique quel que soit ce moment.

La troisième recommandation porte sur l'amélioration des politiques gouvernementales qui devraient être clairement formulées pour supporter des programmes structurés intégrant les différentes initiatives, s'agissant en particulier des problématiques spécifiques aux femmes et aux jeunes qui constituent un potentiel de développement à soutenir.





Chapitre 5 :

Les comparaisons internationales

En 2017, 54 pays ont participé à l'étude GEM dont Madagascar qui figure dans la catégorie des économies tirées par les facteurs (ETF). Il s'agit de sa première participation depuis la création du consortium GEM à l'étude APS et NES. Les résultats de ces études montrent l'émergence d'un écosystème entrepreneurial à Madagascar avec un TAE relativement élevé de 21,8% dont 23% chez les hommes contre 20,6% chez les femmes. Madagascar se démarque ainsi des autres pays africains en matière d'activité entrepreneuriale émergente où les TAE pour l'Egypte, l'Afrique du Sud et le Maroc sont respectivement de 13%, 11% et 8,8%, et également des autres économies tirées par les facteurs dont l'Inde (9,3%), l'Iran (13,3%), le Kazakhstan (11,3%), seul le Vietnam fait mieux (23,3%). Cette volonté d'entreprendre à Madagascar, est expliquée en grande partie par la réalité du marché du travail, qui est caractérisée essentiellement par la prolifération des activités informelles selon la définition du BIT et la prépondérance du phénomène de sous-emploi. En effet, en 2012, plus de 9 actifs occupés sur 10 de la population active travaillent dans le secteur informel dont plus de 75% travaillent dans les entreprises informelles agricoles (ENEMPSI, 2012) ; et que 8 actifs sur 10 sont touchés par une situation d'emploi inadéquat. Concernant les micro-entreprises majoritairement constituées en Unités de Production Individuelles informelles, environ 70% du montant total de leurs chiffres d'affaires relèvent des activités de commerce (ibid, 2012).

Parmi les pays africains de l'enquête GEM 2017, la structure des emplois selon la branche d'activité est la même exceptée celle de Madagascar où le secteur primaire domine avec un taux de 30,1 %.

Table 5.1 : la répartition sectorielle de l'entrepreneuriat émergent à Madagascar (vs Pays Afrique, en %)

	Agriculture	Industrie minière	Fabrication	Transport	Commerce de détails	TIC	Finance	Services professionnels	Services Administratifs	Santé, Education, services publics	Services personnels
Madagascar	30,1	1,5	10	0,8	48,3	0,8	0	0	0	4	4,4
Egypte	12	2,1	13,1	4,3	54,3	0,4	1,8	0,6	1,5	8,1	1,9
Maroc	4,1	3,7	17	3,4	58,9	0	0,9	1,2	0,7	9,6	0,5
Afrique du Sud	4,1	6,9	7,3	3,3	52,5	2,6	3,9	1	2,9	10,9	4,6

Le positionnement de Madagascar parmi les 54 pays GEM

Se basant sur les critères du Forum Economique Mondial et suivant leur stade de développement économique, les 54 pays sont répartis en trois classes :

- Economies Tirées par les Facteurs (ETF), comptant 4 pays
- Economies Tirées par l'Efficacité (ETE) : 26 pays
- Economies Tirées par l'Innovation (ETI) : 24 pays

Table 5.2 : la classification des pays GEM suivant leur niveau de développement économique et par région géographique

Région géographique	Économies tirées par les facteurs	Économies tirées par l'efficacité	Économies tirées par l'innovation
Afrique	Madagascar	Afrique du Sud, Egypte, Maroc	
Asie et Océanie	Inde, Kazakhstan, Vietnam	Chine, Indonésie, Iran, Liban, Malaisie, Arabie Saoudite, Thaïlande	Australie, Israël, Qatar, Corée du Sud, Taiwan, Emirats Arabes Unis, Japon
Amérique latine et Caraïbes		Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Guatemala, Mexique, Panama, Pérou, Uruguay	Porto Rico
Europe		Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Lettonie, Pologne, Slovaquie	Chypre, Estonie, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Slovénie, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni
Amérique du Nord			Canada, États-Unis
Total	4	26	24

Source : GEM Global report 2017-18

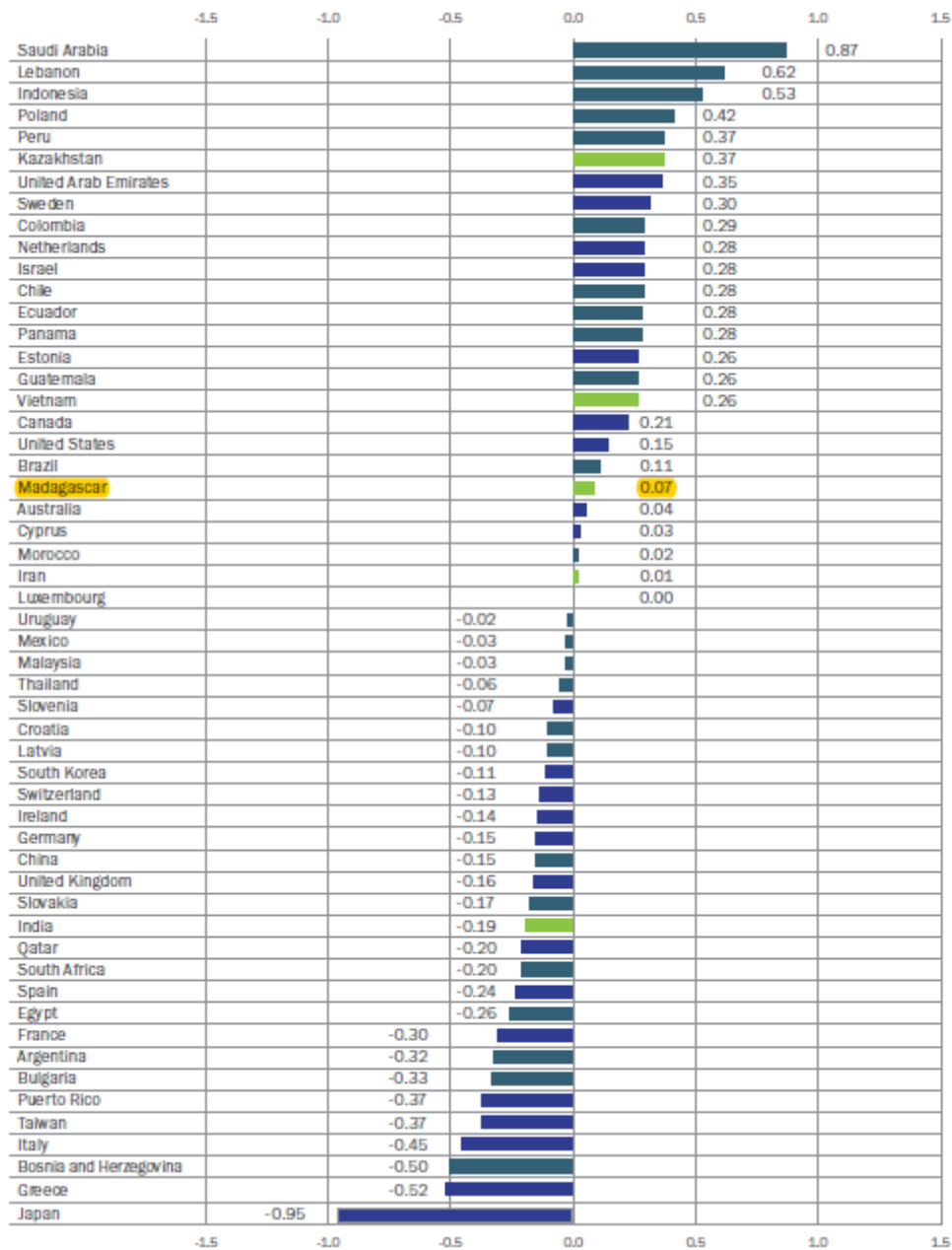
Madagascar se trouve dans la catégorie des pays tirés par les facteurs, le stade le moins avancé économiquement, il est le seul représentant du continent africain dans cette classe. Les trois autres pays africains sur les 54 pays GEM sont dans le stade plus avancé, pays tirés par l'efficacité, il s'agit de l'Afrique du Sud, du Maroc et de l'Egypte. Il sera dès lors intéressant d'interpréter les résultats obtenus à Madagascar à la lumière de sa position sur le plan économique et géographique, c'est-à-dire en les comparant, d'une part, avec les pays de sa propre catégorie, et d'autre part, avec les autres pays d'Afrique.

L'indice d'esprit entrepreneurial (GESI) présenté dans le rapport global de 2017/2018, est basée sur les réponses aux 3 questions suivantes :

- Le répondant connaît-il quelqu'un qui a démarré une entreprise au cours de la dernière année ?
- Le répondant pense-t-il qu'il existe une opportunité d'affaires dans sa région ?
- Le répondant pense-t-il avoir les connaissances, les compétences et l'expérience nécessaires pour démarrer une entreprise ?

Les pays ayant le meilleur indice sont ceux pour lesquels les 3 variables sous-jacentes sont les plus élevées. Les meilleurs indices concernent les économies tirées par l'efficacité comme l'Arabie Saoudite, le Liban, l'Indonésie et la Pologne. Les pays les moins bien positionnés appartiennent aux économies tirées par l'innovation comme le Japon, la Grèce, la Bosnie Herzégovine et l'Italie. Madagascar occupe une place qui permet d'envisager de belles perspectives.

Figure 5.1 : la répartition de l'indice d'esprit entrepreneurial (GESI) des pays GEM



La table suivante donne le profil global de Madagascar avec les indicateurs GEM.

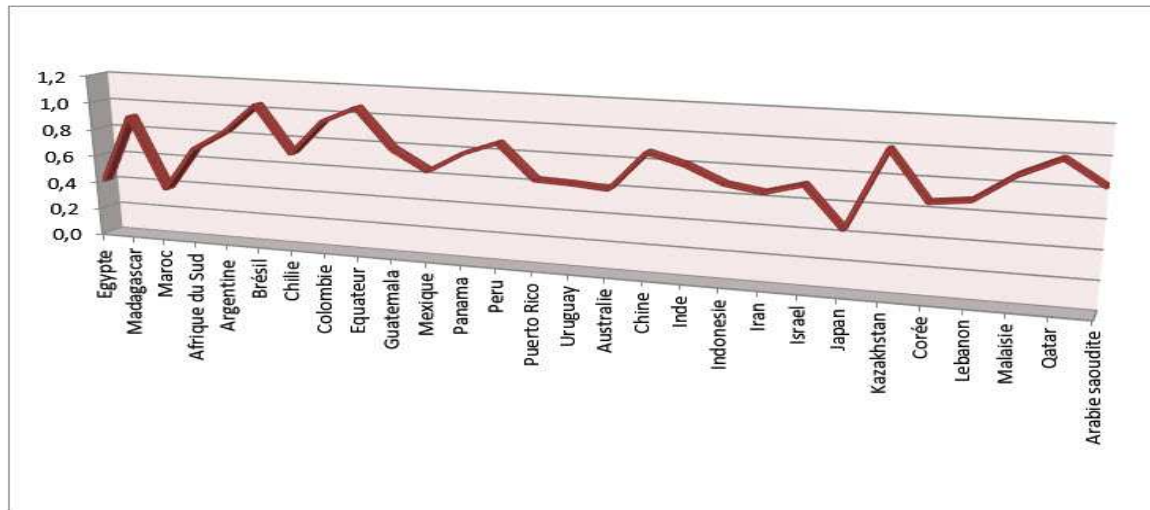
Table 5.3 : le profil global de Madagascar sur les Indicateurs GEM

Indice composé		
	Valeur	Rang/54
Indice d'esprit entrepreneurial	0,07	21
Perceptions personnelles sur l'entrepreneuriat		
	Valeur %	Rang/54
Opportunités perçues	24,4	50
Compétences perçues	55,4	15
Peur de l'échec	42,0	14
Intentions entrepreneuriales	39,8	9
Activité		
	Valeur %	Rang/54
Taux d'Activité Entrepreneuriale (TAE) 2017	21,8	7
Propriété d'entreprise établie	29,4	2
Activité entrepreneuriale des employés - EEA	0,6	45T
Indice de motivation		
	Valeur	Rang/54
Amélioration motivée par l'opportunité/nécessité	2,2	30
Egalité genre		
	Valeur	Rang/54
Ratio TAE Femme/Homme	0,9	7
Ratio Opportunité Femme/Homme	1,16	1
Impact de l'entrepreneuriat		
	Valeur %	Rang/54
Attentes d'emplois (6+)	1,1	54
Innovation	20,9	38
Industrie (% dans le secteur des services)	0,9	53
Valeur sociétale relative à l'entrepreneuriat		
	Valeur %	Rang/54
Statut élevé des entrepreneurs	77,8	9
Entrepreneuriat un bon choix de carrière	83,6	2

T indique que le rang est identique pour deux ou plusieurs pays

Le ratio TAE Femme/Homme à Madagascar démontre une certaine équité en termes de genre.

Figure 5.2 : le ratio TAE Femme/Homme (indice genre) de l'activité entrepreneuriale (Pays GEM)



Les valeurs sociétales à l'égard de l'entrepreneuriat

L'intensité de la culture entrepreneuriale peut être évaluée à travers la valorisation de l'entrepreneuriat par la société. Comment cette dernière considère-t-elle la carrière entrepreneuriale et les entrepreneurs ? Ainsi, l'enquête GEM retient trois principales variables pour mesurer les valeurs sociétales, définies comme suit :

- *Entrepreneuriat comme un bon choix de carrière* : pourcentage de la population adulte âgée de 18-64 ans qui croit que l'entrepreneuriat est un bon choix de carrière ;
- *Statut élevé des entrepreneurs ayant réussi* : pourcentage de la population adulte âgée de 18-64 ans déclarant que les entrepreneurs qui réussissent ont un statut social élevé ;
- *Attention des médias envers l'entrepreneuriat* : pourcentage des répondants qui pensent que les médias rapportent souvent les créations de nouvelles entreprises.

Les résultats obtenus à Madagascar à cet égard sont comparés à ceux des pays d'Afrique de l'échantillon GEM ainsi qu'à ceux des pays les moins développés à économie tirée par les facteurs (ETF).

Les valeurs sociétales à Madagascar par rapport aux pays GEM d'Afrique.

Par rapport aux trois autres pays d'Afrique de l'échantillon GEM, Madagascar enregistre un bon score en matière de valeurs entrepreneuriales, bien que ces trois pays soient dans une classe économique supérieure à lui (pays ETE, à économie tirée par l'efficacité). En effet, le premier facteur, la perception de l'entrepreneuriat comme un bon choix de carrière, obtient le score le

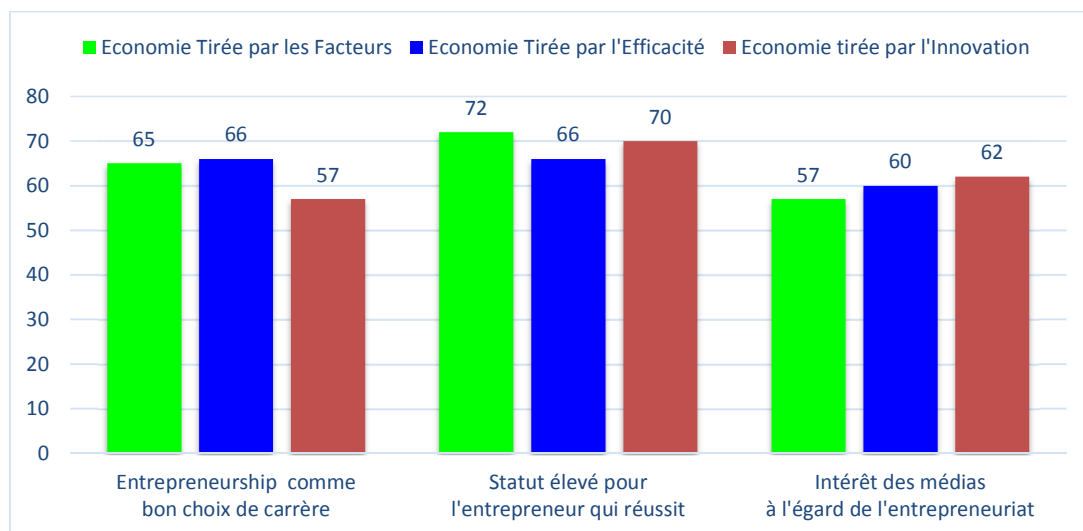
plus élevé (83,6%) qui est en même temps en deuxième position par rapport à la totalité des pays enquêtés. Le deuxième facteur enregistre également un bon score, en deuxième position sur les 4 pays africains et en 9^e rang sur le plan mondial (sur les 52 pays GEM) avec 77,8% d'opinion favorable. Par contre, le score obtenu par le troisième facteur, l'attention des médias envers l'entrepreneuriat est médiocre, en avant dernière position sur les 4 pays africains, et au 35^{ème} rang sur 52 au niveau mondial, avec 53,3 % d'avis favorable.

Table 5.4 : les valeurs sociétales à Madagascar par rapport au pays GEM d'Afrique

Pays d'Afrique	Entrepreneuriat comme un bon choix de carrière		Statut élevé des entrepreneurs ayant réussis		Attention des médias envers l'entrepreneuriat	
	Score	Rang/52	Score	Rang/52	Score	Rang/52
Afrique du Sud	69,4	14	74,9	14	72,7	13T
Egypte	75,9	7	82,0	3	68,7	17
Madagascar	83,6	2	77,8	9	53,3	35
Maroc	75,8	8	63,3	37	45,9	49
Moyenne Afrique	76,2		74,5		60,1	

T indique que le rang est identique pour deux ou plusieurs pays

Figure 5.3 : la moyenne des valeurs sociétales par cycle de développement (52 pays hors Liban et Brésil)



Les valeurs sociétales à Madagascar par rapport aux pays à économie tirée par les ressources (ETF)

Par rapport aux pays de même classe économique (ETF), Madagascar enregistre globalement des bons scores pour les trois facteurs définissant les valeurs sociétales en matière entrepreneuriale, même pour « l'attention des médias », laquelle s'est vue octroyée la deuxième position après le Vietnam. Relevons particulièrement la position du pays par rapport l'Inde, qui se trouve, sur les trois variables, derrière Madagascar. Ce qui veut dire que les Malgaches avec plus du trois-quarts de la population, ont une opinion plus favorable à l'égard de l'entrepreneuriat que les Indiens vivant en Inde avec un peu plus de la moitié de la population seulement. Cela contraste avec le vécu à Madagascar où les Indiens, avec les Pakistanais, les Chinois et les Français, dominent largement les secteurs clés de l'économie.

Table 5.5 : les valeurs sociétales à Madagascar par rapport aux pays ETF

Pays ETF	Entrepreneuriat comme un bon choix de carrière		Statut élevé des entrepreneurs ayant réussis		Attention des médias envers l'entrepreneuriat	
	Score	Rang/52	Score	Rang/52	Score	Rang/52
Inde	53,0	43T	56,2	45	44,8	50
Kazakhstan	59,7	31	80,1	6	49,1	43
Madagascar	83,6	2	77,8	9	53,3	35
Vietnam	62,1	27	74,8	8	81,1	7
Moyenne pays ETF	65		72		57	

Ces résultats révèlent que les Malgaches ont une bonne perception de l'activité entrepreneuriale et donc, une certaine prédisposition à l'entrepreneuriat. Cette observation va dans le même sens que les constations relatives aux autres mesures de la qualité de la culture entrepreneuriale locale, comme le TAE, l'esprit entrepreneurial (GESI) et les attitudes.

Cette forte valeur entrepreneuriale des Malgaches peut être mise à profit par les décideurs économiques et politiques, ainsi que tout autre acteur du développement, comme les entités de formation, les médias et leaders d'opinion ainsi que les organismes de développement internationaux. Ces différentes entités pourraient réorienter positivement leurs politiques, rôles et actions vers le développement et les appuis aux initiatives entrepreneuriales locales, lesquelles constituent certainement des leviers de développement pour le pays.

Si on situe le positionnement de Madagascar à l'échelle mondiale (enquête GEM), cela laisse supposer qu'il n'y a pas de relation entre le niveau de développement économique du pays et la valeur entrepreneuriale de la population.

Les caractéristiques individuelles de l'entrepreneur potentiel

Il s'agit notamment des facteurs psychologiques et motivationnels de la population adulte âgée de 18-64 ans, lesquels expriment leur engagement entrepreneurial. L'enquête GEM retient quatre principaux facteurs pour le mesurer :

- Opportunités perçues : pourcentage d'individus âgés de 18-64 ans qui perçoivent de bonnes opportunités de créer une entreprise dans la zone où ils habitent
- Compétences perçues : pourcentage d'individus âgés de 18-64 ans qui pensent qu'ils possèdent les compétences et connaissances requises pour créer une entreprise
- Peur de l'échec : pourcentage d'individus âgés de 18-64 ans ayant perçus de bonnes opportunités de créer une entreprise mais qui indiquent que la peur de l'échec les dissuaderait à démarrer une entreprise
- Intentions entrepreneuriales : pourcentage d'individus âgés de 18-64 ans qui sont des entrepreneurs potentiels et qui ont l'intention de créer une entreprise dans trois ans (ne comprend pas les individus déjà impliqués dans une étape quelconque d'activité entrepreneuriale)

L'engagement entrepreneurial

L'engagement entrepreneurial se réfère aux attitudes personnelles des individus enquêtés (la population âgée de 18-64) vis-à-vis de l'entrepreneuriat. Le tableau suivant indique les scores réalisés par Madagascar par rapport aux trois autres pays GEM d'Afrique ainsi que le rang du pays par rapport au total des pays enquêtés.

Table 5.6 : les attitudes personnelles à l'égard de l'entrepreneuriat, Madagascar et les pays GEM d'Afrique

Pays d'Afrique	Opportunités perçues		Compétences perçues		Peur de l'échec		Intentions entrepreneuriales	
	Score	Rang/52	Score	Rang/52	Score	Rang/52	Score	Rang/52
Afrique du Sud	43,2	30	39,9	45	31,3	38	11,7	39
Egypte	43,5	29	46,6	31	30,2	41	55,5	2
Madagascar	24,4	50	55,4	15	42,0	14	39,8	9
Maroc	37,7	33	49,6	24	52,9	4	26,6	16
Moyenne Afrique	37,2		47,9		39,1		33,4	

D'une manière générale, les résultats obtenus sont mitigés. Si d'un côté, les Malgaches ont une bonne prédisposition entrepreneuriale, en témoigne les bons scores réalisés au niveau des « intentions entrepreneuriales » (39,8 % ; en deuxième rang sur les pays africains et en 9^{ème} position à l'échelle mondiale) et les « compétences perçues » (55,4 % ; en deuxième position également sur les 4 pays d'Afrique et 15^{ème} sur 52 sur la totalité de l'enquête GEM). De l'autre côté, les « opportunités perçues » ainsi que la « peur de l'échec » comptabilisent des résultats moins éloquents. En effet, moins du quart de la population enquêtée (24,4%) perçoivent de bonnes opportunités pour entreprendre, la plus mauvaise attitude non seulement au niveau de l'Afrique mais sur la totalité des pays enquêtés (50^{ème} position sur 52). De toute manière, même si globalement les Malgaches se perçoivent comme compétents pour créer une entreprise et ont effectivement de bonnes intentions entrepreneuriales, il n'en reste pas moins qu'ils hésitent à franchir le pas car la peur de l'échec les en dissuade. C'est le cas pour 42% de la population, 2^{ème} rang au niveau des pays africains et 14^{ème} par rapport à l'ensemble.

Comparés aux résultats obtenus dans la catégorie des pays ETF, ces observations demeurent valables. En matière entrepreneuriale, les malgaches restent dans les intentions, ils ne perçoivent pas beaucoup d'opportunités et une proportion importante, bien que moins de la moitié, ont peur de l'échec.

Table 5.7 : les attitudes personnelles dans les pays ETF (économie tirée par les facteurs)

Pays ETF	Opportunités perçues		Compétences perçues		Peur de l'échec		Intentions entrepreneuriales	
	Score	Rang/52	Score	Rang/52	Score	Rang/52	Score	Rang/52
Inde	44,8	27	42,1	41T	39,6	21	10,3	42T
Kazakhstan	50,4	18	64,7	7	18,4	53	46,2	6
Madagascar	24,4	50	55,4	15	42,0	14	39,8	9
Vietnam	46,4	23T	53,0	19	46,6	10	25,0	19
Moyenne ETF	42		54		37		30	

Ces résultats devraient interpeller toutes les parties prenantes au développement économique à Madagascar. Comme évoqué un peu plus haut, les Malgaches ont une prédisposition entrepreneuriale en termes de valeurs entrepreneuriales, confirmée ici par des bonnes compétences perçues en la matière et de bonnes intentions entrepreneuriales. Il n'en demeure pas moins que les Malgaches gagneraient à bénéficier d'un programme visant à instaurer un environnement propice à la création d'entreprise, devant faciliter l'identification et le développement d'opportunités d'affaires locales. Il est également recommandé de renforcer les compétences entrepreneuriales des futurs créateurs d'entreprises réels et/ou potentiels pour qu'ils aient des orientations plus entrepreneuriales, notamment à l'égard du risque et face aux opportunités.

Les aspirations et les ambitions entrepreneuriales

Il s'agit d'appréhender les espérances en matière de création d'emplois et d'innovation.

Les ambitions en termes de création d'emplois

L'enquête GEM s'intéresse à la croissance attendue en termes d'emplois créés par les entrepreneurs en phase de démarrage. Les résultats présentés ci-après s'interprètent dès lors en pourcentage de TAE, c'est-à-dire le pourcentage des nouveaux entrepreneurs qui pensent créer ou non des emplois (0,1 à 5 et plus de 6) au cours des 5 prochaines années.

À propos de création d'emplois, la perspective au niveau des entrepreneurs émergents reste très modeste, près de deux tiers d'entre eux (64,1%) ne pensent pas créer un emploi au cours des 5 prochaines années, un peu plus d'un tiers seulement espèrent en créer entre 1 et 5 emplois.

Par rapport aux autres pays GEM d'Afrique, Madagascar est le moins performant car il est le premier pour ceux qui envisagent de ne créer aucun emploi, et il est le dernier pour l'espérance de création de plus de 5 emplois, avec un taux très faible de 1,1%, qui est en fait le record de médiocrité sur le plan mondial (54^e rang sur 54).

Table 5.8 : le potentiel de création d'emplois à Madagascar comparé aux pays d'Afrique (en % TAE)

Pays d'Afrique	0 emplois dans 5 ans		1 - 5 emplois dans 5 ans		6 emplois ou plus dans 5 ans	
	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique du Sud	20,7	53	47,3	8	32,0	7
Egypte	52,5	22	23,8	49	23,7	20
Madagascar	64,1	6	34,7	24T	1,1	54
Maroc	53,2	18T	36,0	22	10,8	38T
Moyenne Afrique	48,0		35,0		17,0	

T indique que le rang est identique pour deux ou plusieurs pays

Le même constat est fait en comparaison des performances par rapport aux autres pays de même classification. Tous les pays ETF de l'échantillon GEM, les moins développés économiquement, sont médiocres en termes d'ambitions entrepreneuriales mesurées par l'espérance de création d'emplois. Le score de Madagascar est déjà peu éloquent, mais le Kazakhstan se trouve derrière lui et l'Inde est tout juste devant avec à peu près le même score (63,6% contre 64,1% pour Madagascar). Par contre, Madagascar est de loin le moins performant pour la catégorie de création de plus de 5 emplois, étant le dernier de l'échantillon GEM, toute classification géographique économique confondue.

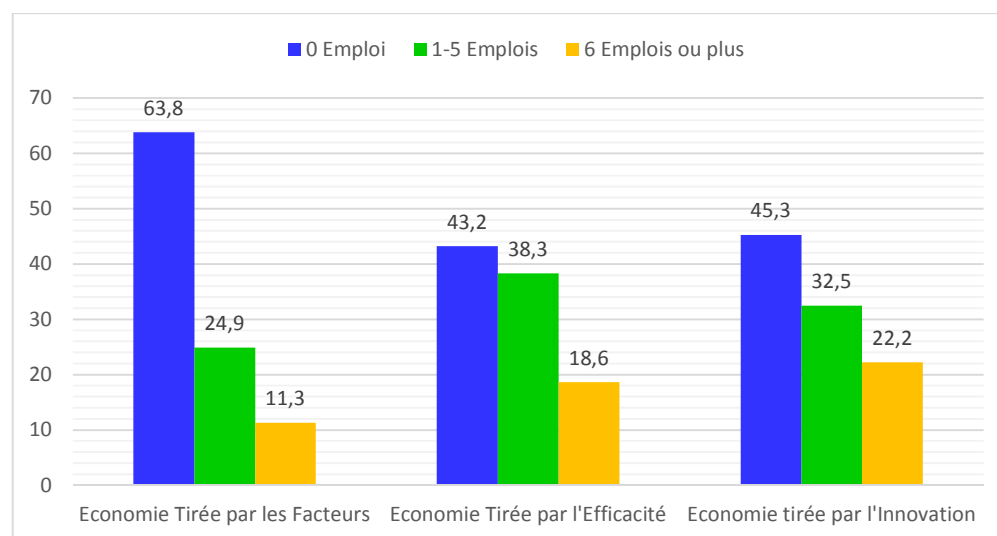
Table 5.9 : le potentiel de création d'emploi à Madagascar comparée aux pays ETF

Pays ETF	0 emplois dans 5 ans		1 - 5 emplois dans 5 ans		6 emplois ou plus dans 5 ans	
	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Inde	63,6	7T	27,0	41T	9,5	42
Kazakhstan	67,6	3	7,0	54	25,4	18
Madagascar	64,1	6	34,7	24T	1,1	54
Vietnam	59,9	10	31,1	34	9,1	44
Moyenne ETF	63,8		24,9		11,3	

T indique que le rang est identique pour deux ou plusieurs pays

Le graphique suivant illustre d'une manière évidente cette faiblesse d'ambition entrepreneuriale au niveau des pays ETF comparés au reste du monde. On y voit nettement la domination du bâton bleu illustrant « aucune création d'emplois dans les 5 ans », avec une moyenne de près des deux-tiers (63,8%), et la très faible hauteur du bâton jaune, représentant le taux pour la création de 6 emplois et plus. Pour les deux autres économies, bien que leur profil global soit plus enviable comparé aux pays ETF, il n'en demeure pas moins que le manque d'ambition entrepreneuriale prédomine au niveau des nouveaux entrepreneurs, car la modalité « 0 emplois dans 5 ans » (bâton bleu) est la plus importante avec plus de 40% pour les deux économies.

Figure 5.4 : les moyennes du potentiel de création d'emplois dans les 5 prochaines années par type d'économie (% de TAE) pour les 54 pays GEM



Au total, on peut affirmer que les entrepreneurs émergents (entrepreneurs naissants et nouveaux entrepreneurs), toute économie confondue, manquent manifestement d'ambition entrepreneuriale. Toutefois, cette déficience est plus marquée dans les économies moins avancées, celles tirées par les facteurs, et encore pire pour le cas de Madagascar, le pays ayant le plus faible de taux pour l'espérance de créer plus de 5 emplois dans les prochaines années.

Encore une fois, ces résultats pourraient servir de repère aux différentes parties prenantes du développement du pays afin de réorienter positivement toute politique sur le plan économique en faveur du développement entrepreneurial des nationaux.

Les ambitions entrepreneuriales en termes d'innovation

L'innovation entrepreneuriale mesurée dans l'étude GEM 2017 se réfère au niveau d'innovation observé dans les activités entrepreneuriales émergentes, exprimé en pourcentage de TAE auprès des nouvelles entreprises créées. Les résultats obtenus à Madagascar sont exprimés dans les tables suivantes qui les présentent comparativement aux pays d'Afrique et aux pays ETF de l'échantillon.

Dans l'étude, l'innovation est mesurée par l'existence de produit nouveau proposé par l'entreprise. L'indicateur exprime la part des répondants qui déclarent que leur produit ou service est nouveau pour quelques clients au moins et que peu/ou aucun concurrent n'offre le même produit.

Table 5.10 : le niveau d'innovation dans le TAE à Madagascar comparé aux pays d'Afrique (en % de TAE)

Pays d'Afrique	Innovation (produit nouveau)	
	Score	Rang/54
Afrique du Sud	29,7	13
Egypte	25,3	30
Madagascar	20,9	38
Maroc	18,7	41T
Total	23,6	

Les résultats obtenus par Madagascar sont également mitigés. Bien que le score obtenu avec 20,9 % seulement de jeunes entreprises innovantes, soit modeste, inférieur à la moyenne des pays GEM Afrique, le pays n'est pas le moins performant car le Maroc, de surcroît dans une catégorie économique plus avancée (ETE) se trouve derrière lui. Pareillement, comparé aux trois autres pays ETF, le mauvais score de Madagascar est atténué par la position du Vietnam qui se trouve derrière lui (13,9% contre 20,9).

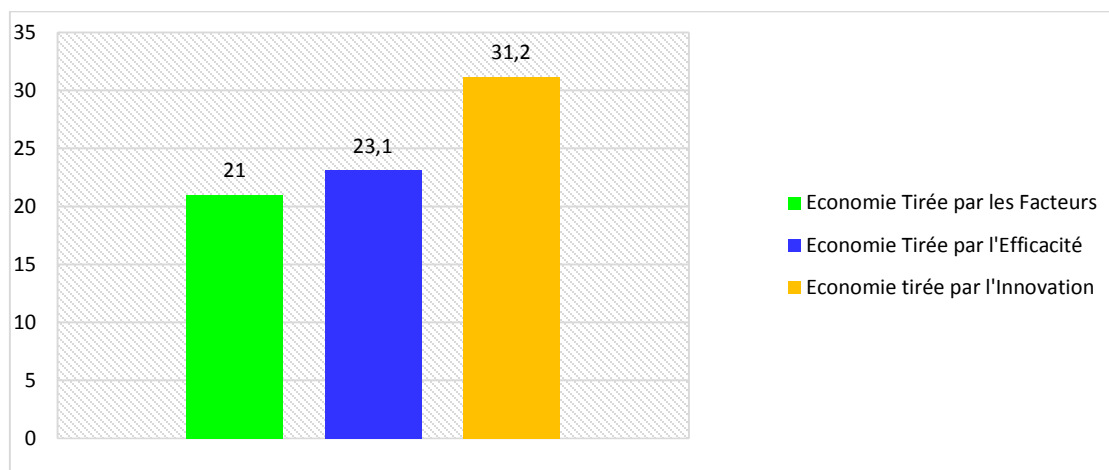
Table 5.11 : le niveau d'innovation dans le TAE des pays ETF (en % de TAE)

Pays ETF	Innovation (produit nouveau)	
	Score	Rang/54
Inde	25,6	28
Kazakhstan	23,5	36
Madagascar	20,9	41T
Vietnam	13,9	48T
Moyenne ETF	21	

Comme il fallait s'y attendre, la figure suivante met en exergue que, d'une manière générale, le niveau d'innovation des nouvelles entreprises est fonction du développement économique des pays. Il est constaté que les pays de la catégorie ETF sont les moins performants avec un score moyen de 21 %, suivi des pays ETE avec une moyenne de 23,1 %, et les plus innovants sont les nouveaux entrepreneurs des pays à économie tirée par l'innovation, lesquels réalisent un score nettement supérieur de 31,2%.

Toutefois, une lecture plus détaillée des performances pays par pays révèle que les pays ETF ne sont pas les moins innovants, tel qu'il est mis en évidence dans la table 5.12. En ce qui concerne Madagascar, son rang n'est pas le moins enviable, 38^e sur 54 pays, ce qui veut dire que 16 pays se trouvent derrière lui, dont le Maroc, pays africain dans la catégorie ETE, des pays d'Europe (4 pays dans la catégorie ETE), des pays ETE émergents comme le Brésil, et même de la catégorie avancée ETI (le Taiwan et les Emirats Arabes Unis).

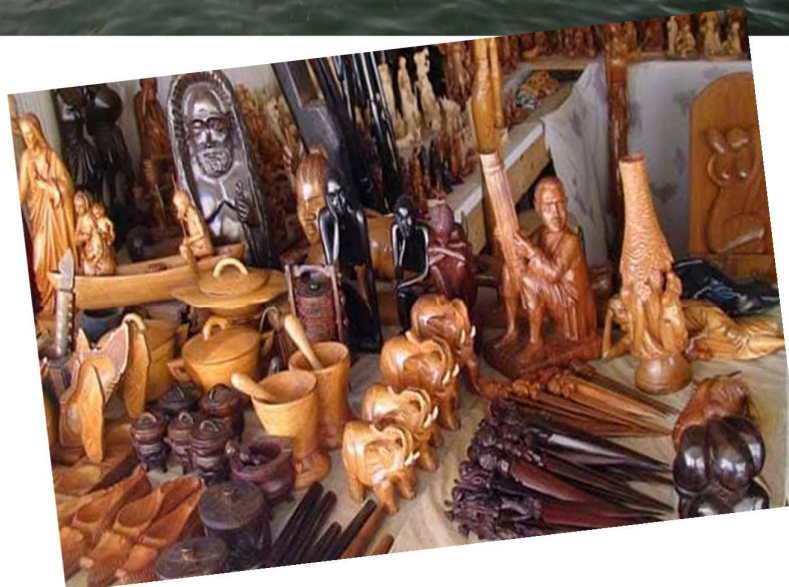
Figure 5.5 : les moyennes des niveaux d'innovation dans le TAE par type d'économie (en % de TAE)



La table suivante présente les pays les moins performants en matière d'innovation. Madagascar semble profiter de la performance de l'Office Malgache de la Propriété Industrielle (OMAPI).

Table 5.12 : les pays GEM les moins performants en matière d'innovation

Pays ETF	Innovation (produit nouveau)		Classe économique
	Score	Rang/54	
Madagascar	20,9	38	ETF
Taiwan	20,2	39	ETI
Croatie	19,9	40	ETE
Emirats Arabes Unis	18,7	41T	ETI
Maroc	18,7	41T	ETE
Pérou	17,8	43	ETE
Equateur	16,5	44	ETE
Iran	16,2	45	ETE
Colombie	14,9	46	ETE
Argentine	14,0	47	ETE
Brésil	13,9	48T	ETE
Vietnam	13,9	48T	ETF
Bulgarie	13,4	50	ETE
Pologne	12,1	51	ETE
Indonésie	11,6	52	ETE
Bosnie-Herzégovine	10,9	53	ETE
Panama	8,5	54	ETE



Chapitre 6 :

La monographie des régions retenues

La monographie de Madagascar à travers celle des 8 régions concernées par le projet GEM, retenues pour leur représentativité du niveau national, résume des informations démographiques, sociales et économiques globales en précisant la spécificité de chaque région d'enquête. Il est admis que l'entrepreneuriat et l'économie sont intimement reliés. La monographie des 8 régions nous permettra donc d'avoir une vision globale sur la réalité du pays que ce soit du point de vue des activités économiques, sociales, politiques ou démographiques. Les politiques régionales pour développer et promouvoir la dynamique entrepreneuriale existent dans certaines régions, et sont en cours dans d'autres. Le contexte géographique, économique, politique et social de chaque région sera mis en exergue dans le présent chapitre afin de mieux comprendre la dynamique entrepreneuriale issue des résultats de l'APS 2017, en commençant tout d'abord par une brève description de la monographie du pays de façon générale, laquelle est fortement dominée par l'activité agricole, suivie de la spécificité des 8 régions d'enquête sur le plan économique, démographique, administratif et social. Il ne s'agit pas ici de présenter une monographie complète des 8 régions, mais plutôt de mettre en avant les informations que nous jugeons utiles selon la disponibilité des données, afin de mieux cerner l'analyse des résultats de la présente enquête APS 2017.

Sur le plan économique

Le secteur agricole occupe la première place sur le plan économique et sociale à Madagascar. C'est d'ailleurs le principal pourvoyeur d'emplois du pays car il rassemble 80% des individus économiquement actifs et contribue à hauteur de 26 % dans la formation du PIB. Madagascar dispose d'un potentiel important de transformation de son agriculture avec des terres arables estimées à 35 millions d'hectares mais où 6% seulement sont exploitées. De plus, la productivité du secteur est restée en deçà des attentes à cause notamment de la persistance des méthodes culturales traditionnelles, la faiblesse et l'insuffisance des infrastructures, des difficultés d'accès aux facteurs de production et, l'exposition et la vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques exposant le pays à la sécheresse, aux inondations et aux cyclones. De ce fait, le pays souffre d'une situation d'insécurité alimentaire permanente pour 83% de la population composée en majorité de jeunes ruraux qui s'enlisent dans un état de paupérisation continue, à cause notamment du manque d'opportunités sur le marché de l'emploi formel. Face à cela, en partenariat avec la BAD, un programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-industrie a été mis en place dans quelques régions, dont la région Vakinankaratra (FIFAMANOR), la région Atsinanana (EFTA Analamalotra) et la région Vatovavy fitovinany (SEFAFI Fihaonana). Le programme s'étalera dans d'autres régions (i.e dans les centres d'incubation) au fur et à mesure de la mobilisation des financements⁸.

Dans les pays pauvres, le rôle de l'entrepreneuriat dans le développement économique et social est souvent sous-estimé. Cependant, au fil des années, il devient de plus en plus évident que

⁸Rapport d'évaluation de la BAD, Projet : programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agro industrie (enable youth)- projet 1, Janvier 2018

l'entrepreneuriat participe réellement au développement économique, social et régional des pays.

L'économie malgache demeure fortement agricole et informelle où 75% des emplois créés se trouvent dans le secteur primaire selon les résultats de l'ENEMPSI 2012. Vient ensuite le secteur commerce qui touche 7% des emplois. Les autres services concernent 2,8% des emplois occupés dont en particulier les services rendus à des organisations à but non lucratif, les services rendus aux particuliers, aux ménages, etc. La part importante des activités de l'informel dans chaque région fait accroître que des efforts de formalisation des unités de production sont à fournir pour améliorer les recettes publiques et les investissements de proximité dans les régions. Il faut noter cependant que, du point de vue macro-économique, le dynamisme économique d'une région se mesure par la densité de son économie informelle. A Madagascar, le poids du secteur informel dans les activités économiques demeure relativement très élevé. Neuf emplois occupés sur 10 sont dans le secteur informel dont 75% dans les entreprises informelles agricoles.

En 2012, la majorité de la population à Madagascar (71,5%) vit en dessous du seuil de pauvreté en termes de niveau de consommation. Même en dehors des périodes de crises socio-politiques, l'incidence de la pauvreté au niveau national reste élevée : entre 70% et 80% de la population et particulièrement en milieu rural avec plus de 77% des cas. En milieu urbain, l'incidence de la pauvreté est beaucoup moins importante, de l'ordre de 48% en 2012. Le ratio de pauvreté varie selon le groupe socio-économique du chef de ménage. Il est estimé à 14% chez les ménages dirigés par un cadre supérieur, 18% pour ceux dirigés par un cadre intermédiaire et plus de 50% chez les ménages dirigés par un ouvrier non qualifié. Malgré quelques améliorations sur les conditions économiques, la situation globale à Madagascar se résume à la détérioration continue du niveau de vie des ménages et de la population depuis son indépendance en 1960. En revanche, durant l'année 2017, le pays a enregistré un taux de croissance de 4,1%⁹ par rapport à l'année 2016, grâce notamment au dynamisme du secteur tertiaire dont en particulier l'expansion des travaux publics, du commerce et des services, ainsi que du transport.

En ce qui concerne le secteur du tourisme, au premier semestre de l'année 2017, le pays a enregistré l'arrivée de 83 511 touristes, soit une hausse de 9% par rapport à la même période de l'année précédente d'après les statistiques du Ministère du Tourisme¹⁰.

Sur le plan éducatif

Le nombre moyen d'année d'études des actifs occupés est estimé à 4 années dans l'ensemble du pays ; et c'est surtout dans les entreprises formelles que le niveau d'éducation est le plus élevé, avec une moyenne de 9,5 années d'études.

⁹ Une estimation des experts de la Banque Mondiale

¹⁰ <http://www.tourisme.gov.mg/madagascar-le-nombre-de-touristes-en-hausse-au-premier-semester-2017/>

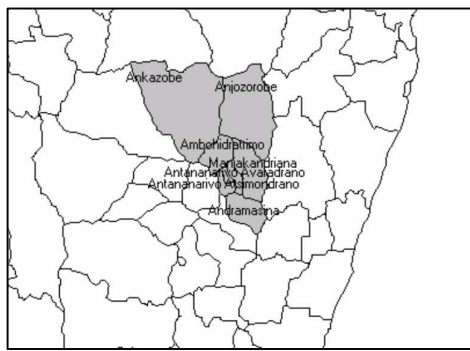
Sur le plan géographique et démographique

Le pays s'étend sur une superficie de 590 000 km². Estimée à 24,5 millions d'habitants en 2017, la population malgache est jeune. En effet, 50% de cette population ont moins de 20 ans. Les femmes représentent 50,6% de la population totale et la taille moyenne d'un ménage est de 5,2 personnes. Selon le milieu de résidence, 78% de la population réside en milieu rural et 22% en milieu urbain¹¹.

Les 8 régions concernées par l'enquête sont : Analamanga, Vakinankaratra, Haute Matsiatra, Atsinanana, Anosy, Itasy, Sava, et Betsiboka. La spécificité ainsi que le cadre administratif de chacune de ces régions sont présentées dans les pages suivantes.

¹¹ Enempsi, 2012

1. REGION ANALAMANGA



Source : ONU/POPMap

Chef-lieu : ANTANANARIVO RENIVOHITRA

Province d'appartenance : ANTANANARIVO

Districts (Ex- Fivondronana) composant la région : ANTANANARIVO RENIVOHITRA, ANTANANARIVO AVARADRANO, AMBOHIDRATRIMO, ANKAZOBE, MANJAKANDRIANA, ANJOZOROBE, ANDRAMASINA, ANTANANARIVO ATSIMONDRANO

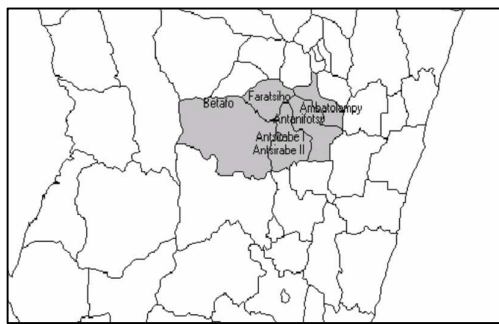
Cadre administratif

Les 8 districts de la Région Analamanga sont composés en moyenne de 17 communes avec un maximum de 26 communes pour le district d'Antananarivo Atsimondrano et 25 pour le district de Manjakandriana et seulement 1 commune pour les 6 districts d'Antananarivo Renivohitra. Quant aux fokontany, chaque district possède en moyenne 211 Fokontany ; le district d'Ambohidratrimo dispose d'un nombre record de 319 Fokontany, suivi par Manjakandriana avec 310 fokontany, Antananarivo Avaradrano 213, Antananarivo Atsimondrano 206 et Antananarivo Renivohitra 192. Les districts possédant relativement un nombre moindre de communes sont : Anjozorobe (175), Ankazobe (143) et Andramasina (135).

Au total : 134 communes et 1689 Fokontany

Démographie	Économie	Éducation-Formation
Population estimée à 3 724 020 en 2017 Taux d'urbanisation : 38,9% Pourcentage de la population âgée entre 15-59 ans : 56,5% Nombre de ménages (2017) : 866 051	Taux de pauvreté en 2012 (seuil national) = 47% Taux d'activité (2012) = 58,8 Part de l'emploi dans le Secteur primaire=40,2% Emplois créés dans le commerce : 13,6% Part de l'emploi informel dans l'emploi (2012) = 80,8%	Taux d'alphabétisation (15-59 ans) (2012) = 95,5% Nombre moyen d'années d'études des travailleurs : 6,8

2. REGION VAKINAKARATRA



Source : ONU/POP MAP

Chef-lieu : ANTSIRABE I

Province d'appartenance : ANTANANARIVO

Districts (Ex- Fivondronana) composant la région : ANTSIRABE I, BETAFO, AMBATOLAMPY, ANTANIFOTSY, FARATSIHO, ANTSIRABE II

Cadre administratif

Les 7 districts de la Région Vakinankaratra sont composés en moyenne de 12 communes avec un maximum de 20 communes pour le district d'Antsirabe II et une seule commune pour le district d'Antsirabe I. chaque district possède en moyenne 142 fokontany, le district d'Antanifotsy présente un nombre record avec 248 fokontany, suivi d'Antsirabe II avec 204 fokontany, ensuite Ambatolampy 162 et Betafo, 152. Le district d'Antsirabe est composé de 60 fokontany

Au total : 86 communes et 998 Fokontany

Démographie	Économie	Éducation-Formation
Population estimée à 2 005 364 en 2017 Taux d'urbanisation : 14,9% Pourcentage de la population âgée entre 15-59 ans : 48,4% Nombre de ménages (2017) : 417 784	Taux de pauvreté en 2012 (seuil national) = 88,6% Taux d'activité (2012) = 68,9% Part de l'emploi dans le Secteur primaire = 86,4% Emplois créés dans le commerce = 4,2% Part de l'emploi informel dans l'emploi (2012) = 96,4%	Taux d'alphabétisation (15-59 ans) (2012) = 84,3% Nombre moyen d'années d'études des travailleurs (2012) : 4,6

3. REGION ITASY



Source : ONU/POPMAF

Chef-lieu : MIARINARIVO

Province d'appartenance : ANTANANARIVO

Districts (Ex- Fivondronana) composant la région : MIARINARIVO,
ARIVONIMAMO, SOAVINADRIANA

Cadre administratif

La Région Itasy comporte 51 communes, 49 arrondissements et 569 fokontany. Environ 43 % des communes, 35 % des arrondissements et 52 % des fokontany de la région se trouvent dans le district d'Arivonimamo. Miarinarivo qui est le Chef-lieu de la Région Itasy regroupe 27,5 % de communes, 22,4 % des arrondissements et 25,8 % des fokontany. Dans cette région, les nombres de communes et arrondissements sont à peu près bien repartis au niveau des 3 districts, sauf le fokontany dont seul 23,9 % est présent dans le district de Soavinandriana.

Au total : 51 communes, 49 Arrondissements, et 556 fokontany

Démographie	Économie	Éducation-Formation
Population estimée à 814 947 en 2017 Taux d'urbanisation : 7,4% Pourcentage de la population âgée entre 15-59 ans : 50,9% Nombre de ménages (2017) : 166 315	Taux de pauvreté en 2012 (seuil national) = 69,6% Taux d'activité (2012) = 60,9 Part de l'emploi dans le Secteur primaire = 88% Emplois créés dans le commerce = 2,9% Part de l'emploi informel dans l'emploi (2012) = 97,2%	Taux d'alphabétisation (15-59 ans) (2012) = 87,2% Nombre moyen d'années d'études des travailleurs (2012) : 4,6

4. REGION HAUTE MATSIATRA



Source : ONU/POPMap

Chef-lieu : FIANARANTSOA I

Province d'appartenance : FIANARANTSOA

Districts (Ex- Fivondronana) composant la région : FIANARANTSOA I, AMBALAVAO, AMBOHIMAHASOA, IKALAMAVONY, FIANARANTSOA II

Cadre administratif

Les 7 districts de la Région Haute Matsiatra sont composés en moyenne de 12 communes avec un maximum de 18 communes pour le district d'Ambohimahasoa et une seule commune pour le district de Fianarantsoa I. Quant aux *fokontany*, chaque district possède en moyenne 112 ; le district d'Ambalavao dispose d'un nombre record de 160 *fokontany*, suivi par Ambohimahasoa avec 158 *fokontany*, Vohibato 145 et Lalangina 111. Le district de Fianarantsoa I est celui qui en possède le moins avec 50 *fokontany*.

Au total : 82 communes et 787 Fokontany

Démographie	Économie	Éducation-Formation
Population estimée à 1 333 549 en 2017 Taux d'urbanisation : 19% Pourcentage de la population âgée entre 15-59 ans : 46,9% Nombre de ménages (2017) : 256 451	Taux de pauvreté en 2012 (seuil national) = 76,1% Taux d'activité (2012) = 69,7% Part de l'emploi dans le Secteur primaire = 84,9% Emplois créés dans le commerce = 4,7% Part de l'emploi informel dans l'emploi (2012) = 95,7% (2012) = 97,2%	Taux d'alphabétisation (15-59 ans) (2012) = 84,3% Nombre moyen d'années d'études des travailleurs (2012) : 4,3

5. REGION SAVA



Source : ONU/POPMAF

Chef-lieu : SAMBAVA

Province d'appartenance : ANTSIRANANA

Districts (Ex- Fivondronana) composant la région : SAMBAVA, ANTALAHA, ANDAPA, VOHEMAR

Cadre administratif

Les 4 districts de la Région SAVA sont composés en moyenne de 20 communes avec un maximum de 26 communes pour le district d'Antalaha. Le plus faible nombre de communes est enregistré dans le district de Sambava. Au total, la région comptabilise 79 communes. Chaque district possède en moyenne 200 fokontany et chaque commune en moyenne 10 fokontany. Le plus faible nombre moyen de fokontany par commune se trouve à Andapa et Vohémar.

Au total : 79 communes et 803 Fokontany

Démographie	Économie	Éducation-Formation
Population estimée 1 090 704 en 2017 Taux d'urbanisation : 24,8% Pourcentage de la population âgée entre 15-59 ans : 48,3% Nombre de ménages (2017) : 266 025	Taux de pauvreté en 2012 (seuil national) = 80% Taux d'activité (2012) = 63,7% Part de l'emploi dans le Secteur primaire = 82,4% Emplois créés dans le commerce = 7% Part de l'emploi informel dans l'emploi (2012) =	Taux d'alphabétisation (15-59 ans) (2012) = 78,2% Nombre moyen d'années d'études des travailleurs (2012) : 4,3

6. REGION BETSIBOKA



Source : ONU/POP MAP

Chef-lieu : MAEVATANANA

Province d'appartenance : MAHAJANGA

Districts (Ex- Fivondronana) composant la région : MAEVATANANA, TSARATANANA, KANDREHO

Cadre administratif

La Région Betsiboka comprend 3 districts subdivisés en 35 communes, elles-mêmes subdivisées en 367 fokontany. Les districts de la région sont composés en moyenne de 12 communes avec un maximum de 17 communes pour le district de Maevatanana et 6 communes pour Kandrehô. [Du fait de l'enclavement, Tsaratanana est sous une administration éclatée, en particulier la partie sud.] chaque district possède en moyenne 123 fokontany. Tsaratanana est celui qui possède le plus de fokontany avec 170. S'ensuit le district de Maevatanana avec 169 fokontany et enfin le district de Kandrehô qui affiche le nombre minimum de fokontany à savoir 31.

Au total : 35 communes et 370 fokontany

Démographie	Économie	Éducation-Formation
Population estimée à 326 410 en 2017 Taux d'urbanisation : 5,6% Pourcentage de la population âgée entre 15-59 ans : 50,3% Nombre de ménages (2017) : 69 448	Taux de pauvreté en 2012 (seuil national) = 63,9% Taux d'activité (2012) = 69,6% Part de l'emploi dans le Secteur primaire= 83,3% Emplois créés dans le commerce = 4% Part de l'emploi informel dans l'emploi (2012) =	Taux d'alphabétisation (15-59 ans) (2012) = 78,2% Nombre moyen d'années d'études des travailleurs (2012) : 4,3

7. REGION ANOSY



Source : ONU/POPMAP

Chef-lieu : TAOLAGNARO

Province d'appartenance : TOLIARY

Districts (Ex- Fivondronana) composant la région : TAOLAGNARO, BETROKA, AMBOASARY ATSIMO

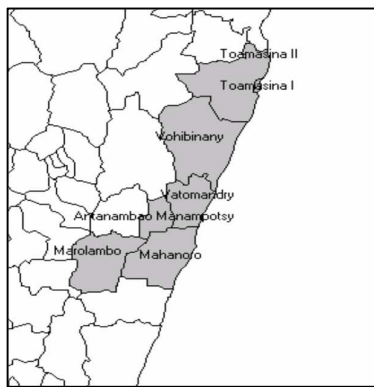
Cadre administratif

La Région Anosy est subdivisée en trois districts : Amboasary Atsimo, Betroka et Taolagnaro, 64 communes et 682 fokontany, avec comme Chef-lieu, la ville de Taolagnaro ou Fort-Dauphin dans son appellation française.

Au total : 64 communes et 682 Fokontany

Démographie	Économie	Éducation-Formation
Population estimée à 747 079 en 2017 Taux d'urbanisation : 14,3% Pourcentage de la population âgée entre 15-59 ans : 43,6% Nombre de ménages (2017) : 162 408	Taux de pauvreté en 2012 (seuil national) = 85,4% Taux d'activité (2012) = 66,8% Part de l'emploi dans le Secteur primaire = 81,8% Emplois créés dans le commerce = 6,4% Part de l'emploi informel dans l'emploi (2012) =	Taux d'alphabétisation (15-59 ans) (2012) = 44,2% Nombre moyen d'années d'études des travailleurs (2012) : 4,9

8. REGION ATSINANANA



Source : ONU/POP MAP

Chef-lieu : TOAMASINA I

Province d'appartenance : TOAMASINA

Districts (Ex- Fivondronana) composant la région : TOAMASINA I, BRICKAVILLE (VOHIBINANY), VATOMANDRY, MAHANORO, MAROLAMBO, TOAMASINA II, ANTANAMBAO-MANAMPOTSY

Cadre administratif

Les districts de la Région Atsinanana sont composés en moyenne de 12 communes avec un maximum de 19 communes pour le district de Vatondry et une seule commune pour le district de Toamasina I.

Chaque district possède en moyenne 154 fokontany, le district de Mahanoro présente un nombre record avec 193 fokontany, suivi de Brickaville avec 180 fokontany, ensuite Vatondry 174 et Marolambo 170.

Le district d'Antanambao Manampotsy affiche le nombre de fokontany le moins élevé avec 56 fokontany.

Au total : 84 communes et 1074 Fokontany

Démographie	Économie	Éducation-Formation
Population estimée à 1 413 057 en 2017 Taux d'urbanisation : 24,5% Pourcentage de la population âgée entre 15-59 ans : 52,9% Nombre de ménages (2017) : 371 857	Taux de pauvreté en 2012 (seuil national) = 64,6% Taux d'activité (2012) = 61,7% Part de l'emploi dans le Secteur primaire = 72,3% Emplois créés dans le commerce = 7,3% Part de l'emploi informel dans l'emploi (2012) = -	Taux d'alphabétisation (15-59 ans) (2012) = 74% Nombre moyen d'années d'études des travailleurs (2012) : 4,9

CONCLUSION

Une activité entrepreneuriale bien ancrée

Cet état des lieux a montré que l'activité entrepreneuriale est bien ancrée dans la réalité malgache malgré une présence timide des pouvoirs publics. Les entrepreneurs établis sont les plus nombreux (29,4%) mais les nouveaux suivent avec un taux de 11,2% et les entrepreneurs naissants représentent 10,9%. Les perspectives de création d'entreprises sur les trois années à venir sont réelles pour 45,5% des Malgaches. Les intentions entrepreneuriales placent Madagascar au 9^{ème} rang. La promotion de l'innovation se renforce avec la mise en place des Centres d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI) chargés de la diffusion des informations techniques et scientifiques ainsi que de la formation.

Femmes et jeunes : un potentiel de développement

Le retard marqué des femmes et des jeunes dans le processus est un signal fort quant au potentiel de développement que l'on peut espérer de cette partie de la population active qui, de ce fait, mérite une attention particulière. Le souci du bien vivre ensemble est partagé. Ce qui signifie que chacun a sa place au soleil. Le rôle des médias est largement reconnu pour la célébration des succès. Tout ceci soutient le pacte social défini par le « fihavanana », une valeur centrale des Malgaches.

L'indice d'esprit entrepreneurial basé sur la sensibilité entrepreneuriale, la perception d'une opportunité d'affaires dans sa région et les capacités entrepreneuriales pour démarrer une affaire, qui situe Madagascar dans la première moitié du classement, permet d'être optimiste. L'orientation entrepreneuriale devrait pouvoir conjuguer le goût du risque et les opportunités d'affaires bien présentes dans le contexte actuel.

Pour une politique globale de l'entrepreneuriat

L'écosystème entrepreneurial malgache défend un environnement empreint d'une série d'éléments encourageants comme le contexte social, institutionnel et politique ; les caractéristiques de la main-d'œuvre ainsi que le climat économique. Cependant, des obstacles ont aussi été identifiés en termes d'accès aux infrastructures physiques et de services ; d'aide au financement et d'absence de politiques gouvernementales.

L'amélioration du climat des affaires est effective mais ne concerne pas particulièrement la promotion de l'entrepreneuriat. Quelques initiatives privées vont dans ce sens qui de l'incubation, qui de l'organisation de concours pour soutenir les meilleurs projets en matière de financement, de formation ou d'accompagnement. Elles sont dispersées au gré des bailleurs et gagneraient à être mieux structurées dans le cadre d'une politique globale multidimensionnelle autour des problématiques d'éducation/formation et de financement au-delà de l'instauration d'un environnement toujours plus propice à la création d'entreprises.

Tels sont les enjeux et défis de l'entrepreneuriat à Madagascar.

Rendez-vous est pris en 2018 !



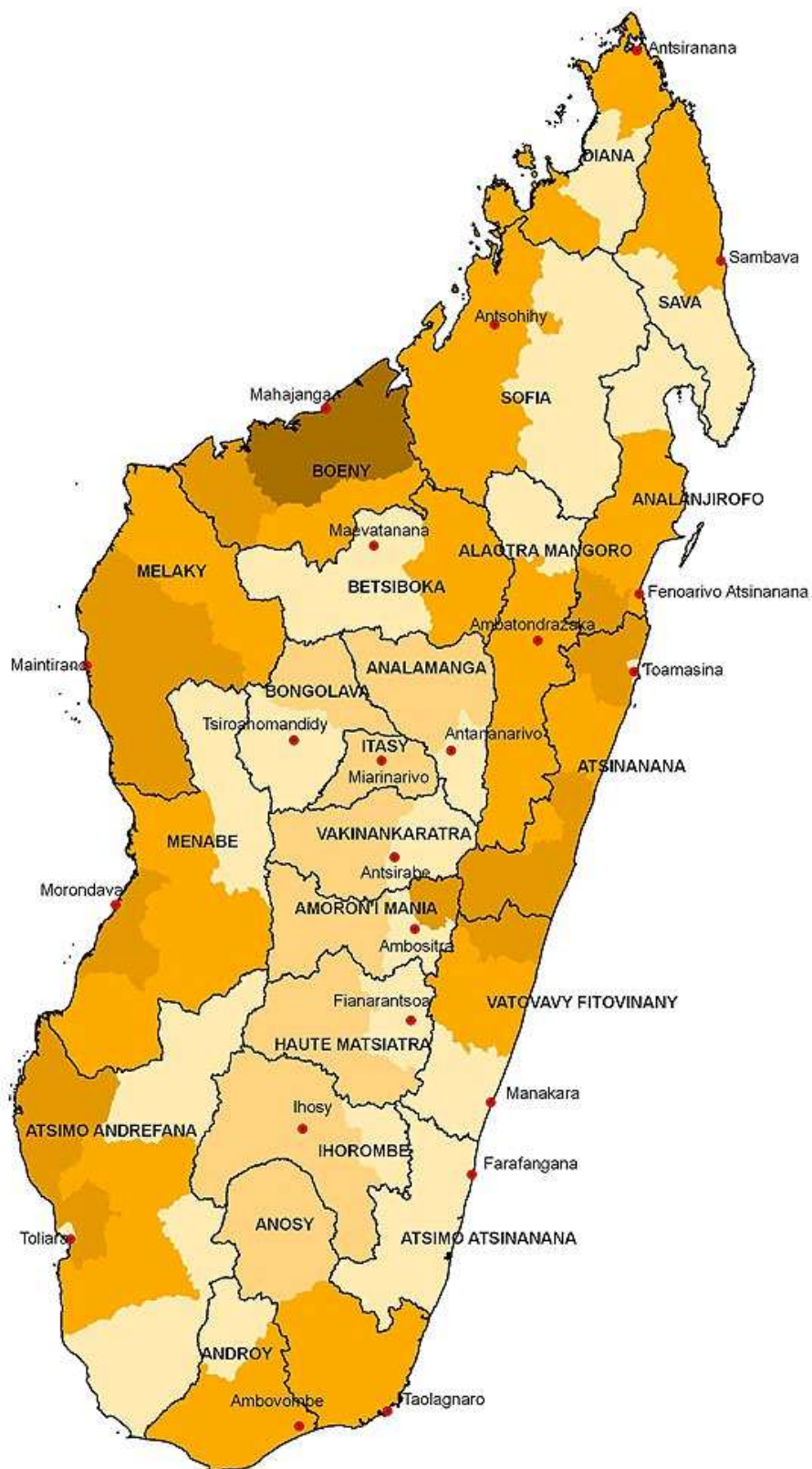
ANNEXES

Annexe 1 : les principaux indicateurs et variables de l'APS 2017

LES PRINCIPALES ETAPES/PHASES DU PROCESSUS ENTREPRENEURIAL	
Entrepreneur naissant	Pourcentage des adultes ayant créé une entreprise/société et ayant déjà versé jusqu'à trois (3) mois de salaire
Entrepreneur nouveau	Pourcentage des adultes ayant créé une entreprise/société et ayant versé des salaires des traitements ou d'autres formes de paiements sur une période de 4 à 42 mois
Entrepreneur établi	Pourcentage des adultes ayant créé une entreprise/société et ayant déjà versé pour plus de 42 mois de salaires, des traitements ou d'autres formes de paiements. Les créateurs en ont toujours la propriété et en assurent la gestion
TAUX D'ACTIVITE ENTREPRENEURIALE (TAE) (EN %)	
TAE	Pourcentage des adultes impliqués dans le processus entrepreneurial qui sont, soit en phase d'entrepreneuriat naissant, soit en phase d'entrepreneuriat nouveau
TAE Masculin	Pourcentage des hommes adultes (dans la catégorie des mâles) impliqués dans le processus entrepreneurial qui sont, soit en phase d'entrepreneuriat naissant, soit en phase d'entrepreneuriat nouveau
TAE Féminin	Pourcentage des femmes adultes (dans la catégorie des femelles) impliquées dans le processus entrepreneurial qui sont, soit en phase d'entrepreneuriat naissant, soit en phase d'entrepreneuriat nouveau
TAE d'opportunité	Pourcentage des adultes impliqués dans l'activité entrepreneuriale émergente (TEA) qui déclarent s'être engagés totalement ou partiellement par opportunité.
TAE de nécessité	Pourcentage des adultes impliqués dans l'activité entrepreneuriale émergente (TEA) qui déclarent s'être engagés par nécessité (absence d'une meilleure possibilité d'emploi)
ATTITUDES ET PERCEPTIONS VIS-A-VIS DE L'ENTREPRENEURIAT	
Les intentions entrepreneuriales	Pourcentage des adultes qui déclarent avoir l'intention de lancer une affaire dans les trois prochaines années
Opportunités perçues	Pourcentage des adultes qui déclarent avoir identifié, dans leur localité, des opportunités pouvant déboucher sur une création d'entreprise dans les 6 mois à venir
Compétences perçues	Pourcentage des adultes qui déclarent disposer des compétences requises pour le lancement d'une affaire
Peur de l'échec	Pourcentage des adultes ayant perçu des opportunités mais qui déclarent ne pas s'engager dans une activité de type entrepreneurial par peur de l'échec
Statut élevé des entrepreneurs prospères	Pourcentage des adultes déclarant que dans leur pays les entrepreneurs qui réussissent ont une bonne reconnaissance sociale

Annexe 2 : la superficie de Madagascar et des 22 régions

Superficie totale de Madagascar		
Superficie en km ²	Longueur en km, axe nord-sud	Largeur en km, axe est- ouest
587 295	1 600	570
Superficie de Madagascar par régions		
Région	Superficie en km ²	
Alaotra Mangoro	31 948	
Amoron'i Mania	16 141	
Analamanga	16 911	
Analanjirofo	21 930	
Androy	19 317	
Anosy	25 731	
Atsimo Andrefana	66 236	
Atsimo Antsinanana	18 863	
Antsinanana	21 934	
Betsiboka	30 025	
Boeny	31 046	
Bongolava	16 688	
Diana	16 266	
Haute Matsiatra	21 080	
Ihorombe	26 391	
Itasy	6 993	
Melaky	38 852	
Menabe	46 121	
Sava	25 518	
Sofia	50 100	
Vakinankaratra	16 599	
Vatovavy Fitovinany	19 605	



Annexe 3 : la situation des établissements formels

Évolution des effectifs des établissements créés à Madagascar selon la Région d'implantation Période : 2010–2014					
Région	2010	2011	2012	2013	2014
Analamanga	4 905	4 243	3 315	6 620	7 253
Vakinankaratra	450	2 315	1 199	1 195	1 091
Itasy	164	557	575	974	76
Bongolava	441	209	143	556	551
Haute Matsiatra	194	636	1 528	1 057	639
Amoron'i Mania	199	197	346	350	32
Vatovavy Fitovinany	169	256	173	609	86
Ihorombe	114	101	41	372	91
Atsimo Atsinanana	179	218	158	195	109
Atsinanana	517	821	951	1 072	1 033
Analanjirofo	353	885	596	573	393
Alaotra Mangoro	161	426	719	912	483
Boeni	338	1 289	982	987	535
Sofia	160	245	790	685	319
Betsiboka	309	90	158	226	11
Melaky	71	43	62	400	92
Atsimo Andrefana	214	609	421	426	283
Androy	43	212	93	286	157
Androy	43	212	93	286	157
Anosy	99	330	575	304	169
Menabe	107	475	246	518	311
Diana	582	982	1 574	265	—
SAVA	179	390	541	65	478
Total	9 948	15 529	15 186	18 647	14 195

Source : INSTAT

Annexe 4 : les classements des 54 pays GEM

Classement des catégories d'activité entrepreneuriale

REGION	ECONOMIE	Entrepreneuriat naissant		Entrepreneuriat nouveau		Taux d'activité entrepreneuriale (TAE)	
		Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique	Egypte	6,5	25	7,0	11	13,3	19T
	Madagascar	10,9	8	11,2	6	21,8	7
	Maroc	4,2	38	4,6	26T	8,8	37
	Afrique du Sud	7,5	21	3,8	33T	11,0	27
	Total	7,3		6,6		13,7	
Asie et Océanie	Australie	6,4	26	5,9	20	12,2	23
	Chine	3,7	42	6,4	17T	9,9	29T
	Inde	4,9	31	4,6	26T	9,3	31
	Indonésie	3,6	43T	3,9	31T	7,5	41
	Iran	6,8	22	6,9	12T	13,3	19T
	Israël	8,4	18	5,1	22T	12,8	22
	Japon	3,2	47	1,6	51	4,7	50
	Kazakhstan	8,0	20	3,8	33T	11,3	26
	Corée	6,2	27	6,9	12T	13,0	21
	Liban	8,6	17	16,0	3	24,1	4
	Malaisie	15,4	3	6,6	15	21,6	8T
	Qatar	4,7	33T	2,8	42	7,4	42
	Argentine	4,8	32	6,9	12T	11,5	25
	Taiwan	3,6	43T	5,0	25	8,6	38
	Thaïlande	10,6	11T	12,1	4	21,6	8T
	Emirats Arabes Unis	4,0	39T	5,1	22T	9,0	33
	Vietnam	2,5	51T	20,8	1	23,3	6
	Total	6,2		7,1		13,0	
Amérique Latine et Caraïbes	Argentine	3,9	41	2,1	46T	6,0	47
	Brésil	4,4	36T	16,3	2	20,3	10
	Chili	14,7	4	9,7	8	23,8	5
	Colombie	10,8	9	8,1	9T	18,7	13
	Equateur	21,2	1	9,8	7	29,6	1
	Guatemala	13,8	5	11,7	5	24,8	2
	Mexico	10,6	11T	3,6	37	14,1	17
	Panama	10,1	13	6,4	17T	16,2	14
	Pérou	18,7	2	6,5	16	24,6	3
	Porto Rico	9,5	14	1,4	52T	10,6	28
Europe	Uruguay	10,7	10	4,3	29	14,7	15
	Total	11,7		7,3		18,5	
	Bosnie Herzégovine	2,5	51T	1,4	52T	4,0	52
	Bulgarie	1,8	54	2,0	48T	3,7	54
	Croatie	6,1	28	2,9	41	8,9	34T
	Chypre	3,6	43T	3,8	33T	7,3	43T
	Estonie	13,4	6	6,2	19	19,4	11
	France	2,9	48	1,1	54	3,9	53
	Allemagne	3,4	46	2,0	48T	5,3	48
	Grèce	2,3	53	2,6	43T	4,8	49
	Irlande	5,8	29	3,3	39	8,9	34T
	Italie	2,7	50	1,7	50	4,3	51
	Lettonie	9,4	15T	5,1	22T	14,2	16
	Luxembourg	6,7	23T	2,6	43T	9,1	32
	Pays-Bas	4,7	33T	5,4	21	9,9	29T
	Pologne	6,7	23T	2,2	45	8,9	34T
	Slovaquie	8,2	19	3,8	33T	11,8	24
	Slovénie	4,0	39T	3,0	40	6,9	45
	Espagne	2,8	49	3,5	38	6,2	46
	Suède	5,3	30	2,1	46T	7,3	43T
	Suisse	4,7	33T	3,9	31T	8,5	39
	Royaume Uni	4,4	36T	4,2	30	8,4	40
	Total	5,1		3,1		8,1	
Amérique du Nord	Canada	11,3	7	8,1	9T	18,8	12
	USA	9,4	15T	4,6	26T	13,6	18
	Total	10,3		6,3		16,2	

Classement des catégories d'activité entrepreneuriale (suite)

REGION	ECONOMIE	EEA		Entrepreneuriat établi		Entrepreneuriat discontinu	
		Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique	Egypte	2,2	29	5,7	38	10,2	1
	Madagascar	0,6	45T	29,4	2	6,7	10
	Maroc	0,5	48T	10,4	14T	4,5	23
	Afrique du Sud	0,5	48T	2,2	50	6,0	15T
	Total	0,9		11,9		6,9	
Asie et Océanie	Australie	7,8	7	9,0	19	3,8	32
	Chine	1,4	35T	6,8	27T	2,8	40T
	Inde	0,2	53T	6,2	34T	3,2	36T
	Indonésie	1,8	31T	10,4	14T	4,8	21T
	Iran	1,2	40	10,6	12	6,6	11T
	Israël	8,6	2	3,3	46T	4,8	21T
	Japon	2,8	23	6,3	33	1,5	51
	Kazakhstan	4,1	19	2,4	49	7,5	7
	Corée	1,9	30	11,4	10T	2,7	42T
	Liban	1,4	35T	33,2	1	6,6	11T
	Malaisie	1,4	35T	3,8	44	8,3	6
	Qatar	2,5	26	1,3	54	5,8	17
	Argentine	2,4	27T	3,2	48	8,8	4T
	Taiwan	8,1	4	12,1	9	4,0	29T
	Thaïlande	4,5	16T	15,2	6	9,2	2T
	Emirats Arabes						
	Unis	1,7	34	5,6	39	9,2	2T
	Vietnam	0,6	45T	24,7	3	4,2	26T
	Total	3,1		9,7		5,5	
Amérique Latine et Caraïbes	Argentine	0,6	45T	6,7	29T	3,0	39
	Brésil	0,7	44	16,5	4	5,3	18
	Chili	4,5	16T	9,9	17	7,1	8
	Colombie	1,8	31T	8,7	21	6,5	13
	Equateur	0,5	48T	15,4	5	8,8	4T
	Guatemala	1,3	39	12,3	8	6,0	15T
	Mexico	1,0	41	1,4	52T	3,5	33
	Panama	0,2	53T	4,7	40	2,7	42T
	Pérou	0,9	42T	7,4	25	6,2	14
	Porto Rico	2,6	24T	1,6	51	2,7	42T
Europe	Uruguay	3,5	21	6,4	32	5,0	20
	Total	1,6		8,3		5,2	
	Bosnie						
	Herzégovine	0,5	48T	1,4	52T	1,3	52T
	Bulgarie	0,5	48T	6,5	31	1,3	52T
	Croatie	4,8	14T	4,4	41T	4,0	29T
	Chypre	1,8	31T	8,9	20	4,3	25
	Estonie	9,1	1	11,4	10T	4,4	24
	France	3,9	20	3,6	45	3,3	34T
	Allemagne	5,7	12	6,1	36	1,6	50
	Grèce	0,9	42T	12,4	7	5,1	19
	Irlande	5,5	13	4,4	41T	3,3	34T
	Italie	2,4	27T	6,0	37	2,1	48
	Lettonie	4,4	18	7,7	24	4,2	26T
	Luxembourg	8,0	5T	3,3	46T	3,2	36T
	Pays-Bas	7,6	8T	8,6	22	3,1	38
	Pologne	3,2	22	9,8	18	2,8	40T
	Slovaquie	2,6	24T	10,0	16	4,2	26T
	Slovénie	6,0	11	6,8	27T	2,3	47
	Espagne	1,4	35T	7,1	26	1,9	49
Amérique du Nord	Suède	6,2	10	4,2	43	2,5	46
	Suisse	4,8	14T	10,5	13	1,1	54
	Royaume Uni	8,0	5T	6,7	29T	2,6	45
	Total	4,4		7,0		2,9	
	Canada	8,2	3	6,2	34T	6,9	9
Amérique du Nord	USA	7,6	8T	7,8	23	4,0	29T
	Total	7,9		7,0		5,5	

Classement de la répartition par genre de TAE, TAE nécessite et TAE opportunité

REGION	ECONOMIE	TAE masculin (% des hommes actifs)		TAE féminin (% des femmes actives)		TAE masculin Opportunité (% du TAE masculin)	
		Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique	Egypte	18,8	14	7,5	33	58,6	53
	Madagascar	23,0	8T	20,6	6	72,2	40
	Maroc	12,9	27	4,7	46	76,7	33
	Afrique du Sud	13,0	26	9,0	28	82,0	13
	Total	16,9		10,5		72,4	
Asie et Océanie	Australie	15,3	22	9,2	26T	84,6	9
	Chine	10,5	36T	9,2	26T	63,3	51
	Inde	10,3	38	8,2	31	49,7	54
	Indonésie	8,8	43T	6,1	39	81,2	14
	Iran	16,1	20	10,5	21	68,4	47
	Israël	14,8	23	10,7	19T	76,0	34
	Japon	6,5	48T	2,8	51	79,0	24
	Kazakhstan	11,4	33	11,3	15T	68,2	48
	Corée	15,5	21	10,3	22T	74,8	37
	Liban	28,8	1	19,8	9	68,7	46
	Malaisie	23,0	8T	20,1	7	88,6	2
	Qatar	7,4	45	7,4	34	83,7	10T
	Argentine	12,4	28	10,3	22T	71,7	41
	Taiwan	11,0	35	6,2	37T	85,9	6
	Thaïlande	23,3	7	20,0	8	87,8	3
	Emirats Arabes Unis	9,3	40T	8,3	29T	79,9	20
	Vietnam	21,7	11	24,8	2	86,9	4
	Total	14,5		11,5		76,4	
Amérique Latine et Caraïbes	Argentine	6,5	48T	5,4	44	79,5	21
	Brésil	19,9	12	20,7	5	65,8	50
	Chili	28,0	3	19,6	10	78,3	26
	Colombie	19,2	13	18,2	11	79,4	22
	Equateur	28,7	2	30,6	1	61,8	52
	Guatemala	27,9	4	21,8	4	69,6	45
	Mexico	17,4	17T	11,2	17	74,6	38
	Panama	18,1	16	14,2	14	80,7	17
	Pérou	26,3	5	22,9	3	83,4	12
	Porto Rico	13,2	25	8,3	29T	70,0	44
Europe	Uruguay	18,4	15	11,3	15T	79,3	23
	Total	20,3		16,7		74,8	
	Bosnie Herzégovine	5,2	53	2,7	52	77,8	28
	Bulgarie	4,4	54	3,0	50	75,1	36
	Croatie	11,5	31T	6,4	35T	71,1	42
	Chypre	8,9	42	5,8	40T	77,5	30
	Estonie	24,5	6	14,4	13	76,8	32
	France	5,5	52	2,4	53T	85,8	7
	Allemagne	6,6	47	3,9	48T	80,3	18
	Grèce	5,7	51	3,9	48T	78,1	27
	Irlande	11,7	29	6,2	37T	75,7	35
	Italie	6,2	50	2,4	53T	80,2	19
	Lettonie	17,4	17T	11,0	18	70,1	43
	Luxembourg	11,6	30	6,4	35T	80,8	16
	Pays-Bas	10,5	36T	9,4	25	86,3	5
	Pologne	10,0	39	7,7	32	89,8	1
	Slovaquie	13,8	24	9,8	24	66,2	49
	Slovénie	9,3	40T	4,3	47	77,1	31
	Espagne	6,8	46	5,6	43	73,8	39
	Suède	8,8	43T	5,7	42	77,6	29
Amérique du Nord	Suisse	11,1	34	5,8	40T	83,7	10T
	Royaume Uni	11,5	31T	5,3	45	81,0	15
	Total	10,0		6,1		78,3	
	Canada	22,6	10	15,0	12	78,8	25
Amérique du Nord	USA	16,7	19	10,7	19T	85,0	8
	Total	19,6		12,8		81,9	

Classement de la répartition par genre de TAE, TAE nécessite et TAE opportunité (suite)

REGION	ECONOMIE	TAE féminin Opportunité (% du TAE féminin)		TAE masculin Nécessité (% du TAE masculin)		TAE féminin Nécessité (% du TAE féminin)	
		Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique	Egypte	40,5	53	37,6	2	56,1	1
	Madagascar	83,8	6	26,4	12	16,1	40
	Maroc	78,9	15	23,3	18	19,8	31
	Afrique du Sud	65,7	37	18,0	31	34,3	14
	Total	67,2		26,3		31,6	
Asie et Océanie	Australie	78,1	17	15,4	39	19,2	34
	Chine	69,2	34	34,7	4	29,7	19
	Inde	25,1	54	34,9	3	43,4	7
	Indonésie	64,1	40	18,2	30	34,4	13
	Iran	69,7	33	31,3	7	27,7	21
	Israël	75,7	23	17,8	32T	14,4	44
	Japon	80,8	11	15,7	38	15,2	41
	Kazakhstan	70,7	30	20,8	22	15,1	42
	Corée	78,3	16	24,6	16	17,8	37
	Liban	51,5	51	30,9	8	47,5	3
	Malaisie	90,2	2	6,3	53	7,9	52
	Qatar	76,9	20	11,8	46	12,9	46
	Argentine	56,5	46	26,7	11	40,9	8
	Taiwan	82,4	7	14,1	41	17,6	39
	Thaïlande	85,6	4	6,7	52	11,1	48
	Emirats Arabes Unis	79,2	13	17,8	32T	13,4	45
	Vietnam	81,8	9	13,1	42	18,2	36
	Total	71,5		20,0		22,7	
Amérique Latine et Caraïbes	Argentine	75,1	26T	18,4	29	24,9	22
	Brésil	53,4	48	33,7	5	45,8	5
	Chili	65,5	38	20,7	23T	32,9	17
	Colombie	75,5	25	19,8	26	20,3	30
	Equateur	53,1	49	37,9	1	46,5	4
	Guatemala	64,9	39	30,4	9	34,1	15
	Mexico	70,5	31	22,9	19	29,2	20
	Panama	77,5	19	17,6	34T	22,5	25
	Pérou	76,6	22	12,4	43	21,6	27
	Porto Rico	63,0	41	28,9	10	35,6	11
Europe	Uruguay	74,3	28	20,7	23T	22,6	24
	Total	68,1		23,9		30,6	
	Bosnie Herzégovine	51,9	50	19,0	27	45,5	6
	Bulgarie	70,2	32	24,9	14T	29,8	18
	Croatie	49,1	52	26,0	13	50,0	2
	Chypre	59,5	44T	21,3	21	40,5	9
	Estonie	73,9	29	17,0	36	21,3	28
	France	59,5	44T	14,2	40	34,8	12
	Allemagne	76,8	21	11,7	47	9,9	49
	Grèce	82,3	8	21,9	20	17,7	38
	Irlande	78,0	18	20,3	25	22,0	26
	Italie	62,2	42	11,9	45	19,3	32T
	Lettonie	75,1	26T	24,9	14T	19,3	32T
	Luxembourg	79,1	14	10,8	48	18,8	35
	Pays-Bas	81,0	10	3,0	54	11,9	47
	Pologne	90,7	1	9,5	50	8,3	51
	Slovaquie	54,6	47	31,7	6	39,2	10
	Slovénie	67,0	36	17,6	34T	24,2	23
	Espagne	62,1	43	23,9	17	33,6	16
	Suède	75,6	24	7,6	51	7,5	53
Amérique du Nord	Suisse	69,0	35	10,4	49	20,7	29
	Royaume Uni	84,7	5	16,8	37	6,6	54
	Total	70,1		17,2		24,0	
	Canada	79,6	12	18,7	28	14,7	43
Amérique du Nord	USA	88,0	3	12,0	44	8,4	50
	Total	83,8		15,3		11,6	

Classement de TAE par catégorie d'âge

REGION	ECONOMIE	TEA - 18 - 24 ans		TEA - 25 - 34 ans		TEA - 35 - 44 ans		TEA - 45 - 54 ans		TEA - 55 - 64 ans	
		Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique	Egypte	13,2	19	18,3	17	12,2	30	10,5	24	6,3	29
	Madagascar	17,5	12	19,6	14T	26,2	6	18,5	9	39,0	1
	Maroc	4,5	43	11,9	30	11,2	37	10,1	26	6,1	30
	Afrique du Sud	8,8	28	14,5	25	13,5	25	7,5	38	7,0	25T
	Total	11,0		16,1		15,8		11,6		14,6	
Asie et Océanie	Australie	7,6	31T	13,9	26T	16,5	20	11,9	22	9,3	16T
	Chine	10,7	23T	11,5	32	12,5	28T	7,9	34T	6,8	27
	Inde	9,2	27	8,5	41T	11,5	35T	7,9	34T	9,1	18
	Indonésie	4,4	44	10,7	35	9,5	40	5,9	44T	5,0	32T
	Iran	13,4	18	16,5	20	14,9	22	9,2	31	4,4	38
	Israël	7,5	33	14,8	24	14,5	24	13,5	19	12,5	11T
	Japon	3,9	45T	4,3	54	6,4	50	4,0	50	4,2	40
	Kazakhstan	15,0	15	9,3	40	13,4	26	10,0	27	9,3	16T
	Corée	3,3	49T	12,8	28	14,7	23	15,8	13	14,2	8
	Liban	23,6	3	28,9	6	24,5	7	22,9	5	16,1	5
	Malaisie	20,4	7	27,1	8	22,2	9	21,2	6	9,5	15
	Qatar	6,8	34T	7,3	47	6,5	47T	9,9	28	8,8	19
	Argentine	4,8	42	10,0	39	17,3	15T	15,6	14	4,3	39
	Taiwan	8,7	29	13,9	26T	12,1	31	4,6	48	3,4	44T
	Thaïlande	14,1	16	25,5	10	27,9	3	20,8	7	15,6	6
	Emirats Arabes Unis	5,0	39T	8,4	43	11,7	33	10,2	25	6,7	28
	Vietnam	22,0	5	32,3	2	19,9	12	19,7	8	15,3	7
	Total	10,6		15,0		15,0		12,4		9,1	
Amérique Latine et Caraïbes	Argentine	5,0	39T	5,9	50	6,5	47T	8,6	33	3,5	42T
	Brésil	20,3	8	30,5	3	19,2	13	15,1	15	10,3	14
	Chili	13,6	17	29,2	5	29,1	2	25,4	2T	17,1	3
	Colombie	20,2	9	20,5	12	20,7	11	17,9	10	11,9	13
	Equateur	22,9	4	35,4	1	32,2	1	30,5	1	23,0	2
	Guatemala	24,1	2	27,0	9	26,8	5	25,4	2T	13,4	9
	Mexico	10,1	25	16,0	22	18,2	14	14,7	16	8,0	22
	Panama	15,7	14	19,9	13	17,1	18	13,3	21	12,5	11T
	Pérou	21,2	6	28,0	7	27,2	4	25,4	2T	16,7	4
	Porto Rico	9,9	26	16,1	21	12,5	28T	9,7	29	4,6	36
	Uruguay	18,7	11	18,0	18	17,2	17	11,0	23	7,0	25T
	Total	16,5		22,4		20,6		17,9		11,6	
Europe	Bosnie Herzégovine	5,5	38	6,6	48	4,9	53	1,8	54	1,5	54
	Bulgarie	3,3	49T	4,5	53	5,2	52	2,8	52	2,5	49T
	Croatie	10,7	23T	12,7	29	11,5	35T	7,1	40	3,4	44T
	Chypre	3,1	51	10,5	36	11,6	34	6,2	43	3,5	42T
	Estonie	24,6	1	25,3	11	23,5	8	16,1	12	8,7	20
	France	1,6	53T	5,0	52	4,4	54	3,9	51	4,0	41
	Allemagne	3,4	48	7,7	46	6,5	47T	5,0	46T	3,4	44T
	Grèce	5,7	37	6,2	49	7,6	46	2,0	53	1,7	53
	Irlande	6,6	36	10,4	37T	10,3	39	7,7	37	7,7	23
	Italie	3,9	45T	5,8	51	5,3	51	4,4	49	1,8	52
	Lettonie	19,7	10	19,6	14T	17,3	15T	13,4	20	2,6	48
	Luxembourg	11,7	20	11,0	33	10,5	38	7,4	39	4,9	35
	Pays-Bas	11,2	22	15,0	23	12,7	27	6,5	42	5,4	31
	Pologne	3,7	47	18,7	16	9,2	41	6,7	41	2,5	49T
	Slovaquie	1,6	53T	8,5	41T	16,7	19	14,5	17	13,1	10
	Slovénie	7,6	31T	10,9	34	9,1	42	5,0	46T	2,3	51
	Espagne	4,9	41	8,3	44	7,8	45	5,9	44T	3,0	47
	Suède	7,9	30	8,2	45	7,9	44	7,8	36	4,5	37
	Suisse	3,0	52	10,4	37T	11,9	32	9,3	30	5,0	32T
	Royaume Uni	6,8	34T	11,6	31	8,6	43	9,0	32	5,0	32T
	Total	7,3		10,9		10,1		7,1		4,3	
Amérique du Nord	Canada	17,2	13	29,5	4	21,5	10	17,5	11	8,1	21
	USA	11,4	21	17,4	19	16,4	21	14,1	18	7,6	24
	Total	14,3		23,4		18,9		15,8		7,8	

Classement des attitudes personnelles à l'égard de l'entrepreneuriat

REGION	ECONOMIE	Perception des opportunités (% des 18-64)		Perception des capacités (% des 18-64)		Peur de l'échec (% des 18-64)		Intentions entrepreneuriales (% des 18-64)	
		Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique	Egypte	43,5	29	46,6	31	30,2	41	55,5	2
	Madagascar	24,4	50	55,4	15	42,0	14	39,8	9
	Maroc	37,7	33	49,6	24	52,9	4	26,6	16
	Afrique du Sud	43,2	30	39,9	45	31,3	38	11,7	39
	Total	37,2		47,9		39,1		33,4	
Asie et Océanie	Australie	51,4	15	49,3	25	41,4	17	13,2	36T
	Chine	35,2	39	27,2	52	41,5	16	15,3	30T
	Inde	44,9	27	42,1	41T	39,6	21	10,3	42T
	Indonésie	47,7	21	57,3	12	46,7	9	28,1	14
	Iran	33,6	42T	53,4	17	39,9	19	38,8	10
	Israël	58,3	9	44,1	37	48,0	7	26,4	17
	Japon	7,4	54	10,8	54	41,2	18	3,7	54
	Kazakhstan	50,4	18	64,7	7	18,4	53	46,2	6
	Corée	35,3	38	45,7	34	32,2	35	22,8	20
	Liban	59,2	8	74,6	1	17,0	54	32,5	12
	Malaisie	45,1	26	46,1	33	45,0	11	17,6	24T
	Qatar	45,6	25	41,1	43	41,9	15	15,7	29
	Argentine	79,5	1T	71,8	3	34,4	30T	30,9	13
	Taiwan	26,6	48	25,9	53	39,2	22T	25,7	18
	Thaïlande	49,1	19	48,9	27	52,7	5	37,4	11
	Emirats Arabes	35,5	37	64,8	6	61,1	1	56,3	1
	Vietnam	46,4	23T	53,0	19	46,6	10	25,0	19
	Total	44,2		48,3		40,4		26,2	
Amérique Latine et Caraïbes	Argentine	29,7	45	43,1	39	37,8	26	13,4	35
	Brésil	46,4	23T	55,9	13	39,8	20	15,3	30T
	Chili	55,5	11	61,8	9	29,4	44	45,8	7
	Colombie	52,4	14	68,5	4	26,1	50	52,5	3
	Equateur	51,2	16	74,1	2	27,1	48	48,2	4
	Guatemala	53,3	13	64,5	8	32,4	34	46,5	5
	Mexico	36,4	35	50,1	22	28,4	46	13,2	36T
	Panama	48,9	20	57,6	10	24,0	51	20,8	21
	Pérou	55,8	10	67,6	5	30,7	40	43,2	8
	Porto Rico	28,0	47	46,7	30	28,6	45	18,3	22
	Uruguay	36,9	34	57,5	11	31,0	39	27,4	15
	Total	44,9		58,8		30,5		31,3	
Europe	Bosnie Herzégo	13,4	53	35,5	49	27,2	47	4,6	53
	Bulgarie	19,5	51	38,4	46	20,9	52	5,0	52
	Croatie	33,6	42T	50,8	21	26,6	49	17,5	26
	Chypre	51,0	17	46,4	32	55,9	2	16,7	28
	Estonie	61,0	6	49,7	23	31,8	36T	18,1	23
	France	34,1	41	36,3	48	39,1	25	17,6	24T
	Allemagne	42,0	32	37,5	47	36,3	28	7,2	49
	Grèce	13,7	52	43,4	38	55,5	3	7,1	50
	Irlande	44,5	28	42,2	40	39,2	22T	11,9	38
	Italie	28,8	46	30,4	51	49,4	6	10,3	42T
	Lettonie	36,3	36	49,0	26	42,3	13	17,3	27
	Luxembourg	54,8	12	40,9	44	47,0	8	11,0	40
	Pays-Bas	64,1	4	44,6	36	29,7	42	8,1	46T
	Pologne	68,8	3	52,4	20	34,4	30T	9,7	44
	Slovaquie	25,8	49	48,5	28	32,8	33	9,0	45
	Slovénie	34,6	40	53,3	18	31,8	36T	14,2	33
	Espagne	31,9	44	44,8	35	39,2	22T	5,6	51
	Suède	79,5	1T	34,5	50	36,7	27	8,1	46T
	Suisse	47,2	22	42,1	41T	29,5	43	10,5	41
	Royaume Uni	43,0	31	48,2	29	35,9	29	7,3	48
	Total	41,4		43,4		37,0		10,8	
Amérique du Nord	Canada	60,2	7	55,6	14	43,8	12	14,1	34
	USA	63,6	5	54,3	16	33,4	32	14,5	32
	Total	61,9		55,0		38,6		14,3	

Classement des raisons de fermeture des entreprises

REGION	ECONOMIE	Vente de l'entreprise		Pas de rentabilité		Problème de financement		Autres opportunités d'affaires	
		Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique	Egypte	3,3	36	49,2	11	15,5	19	6,3	35T
	Madagascar	0,2	50	27,2	30T	10,8	29	5,3	41T
	Maroc	1,4	45	50,0	10	9,2	36	10,3	24
	Afrique du Sud	3,6	33T	36,0	19	27,0	4	4,9	45
	Total	2,1		40,6		15,6		6,7	
Asie et Océanie	Australie	10,4	8	32,0	23	3,2	52T	13,8	16
	Chine	4,4	30T	36,1	18	31,2	3	4,4	49
	Inde	13,2	4	31,6	24	37,9	2	3,1	52
	Indonésie	9,5	11T	9,6	52	39,5	1	21,1	4
	Iran	0,4	49	47,4	12	19,2	14	5,9	37
	Israël	5,4	23T	38,0	14	14,3	22	6,5	34
	Japon	12,7	5	26,6	32	3,2	52T	7,8	31T
	Kazakhstan	4,4	30T	19,4	43	9,3	33T	9,5	25T
	Corée	2,0	42	57,0	4T	11,8	28	4,0	50
	Liban	0,0	51T	70,9	1	2,7	54	3,6	51
	Malaisie	2,5	40	25,0	36	21,4	11	17,7	9T
	Qatar	7,4	16	21,0	40	20,6	12	20,1	5
	Argentine	9,4	13	17,6	47	6,4	43	8,0	29
	Taiwan	1,1	47T	15,8	48	3,4	51	14,6	14
	Thaïlande	1,5	44	25,9	33	19,4	13	8,5	28
	Emirats Arabes Unis	31,1	1	18,6	45	22,0	9T	11,2	23
	Vietnam	5,2	26	8,2	53	26,3	5	18,8	6
	Total	7,1		29,5		17,2		10,5	
Amérique Latine et Caraïbes	Argentine	16,1	3	53,1	9	4,4	47	5,3	41T
	Brésil	3,6	33T	57,0	4T	17,8	15	5,0	44
	Chili	2,9	38	36,4	17	11,9	26T	14,0	15
	Colombie	10,6	7	35,6	20	16,1	17T	4,8	46
	Equateur	2,6	39	31,2	25	22,0	9T	11,8	21
	Guatemala	4,8	28	54,0	8	10,5	32	7,3	33
	Mexico	6,1	20T	35,3	21	13,3	24	8,7	27
	Panama	7,3	17	58,2	3	3,6	50	5,5	40
	Pérou	3,8	32	28,8	28	7,8	40	12,1	19
	Porto Rico	9,5	11T	20,2	41	8,5	37	7,9	30
Europe	Uruguay	1,2	46	36,7	16	3,8	48T	7,8	31T
	Total	6,2		40,6		10,9		8,2	
	Bosnie Herzégovine	3,5	35	25,2	35	24,3	6	0,0	53T
	Bulgarie	0,0	51T	58,8	2	23,0	7	4,6	47T
	Croatie	0,0	51T	34,2	22	15,2	20	5,7	39
	Chypre	4,7	29	39,8	13	7,0	41	12,0	20
	Estonie	8,2	15	27,2	30T	10,7	30T	17,7	9T
	France	8,5	14	23,8	37	16,6	16	5,8	38
	Allemagne	5,9	22	29,2	26	5,7	45	12,9	18
	Grèce	5,1	27	54,1	7	5,8	44	0,0	53T
	Irlande	6,2	19	23,0	38	13,9	23	17,9	8
	Italie	1,7	43	19,9	42	22,7	8	5,3	41T
	Lettonie	6,1	20T	28,9	27	9,3	33T	6,3	35T
	Luxembourg	7,1	18	25,8	34	14,9	21	15,2	12
	Pays-Bas	1,1	47T	15,2	49	16,1	17T	17,5	11
	Pologne	9,8	9T	28,0	29	8,0	39	15,1	13
	Slovaquie	5,4	23T	37,8	15	12,2	25	9,5	25T
	Slovénie	3,2	37	22,3	39	9,3	33T	22,0	3
	Espagne	5,4	23T	56,0	6	6,7	42	4,6	47T
	Suède	11,3	6	13,4	50	3,8	48T	18,5	7
Amérique du Nord	Suisse	9,8	9T	10,2	51	10,7	30T	11,7	22
	Royaume Uni	2,4	41	19,1	44	8,4	38	22,2	2
	Total	5,3		29,6		12,2		11,2	
	Canada	27,9	2	18,4	46	11,9	26T	13,6	17
Amérique du Nord	USA	0,0	51T	8,0	54	5,2	46	30,2	1
	Total	14,0		13,2		8,5		21,9	

Classement des raisons de fermeture des entreprises (suite)

REGION	ECONOMIE	Fermeture planifiée à l'avance		Retraits		Raisons personnelles		Incident		Bureaucratie	
		Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique	Egypte	1,4	40T	0,8	38T	12,6	42	3,8	21	7,3	17
	Madagascar	12,0	2	3,0	25	28,6	7	12,9	2	0,0	47T
	Maroc	2,4	35T	0,8	38T	18,3	26	5,9	11	1,9	39T
	Afrique du Sud	0,8	45T	1,7	33T	18,5	25	5,7	13	1,8	41
	Total	4,1		1,6		19,5		7,1		2,7	
Asie et Océanie	Australie	3,3	26T	3,1	24	17,1	28	9,1	4	8,1	16
	Chine	1,0	43	11,0	1	5,8	52	5,4	15	0,8	45
	Inde	3,3	26T	0,5	42	3,8	54	6,7	10	0,0	47T
	Indonésie	6,6	12T	0,0	43T	10,0	50	0,0	44T	3,8	34
	Iran	4,9	18T	0,8	38T	14,8	36T	2,2	29	4,5	29
	Israël	5,4	15T	3,8	21T	19,6	22	2,7	25	4,4	30
	Japon	7,3	10	0,0	43T	25,3	12	17,0	1	0,0	47T
	Kazakhstan	4,4	22T	3,8	21T	31,3	3	12,7	3	5,2	24
	Corée	2,0	38	0,0	43T	17,4	27	0,0	44T	5,9	22
	Liban	0,9	44	1,8	32	11,8	44	3,7	22	4,6	26T
	Malaisie	1,6	39	4,9	14	18,9	24	7,1	9	1,0	42T
	Qatar	2,8	31	3,9	20	14,8	36T	3,9	19T	5,6	23
	Argentine	3,1	30	1,7	33T	16,1	32T	0,6	43	37,1	1
	Taiwan	9,3	5	4,5	17	43,3	1	8,0	7	0,0	47T
	Thaïlande	2,5	33T	8,4	3T	13,7	38T	5,3	16	14,8	11
	Emirats Arabes Unis	4,6	20	4,4	18	5,6	53	2,1	30	0,3	46
	Vietnam	5,3	17	4,1	19	24,4	14	7,7	8	0,0	47T
	Total	4,0		3,3		17,3		5,5		5,6	
Amérique Latine et Caraïbes	Argentine	0,0	49T	0,0	43T	17,0	29	2,3	28	1,9	39T
	Brésil	2,7	32	1,3	36T	11,6	45T	0,0	44T	1,0	42T
	Chili	4,4	22T	0,6	41	22,0	16	1,4	38	6,4	20
	Colombie	9,0	7	2,2	31	16,1	32T	1,0	40	4,6	26T
	Equateur	3,9	24	0,0	43T	20,7	18	3,9	19T	3,9	33
	Guatemala	0,8	45T	0,0	43T	19,3	23	0,8	41T	2,4	38
	Mexico	0,2	48	0,0	43T	31,1	4	1,8	32T	3,5	37
	Panama	0,0	49T	0,0	43T	20,0	21	1,8	32T	3,6	35T
	Pérou	4,5	21	2,9	26	37,5	2	1,7	35	0,9	44
	Porto Rico	7,1	11	0,0	43T	27,3	9	0,0	44T	19,6	7
	Uruguay	2,5	33T	6,3	8	15,1	34T	2,5	26	24,0	5
	Total	3,2		1,2		21,6		1,6		6,5	
Europe	Bosnie Herzégovine	6,6	12T	2,5	29T	29,8	5	3,0	24	5,1	25
	Bulgarie	0,0	49T	0,0	43T	13,6	40	0,0	44T	0,0	47T
	Croatie	1,4	40T	4,7	15	25,4	11	1,1	39	12,5	13
	Chypre	3,6	25	5,3	12	22,9	15	4,8	17	0,0	47T
	Estonie	7,9	9	1,3	36T	16,3	30	2,4	27	8,3	15
	France	0,0	49T	4,6	16	13,1	41	8,6	5	18,9	8T
	Allemagne	9,2	6	2,5	29T	26,5	10	1,8	32T	6,1	21
	Grèce	0,0	49T	5,1	13	11,1	47	0,0	44T	18,8	10
	Irlande	2,3	37	2,8	27	29,2	6	0,0	44T	4,6	26T
	Italie	0,0	49T	8,1	5	11,0	48	0,0	44T	31,4	3
	Lettonie	1,4	40T	1,4	35	20,3	20	1,6	36	24,6	4
	Luxembourg	10,9	3	8,7	2	10,2	49	0,0	44T	7,2	18T
	Pays-Bas	3,2	29	0,0	43T	11,6	45T	0,0	44T	35,3	2
	Pologne	4,9	18T	3,6	23	15,1	34T	5,8	12	9,8	14
	Slovaquie	5,4	15T	5,4	10T	12,2	43	8,1	6	4,1	32
	Slovénie	3,3	26T	8,4	3T	9,4	51	3,1	23	18,9	8T
	Espagne	0,8	45T	6,7	6	16,2	31	0,0	44T	3,6	35T
	Suède	10,6	4	2,7	28	20,5	19	5,6	14	13,5	12
	Suisse	28,5	1	0,0	43T	28,4	8	0,8	41T	0,0	47T
	Royaume Uni	5,6	14	5,8	9	25,1	13	4,3	18	7,2	18T
	Total	5,3		4,0		18,4		2,6		11,5	
Amérique du Nord	Canada	2,4	35T	6,5	7	13,7	38T	1,5	37	4,2	31
	USA	8,4	8	5,4	10T	21,1	17	1,9	31	20,0	6
	Total	5,4		6,0		17,4		1,7		12,1	

Classement de la répartition sectorielle de TAE

REGION	ECONOMIE	Agriculture		Mines		Manufacture		Transport		Commerce		TIC	
		Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique	Egypte	12,0	7	2,1	45	13,1	5T	4,3	7T	54,3	16	0,4	50T
	Madagascar	30,1	1	1,5	50T	10,0	15T	0,8	47T	48,3	23	0,8	48
	Maroc	4,1	23T	3,7	32	17,0	1	3,4	17	58,9	13	0,0	54
	Afrique du Sud	4,1	23T	6,9	14	7,3	33T	3,3	18T	52,5	20	2,6	30T
	Total	12,6		3,6		11,8		3,0		53,5		1,0	
Asie et Océanie	Australie	1,6	36	10,7	4T	5,5	42T	4,0	11T	26,7	41	6,4	16
	Chine	1,1	41T	2,2	42T	5,5	42T	1,9	35	69,2	4	3,5	23T
	Inde	15,0	5T	3,3	34	5,1	46	2,8	27	53,2	18	0,4	50T
	Indonésie	1,2	38T	2,8	37	12,3	9	0,5	51	69,6	3	1,0	46
	Iran	4,3	22	4,0	28	14,1	2	2,4	31	37,6	32	7,3	13T
	Israël	0,6	49T	0,5	54	8,7	25	0,9	45T	27,9	36	11,1	2
	Japon	7,3	11	5,1	19T	3,0	52	5,6	3	22,9	45	7,8	10T
	Kazakhstan	5,8	17	3,6	33	5,7	40T	1,2	42	41,4	31	2,0	36T
	Corée	1,2	38T	2,7	38T	8,3	26	3,1	22	63,1	10	3,5	23T
	Liban	2,1	32	1,7	48T	9,7	17T	2,9	26	60,2	11	1,2	43T
	Malaisie	1,9	33T	3,8	31	3,2	51	1,5	38T	78,4	1	0,4	50T
	Qatar	0,9	44T	12,6	2T	5,7	40T	2,2	33	44,7	28	2,1	34T
	Argentine	0,7	48	3,9	29T	10,5	12T	0,7	49	59,7	12	0,7	49
	Taiwan	3,2	30T	2,2	42T	10,7	11	0,6	50	52,7	19	1,6	41T
	Thaïlande	10,3	9	4,5	25	4,0	49	1,7	36T	63,9	8	1,2	43T
Amérique Latine et Caraïbes	Emirats Arabes Unis	0,5	51T	6,2	17	7,3	33T	1,5	38T	44,8	27	4,7	20
	Vietnam	0,8	47	1,5	50T	2,7	54	2,3	32	76,1	2	1,9	38
	Total	3,4		4,2		7,2		2,1		52,5		3,3	
	Argentine	0,5	51T	1,1	52T	8,9	23	2,1	34	46,4	24	7,5	12
	Brésil	1,0	43	10,2	6	12,6	7	3,5	13T	49,3	22	0,2	53
	Chili	5,1	19	5,1	19T	13,1	5T	3,5	13T	43,4	29	2,7	28T
	Colombie	1,1	41T	2,9	36	10,0	15T	4,3	7T	55,8	15	3,1	25
	Equateur	7,1	12	1,7	48T	9,2	20	2,7	28T	64,8	7	1,7	40
	Guatemala	0,9	44T	2,0	46T	9,0	21T	3,2	21	67,7	6	2,0	36T
	Mexico	1,8	35	2,2	42T	7,5	32	1,1	43	68,7	5	2,5	32
	Panama	0,9	44T	2,5	40	9,0	21T	6,2	2	53,7	17	1,6	41T
	Pérou	6,1	14	2,4	41	5,9	38	4,9	6	63,2	9	2,7	28T
	Porto Rico	0,0	53T	2,7	38T	6,8	35	1,5	38T	57,5	14	1,2	43T
	Uruguay	4,1	23T	7,4	11T	6,7	36	4,2	9	41,8	30	5,2	19
	Total	2,6		3,7		9,0		3,4		55,7		2,8	
Europe	Bosnie Herzégovine	20,0	3	12,6	2T	13,2	4	0,4	52	23,4	44	3,6	22
	Bulgarie	15,0	5T	4,2	27	9,7	17T	4,0	11T	45,1	26	4,1	21
	Croatie	20,6	2	6,8	15	11,3	10	2,6	30	25,1	42	5,4	18
	Chypre	0,0	53T	7,4	11T	2,9	53	0,0	53T	45,4	25	2,4	33
	Estonie	5,9	15T	7,5	9T	13,6	3	3,0	23T	22,1	47	5,7	17
	France	7,0	13	4,9	24	5,3	45	5,5	4	21,1	48T	6,7	15
	Allemagne	3,2	30T	5,1	19T	4,6	48	1,7	36T	26,8	40	8,0	8
	Grèce	4,0	26	1,1	52T	3,9	50	0,0	53T	50,8	21	2,1	34T
	Irlande	4,9	20	7,1	13	7,7	31	3,0	23T	28,3	35	8,2	6
	Italie	17,3	4	3,0	35	10,5	12T	1,5	38T	27,8	37	0,9	47
	Lettonie	11,5	8	8,5	7	12,5	8	2,7	28T	23,7	43	2,6	30T
	Luxembourg	1,2	38T	6,6	16	7,8	30	0,9	45T	27,6	38	7,8	10T
	Pays-Bas	5,3	18	7,5	9T	5,0	47	4,1	10	13,2	53	11,8	1
	Pologne	1,3	37	10,7	4T	7,9	29	7,3	1	33,6	33	3,0	26
	Slovaquie	1,9	33T	7,9	8	8,8	24	3,3	18T	27,4	39	2,8	27
	Slovénie	5,9	15T	5,0	22T	10,3	14	5,0	5	19,5	50	8,1	7
	Espagne	3,5	29	2,0	46T	9,3	19	3,0	23T	32,1	34	7,3	13T
	Suède	9,7	10	4,3	26	8,1	27	3,3	18T	11,5	54	8,7	5
	Suisse	3,5	27T	5,0	22T	8,0	28	0,8	47T	17,0	52	1,8	39
	Royaume Uni	0,6	49T	14,4	1	5,4	44	3,5	13T	17,6	51	9,6	3
	Total	5,4		6,2		8,3		2,8		27,0		5,5	
Amérique du Nord	Canada	3,7	27T	3,9	29T	5,8	39	1,0	44	22,2	46	7,9	9
	USA	4,8	21	5,9	18	6,5	37	3,5	13T	21,1	48T	9,0	4
	Total	4,2		4,9		6,2		2,2		21,6		8,5	

Classement de la répartition sectorielle de TAE (suite)

REGION	ECONOMIE	Finance		Services de professionnels		Services administratifs		Santé, éducation, services sociaux et gouvernementaux		Services aux consommateurs	
		Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique	Egypte	1,8	30T	0,6	51	1,5	44T	8,1	48	1,9	32T
	Madagascar	0,0	51T	0,0	53T	0,0	53T	4,0	54	4,4	13
	Maroc	0,9	42T	1,2	48T	0,7	50	9,6	39T	0,5	49T
	Afrique du Sud	3,9	16T	1,0	50	2,9	33T	10,9	37	4,6	12
	Total	1,6		0,7		1,3		8,1		2,8	
Asie et Océanie	Australie	6,3	7	13,0	11	8,4	7	13,0	32	4,3	14T
	Chine	3,6	20	0,3	52	0,6	51	11,3	35	0,8	44T
	Inde	1,1	38T	0,0	53T	0,4	52	18,7	12	0,0	52T
	Indonésie	0,0	51T	2,7	36	3,3	30T	6,6	51	0,0	52T
	Iran	3,0	23	6,5	26	1,9	39T	15,6	23	3,3	22
	Israël	2,0	27T	16,3	5	3,8	25	22,9	5	5,2	9
	Japon	14,4	1	6,3	27T	6,5	12T	21,1	6	0,0	52T
	Kazakhstan	0,6	46T	3,5	35	5,5	20	27,7	2	2,9	25
	Corée	4,2	14	1,2	48T	1,9	39T	9,3	44	1,6	35T
	Liban	1,0	41	2,5	38	2,9	33T	12,7	33	3,1	24
	Malaisie	0,7	44T	1,3	47	2,1	37	6,5	52T	0,2	51
	Qatar	1,8	30T	4,1	31T	12,7	2	11,7	34	1,5	37T
	Argentine	1,5	33T	2,3	40T	1,8	41	15,8	22	2,3	29
	Taiwan	3,8	18T	7,6	21	6,4	14T	9,6	39T	1,6	35T
	Thaïlande	1,5	33T	1,5	44T	2,3	36	8,3	47	0,7	46T
	Emirats Arabes Unis	5,5	13	4,1	31T	9,4	6	15,3	24	0,5	46T
	Vietnam	1,7	32	1,6	43	1,4	46	8,8	45	1,1	43
	Total	3,1		4,4		4,2		13,8		1,7	
Amérique Latine et Caraïbes	Argentine	1,1	38T	9,0	18	3,3	30T	14,0	27	6,0	4T
	Brésil	1,3	37	2,3	40T	1,5	44T	17,6	15	0,5	49T
	Chili	2,1	26	8,3	19	5,1	21T	9,4	42T	2,2	30
	Colombie	2,0	27T	3,7	34	1,7	42T	13,5	31	1,9	32T
	Equateur	0,7	44T	1,5	44T	0,9	48	7,2	50	2,4	28
	Guatemala	1,1	38T	2,4	39	2,4	35	7,7	49	1,5	37T
	Mexico	0,3	48T	2,6	37	1,0	47	10,3	38	2,0	31
	Panama	0,6	46T	1,9	42	3,4	29	18,9	11	1,2	42
	Pérou	0,1	50	1,5	44T	0,8	49	6,5	52T	5,8	6T
	Porto Rico	2,4	24	4,2	30	5,1	21T	15,0	25	3,6	19T
	Uruguay	0,9	42T	7,3	22	4,6	23	13,6	30	4,1	16
	Total	1,1		4,1		2,7		12,2		2,9	
Europe	Bosnie Herzégovine	0,0	51T	7,7	20	3,5	27T	13,8	28T	1,8	34
	Bulgarie	0,0	51T	6,9	23T	0,0	53T	9,6	39T	1,3	41
	Croatie	0,3	48T	3,8	33	12,9	1	8,7	46	2,5	27
	Chypre	1,4	35T	9,6	17	6,1	17	18,2	13	6,6	3
	Estonie	5,9	8	10,0	15	6,5	12T	13,8	28T	6,0	4T
	France	5,6	10T	6,3	27T	9,8	5	20,4	9	7,4	2
	Allemagne	6,5	6	12,6	13	2,0	38	25,9	3T	3,6	19T
	Grèce	3,1	21T	6,2	29	5,9	18	17,5	16	5,4	8
	Irlande	1,4	35T	13,7	10	3,5	27T	17,3	17	4,8	11
	Italie	1,9	29	19,8	3	7,3	9T	9,4	42T	0,7	46T
	Lettonie	3,1	21T	9,9	16	6,4	14T	16,3	21	2,7	26
	Luxembourg	6,7	5	14,5	8	6,4	14T	16,8	19	3,8	17
	Pays-Bas	2,3	25	14,0	9	7,8	8	25,9	3T	3,2	23
	Pologne	5,6	10T	6,9	23T	1,7	42T	21,0	7	0,8	44T
	Slovaquie	7,4	4	14,9	7	3,7	26	20,5	8	1,4	40
	Slovénie	4,1	15	15,2	6	10,7	3	11,2	36	4,9	10
	Espagne	3,9	16T	12,8	12	3,0	32	19,5	10	3,7	18
	Suède	3,8	18T	20,2	1	4,4	24	17,1	18	8,8	1
	Suisse	9,2	3	6,8	25	10,3	4	33,8	1	3,6	19T
	Royaume Uni	5,6	10T	19,7	4	7,3	9T	14,9	26	1,5	37T
	Total	3,9		11,6		6,0		17,6		3,7	
Amérique du Nord	Canada	5,8	9	20,0	2	7,3	9T	16,5	20	5,8	6T
	USA	9,3	2	12,3	14	5,6	19	17,8	14	4,3	14T
	Total	7,6		16,1		6,4		17,1		5,1	

Classement des motivations entrepreneuriales par TAE

REGION	ECONOMIE	Taux d'Activité Entrepreneuriale (TAE)		Entrepreneuriat de nécessité (% du TAE)		Entrepreneuriat d'opportunité (% du TAE)		Opportunité de croissance (% du TAE)		Indice de motivation	
		Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique	Egypte	13,3	19T	42,7	1	53,5	53	27,1	54	0,6	54
	Madagascar	21,8	7	21,6	24	77,7	20	46,5	35	2,2	30
	Maroc	8,8	37	22,3	22	77,3	24T	35,4	46	1,6	38T
	Afrique du Sud	11,0	27	24,9	19	75,1	32	36,4	45	1,5	42
	Total	13,7		27,9		70,9		36,3		1,5	
Asie et Océanie	Australie	12,2	23	16,8	36	82,2	9T	63,0	9	3,7	13T
	Chine	9,9	29T	32,4	9	66,0	46	32,5	50	1,0	51
	Inde	9,3	31	38,6	4	39,1	54	28,9	52	0,7	53
	Indonésie	7,5	41	24,8	20	74,3	33	42,6	38	1,7	36T
	Iran	13,3	19T	29,9	12	68,9	41	47,6	30	1,6	38T
	Israël	12,8	22	16,4	39	75,9	29	33,1	49	2,0	33
	Japon	4,7	50	15,6	41	79,6	15	52,2	24	3,4	16T
	Kazakhstan	11,3	26	17,8	34	69,5	40	31,8	51	1,8	34T
	Corée	13,0	21	22,0	23	76,1	28	64,2	8	2,9	22
	Liban	24,1	4	38,0	5	61,4	49T	41,5	40	1,1	48T
	Malaisie	21,6	8T	7,0	54	89,3	2	64,4	7	9,2	2
	Qatar	7,4	42	12,0	47	82,4	8	47,4	32	3,9	12
	Argentine	11,5	25	32,5	8	65,5	47	37,3	42	1,1	48T
	Taiwan	8,6	38	15,4	42	84,6	5	56,4	17	3,7	13T
	Thaïlande	21,6	8T	8,8	51	86,8	3	69,4	4	7,9	3
	Emirats Arabes Unis	9,0	33	16,5	38	79,7	14	55,6	18	3,4	16T
	Vietnam	23,3	6	15,9	40	84,2	6	72,9	2	4,6	9
	Total	13,0		21,2		74,4		49,5		3,2	
Amérique Latine et Caraïbes	Argentine	6,0	47	21,4	26	77,5	22	52,8	22	2,5	24T
	Brésil	20,3	10	39,9	3	59,4	51	46,4	36	1,2	45T
	Chilie	23,8	5	25,7	17	73,1	35T	59,7	15	2,3	28T
	Colombie	18,7	13	20,1	30	77,4	23	59,4	16	3,0	20T
	Equateur	29,6	1	42,3	2	57,3	52	36,7	44	0,9	52
	Guatemala	24,8	2	32,1	10	67,4	44	52,3	23	1,6	38T
	Mexico	14,1	17	25,5	18	72,9	37	54,7	20	2,1	31T
	Panama	16,2	14	19,8	31	79,3	16	62,6	10	3,2	18
	Pérou	24,6	3	16,7	37	80,2	11T	62,3	11	3,7	13T
	Porto Rico	10,6	28	31,7	11	67,1	45	42,3	39	1,3	44
	Uruguay	14,7	15	21,5	25	77,3	24T	49,0	27	2,3	28T
Europe	Total	18,5		27,0		71,7		52,6		2,2	
	Bosnie Herzégovine	4,0	52	28,3	14T	68,7	42	33,4	48	1,2	45T
	Bulgarie	3,7	54	26,9	16	73,1	35T	28,5	53	1,1	48T
	Croatie	8,9	34T	34,7	7	63,2	48	41,2	41	1,2	45T
	Chypre	7,3	43T	28,9	13	70,4	39	46,7	34	1,6	38T
	Estonie	19,4	11	18,6	33	75,7	30	50,9	26	2,7	23
	France	3,9	53	20,6	28	77,6	21	61,5	12	3,0	20T
	Allemagne	5,3	48	11,1	48	79,0	18	59,9	14	5,4	7
	Grèce	4,8	49	20,2	29	79,8	13	37,0	43	1,8	34T
	Irlande	8,9	34T	20,9	27	76,5	27	52,1	25	2,5	24T
	Italie	4,3	51	14,0	43	75,2	31	35,2	47	2,5	24T
	Lettonie	14,2	16	22,7	21	72,0	38	46,9	33	2,1	31T
	Luxembourg	9,1	32	13,6	45T	80,2	11T	55,3	19	4,1	11
	Pays-Bas	9,9	29T	7,2	53	83,8	7	72,6	3	10,0	1
	Pologne	8,9	34T	9,0	50	90,2	1	67,6	5T	7,5	4
	Slovaquie	11,8	24	34,8	6	61,4	49T	47,5	31	1,4	43
	Slovénie	6,9	45	19,6	32	74,0	34	48,4	28	2,5	24T
	Espagne	6,2	46	28,3	14T	68,5	43	48,2	29	1,7	36T
	Suède	7,3	43T	7,5	52	76,8	26	44,8	37	5,9	6
	Suisse	8,5	39	13,9	44	78,7	19	67,6	5T	4,9	8
	Royaume Uni	8,4	40	13,6	45T	82,2	9T	60,8	13	4,5	10
	Total	8,1		19,7		75,4		50,3		3,4	
Amérique du Nord	Canada	18,8	12	17,1	35	79,1	17	53,6	21	3,1	19
	USA	13,6	18	10,6	49	86,2	4	76,3	1	7,2	5
	Total	16,2		13,8		82,6		64,9		5,2	

Classement des perspectives de création d'emplois par TAE

REGION	ECONOMIE	0 emplois en 5 ans (% TAE)		1 – 5 emplois en 5 ans (% TAE)		6 emplois ou plus en 5 ans (% TAE)	
		Score	Rang/54	Score	Rang/54	Score	Rang/54
Afrique	Egypte	52,5	22	23,8	49	23,7	20
	Madagascar	64,1	6	34,7	24T	1,1	54
	Maroc	53,2	18T	36,0	22	10,8	38T
	Afrique du Sud	20,7	53	47,3	8	32,0	7
	Total	48		35,5		17	
Asie et Océanie	Australie	35,3	38T	36,5	20T	28,2	12
	Chine	53,0	20T	22,7	51	24,3	19
	Inde	63,5	7T	27,0	41T	9,5	42
	Indonésie	65,8	5	30,6	35	3,6	51
	Iran	34,6	41	30,4	36T	35,0	5
	Israël	60,1	9	31,2	33	8,7	45
	Japon	47,1	26	24,5	47	28,4	11
	Kazakhstan	67,6	3	7,0	54	25,4	18
	Corée	53,3	17	37,0	19	9,7	41
	Liban	55,8	13	40,1	14	4,1	50
	Malaisie	31,8	44	55,0	3	13,2	36
	Qatar	37,6	35	17,3	53	45,0	1
	Argentine	45,5	29	34,7	24T	19,8	29
	Taiwan	30,1	46	26,9	43	43,0	2
	Thaïlande	36,4	37	34,1	26	29,6	10
	Emirats Arabes Unis	54,2	15	19,2	52	26,6	17
	Vietnam	59,9	10	31,1	34	9,1	44
	Total	49		29,7		21	
Amérique Latine et Caraïbes	Argentine	42,6	31	44,7	10	12,7	37
	Brésil	74,1	1	22,8	50	3,1	52
	Chili	22,3	52	47,9	7	29,8	9
	Colombie	19,9	54	42,5	12	37,7	4
	Equateur	35,3	38T	58,1	2	6,6	48
	Guatemala	27,5	49T	50,3	5	22,2	24
	Mexico	27,5	49T	61,8	1	10,8	38T
	Panama	40,4	33	41,6	13	17,9	32
	Pérou	28,1	48	52,8	4	19,1	30
	Porto Rico	27,1	51	50,0	6	22,9	22T
	Uruguay	36,8	36	42,6	11	20,6	27
	Total	35		46,8		18	
Europe	Bosnie Herzégovine	72,1	2	26,2	45	1,7	53
	Bulgarie	63,5	7T	27,1	40	9,4	43
	Croatie	37,8	34	31,8	31	30,4	8
	Chypre	46,6	28	45,4	9	8,0	47
	Estonie	34,1	42	38,7	16	27,2	15
	France	35,0	40	37,1	18	27,9	13
	Allemagne	48,1	25	30,0	38	22,0	25
	Grèce	53,5	16	36,5	20T	9,9	40
	Irlande	42,7	30	30,4	36T	26,9	16
	Italie	54,6	14	31,5	32	14,0	35
	Lettonie	32,5	43	40,0	15	27,5	14
	Luxembourg	49,4	24	32,1	29T	18,4	31
	Pays-Bas	50,5	23	33,9	27	15,6	33
	Pologne	59,3	11	25,8	46	14,9	34
	Slovaquie	53,0	20T	24,2	48	22,9	22T
	Slovénie	41,1	32	37,8	17	21,1	26
	Espagne	58,0	12	33,4	28	8,6	46
	Suède	66,7	4	27,0	41T	6,3	49
	Suisse	31,5	45	35,3	23	33,2	6
	Royaume Uni	46,9	27	29,7	39	23,4	21
	Total	48,8		32,7		18,5	
Amérique du Nord	Canada	53,2	18T	26,5	44	20,3	28
	USA	29,3	47	32,1	29T	38,6	3
	Total	41,2		29,3		29,5	

Classement par degré d'innovation

REGION	ECONOMIE	INNOVATION (produit nouveau pour quelques ou tous les consommateurs ET peu ou aucune entreprise n'offre le même produit) (% TAE)	
		Score	Rang/54
Afrique	Egypte	25,3	30
	Madagascar	20,9	38
	Maroc	18,7	41T
	Afrique du Sud	29,7	13
	Total	23,6	
Asie et Océanie	Australie	28,5	19
	Chine	25,5	29
	Inde	25,6	28
	Indonésie	11,6	52
	Iran	16,2	45
	Israël	26,7	24
	Japon	24,7	34
	Kazakhstan	23,5	36
	Corée	26,3	26
	Liban	46,9	4
	Malaisie	29,3	15T
	Qatar	37,9	8
	Argentine	27,6	22
	Taiwan	20,2	39
	Thaïlande	29,3	15T
	Emirats Arabes Unis	18,7	41T
	Vietnam	13,9	48T
	Total	25,4	
Amérique Latine et Caraïbes	Argentine	14,0	47
	Brésil	13,9	48T
	Chili	54,0	2
	Colombie	14,9	46
	Equateur	16,5	44
	Guatemala	29,5	14
	Mexico	31,7	11
	Panama	8,5	54
	Pérou	17,8	43
	Porto Rico	25,2	31
	Uruguay	26,2	27
	Total	22,9	
Europe	Bosnie Herzégovine	10,9	53
	Bulgarie	13,4	50
	Croatie	19,9	40
	Chypre	40,9	7
	Estonie	30,2	12
	France	48,6	3
	Allemagne	23,7	35
	Grèce	26,4	25
	Irlande	42,7	6
	Italie	28,2	21
	Lettonie	28,4	20
	Luxembourg	57,1	1
	Pays-Bas	22,5	37
	Pologne	12,1	51
	Slovaquie	29,2	17
	Slovénie	34,2	10
	Espagne	25,0	32
	Suède	29,1	18
	Suisse	24,9	33
	Royaume Uni	27,1	23
	Total	28,7	
Amérique du Nord	Canada	43,2	5
	USA	35,9	9
	Total	39,6	

NOTES

NOTES

NOTES

NOTES



